Montréal samedi 3 février 2007 Le plus grand quotidien français d'Amérique 123e année N° 103 188 pages, 12 cahiers **2 $** taxes en sus – Édition provinciale **2,10 $**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



› **LA RESPONSABILITÉ DE L'HOMME NE FAIT PLUS DE DOUTE, SELON LE GIEC** PAGES **A2** ET **A3**
› **QUE PEUT-ON FAIRE CONCRÈTEMENT ?** PAGES **A4** ET **A5**
› ***GROS ET PETITS POLLUEURS*** LA CHRONIQUE DE CLAUDE PICHER **LA PRESSE AFFAIRES** PAGE **1**
› ***LA CHALEUR DES « AUTRES »*** UN TEXTE DE JEAN LEMIRE, CHEF DE MISSION DU *SEDNA IV* **PLUS** PAGE **6**

cyberpresse.ca
LA PRESSE



L'EFFET HÉROUXVILLE

UN MONDE DE DIFFÉRENCES ENTRE LA VILLE ET LA CAMPAGNE

PAGES **A6** À **A9**

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE ©



*גוט־שבת

À LA DÉCOUVERTE DU MONTRÉAL PARALLÈLE DES HASSIDIM

PLUS PAGES **1** À **5**

*BON SABBAT

PHOTO PEDRO URGATE AFP



PHOTO PAUL WILCOCK

ARCADE FIRE

LA CRÉATION D'UN GROUPE CULTE

ARTS ET SPECTACLES PAGES **4** ET **5**

DÉJÀ CINQ ANS DE GUERRE

LE 3 FÉVRIER 2002, LES PREMIERS SOLDATS CANADIENS DÉBARQUAIENT EN AFGHANISTAN

GROS PLAN SUR UNE MISSION QUI DIVISE L'OPINION

PAGES **A26** ET **A27**



PHOTO DAVID GUTTENFELDER, AP



ET LA LUMIÈRE FUT !
DES CONSEILS BRILLANTS POUR AMÉLIORER VOTRE ÉCLAIRAGE
MON TOIT PAGES **1** À **5**

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Est-ce que ça veut dire qu'on est graciés ?
— Les cochons d'Olymel

Venez voir mon blogue !
cyberpresse.ca/laporte

SAM 6 21924 45678 2

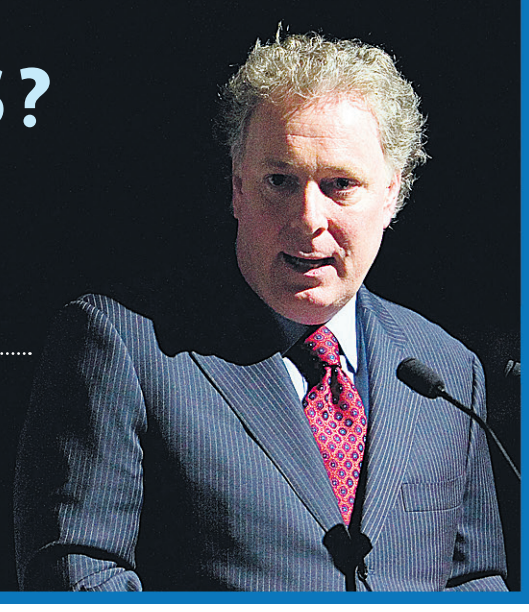
CAHIER SPÉCIAL
REER 2007



LE QUÉBEC AUX URNES EN MARS ?

› **CHAREST VEUT PRESSER LE PAS**
UN TEXTE DE DENIS LESSARD EN PAGE **A10**

› ***DES ÉLECTIONS EN MARS ? FORT POSSIBLE…***
LA CHRONIQUE DE VINCENT MARISSAL EN PAGE **A11**



JEAN CHAREST
PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE ©



Notre tranquillisant agit longtemps.

Un chauffe-eau loué, c'est la solution anti-stress.

- Service à domicile ultra-rapide 24/7
- Réparation ou remplacement sans frais

Pour information 24/7
514 353-0077
Région de Montréal
1 877 353-0077
Ailleurs au Québec
www.hydrosolution.com

Hydro Solution
Le spécialiste du chauffe-eau

3451205A

RAPPORT SUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



PHOTO GREENPEACE, REUTERS

Le fermier australien Richard Walker arpente ses champs ravagés par la sécheresse, en Nouvelle-Galles du Sud. Le GIEC prévoit que les vagues de chaleur seront de plus en plus fréquentes.

LE GIEC SONNE

On dirait un cauchemar sans cesse répété : la Terre ne cesse de se réchauffer, avec la fonte de la calotte glacière, la hausse du niveau des mers et de grandes catastrophes environnementales nous pendent au bout du parapluie.
Le refrain est connu. Mais ce qu'on sait sans l'ombre d'un doute depuis hier, grâce aux travaux d'un groupe d'experts, le GIEC, c'est que l'activité humaine est effectivement la grande responsable du dérèglement de la planète.
Et maintenant, on fait quoi ?



MARC THIBODEAU

PARIS

La quasi-totalité de la hausse de température observée dans la seconde moitié du XX[e] siècle est « très probablement » imputable à l'action humaine, affirme un influent groupe d'experts qui espère, par un rapport « historique » rendu public hier à Paris, convaincre les derniers sceptiques de la nécessité d'agir.

« Ceux qui avaient des doutes ne peuvent plus en avoir », a déclaré, plus catégorique, le directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), Achim Steiner, après avoir entendu les conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Les 500 délégués réunis à huis clos depuis le début de la semaine dans la capitale française pour passer en revue chaque ligne du rapport estiment que la température moyenne pourrait augmenter de 2 à 4 °C d'ici à la fin du siècle, la meilleure estimation étant de 3 °C.

Ce scénario repose sur une stabilisation de la concentration de gaz carbonique à 560 parties par million, soit le double de l'ère préindustrielle. Elle était de 379 parties par million en 2005, un taux excédant « largement » celui des 650 000 dernières années, souligne le GIEC.

Les autres scénarios d'émission considérés situent l'augmentation de température moyenne entre 1,8 et 4 °C, avec des extrêmes possibles de 1,1 à 6,4 °C. Ils prévoient une augmentation du niveau des mers, alimentée par la fonte des glaces, variant entre 18 et 59 cm d'ici la fin du siècle. Certains prédisent la disparition complète, d'ici 100 ans, de la glace de mer en Arctique durant l'été.

Les vagues de chaleur et les fortes précipitations deviendront « très probablement » plus fréquentes et les cyclones, plus intenses.

Le réchauffement de la planète est déjà « incontestable », a souligné hier Susan Salomon, codirectrice du groupe de recherche chargé du rapport, lors d'une conférence de presse suivie par des centaines de journalistes venus de partout sur la planète.

Le document souligne notamment que 11 des 12 dernières années figurent parmi les plus chaudes depuis que ces données sont relevées, en 1850. Et la hausse de la température moyenne est de plus en plus rapide.

Le précédent rapport de l'organisation, en 2001, soulignait que ce réchauffement était imputable, avec une probabilité de plus de 66 %, à l'action humaine. L'utilisation, dans la nouvelle mouture, du terme « très probablement » signifie que cette probabilité est désormais supérieure à 90 %.

Deux autres rapports, sur les conséquences des changements climatiques et les solutions possibles pour réduire les gaz à effet de serre, seront rendus publics au printemps. C'est à ce moment que seront connus les impacts concrets associés aux divers scénarios, les chercheurs s'étant abstenus de se prononcer à ce sujet hier.

Pressée de dire si elle s'inquiète pour l'avenir de la planète, M[me] Salomon a insisté sur la nécessité que les chercheurs s'en tiennent à la science en évitant de se prononcer sur la marche à suivre. « Il y a des décideurs qui sont là pour ça », a-t-elle noté.

Le président du GIEC, Rajendra Pachauri, estime néanmoins qu'il sera désormais difficile de rester passif. « Quand on connaît

SOMMAIRE

Amusez-vous !	VOYAGES **18**	Loteries	**A5**
Astrologie du jour	VOYAGES **17**	Monde	**A23 à A27**
Avis et encans	AFFAIRES **10 et 16**	Petites annonces	ANNONCES ET AFFAIRES **4**
Décès	PETITES ANNONCES **10 à 12**	Restaurants	ACTUEL **6**
Emplois	CARRIÈRES **12 et 13**	Sudoku	AFFAIRES **4**
Forum	PLUS **6 à 8**	Trait d'union	VOYAGES **17**
Jardiner	MON TOIT **14**	Vin	ACTUEL **4 et 5**

Météo
Passages nuageux en matinée, ciel variable en après-midi, **-4**, minimum **-17**. AFFAIRES **16**

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?
commentaires@lapresse.ca

LE RAPPORT DU GIEC EN BREF

› Les experts estiment que le réchauffement planétaire est « indéniable ». Ils évoquent notamment le fait que 11 des 12 dernières années figurent parmi les plus chaudes enregistrées depuis 1850.

› La concentration atmosphérique de gaz carbonique, le plus important gaz à effet de serre, était de 379 parties par million en 2005, ce qui excède « largement » les concentrations des 650 000 dernières années.

› La quasi-totalité de la hausse de température observée au cours de la seconde moitié du XX[e] siècle est « très probablement » imputable à l'action humaine.

› La hausse de température prévue d'ici 2100 se situera entre 2 et 4,5 °C en considérant un doublement de la concentration de gaz carbonique par rapport au taux préindustriel de 280 parties par million.

› Tous les scénarios étudiés prévoient une réduction de la glace de mer dans l'Arctique et l'Antarctique. Les plus extrêmes prévoient une disparition complète, d'ici 100 ans, de la glace de mer en Arctique à la fin de l'été.

› Il est très probable que les vagues de chaleur et les fortes précipitations continueront de devenir plus fréquentes et que les cyclones seront plus intenses.



Tombez sous le charme de l'un de nos 6 villages de montagnes traditionnels, ainsi que de la légendaire poudreuse sèche d'Alberta.

- Plus de 9 mètres (30') de chutes de neige annuelles
- 5 442 mètres (17 856') de dénivellation
- 12 893 hectares (31 860 acres) de poudreuse skiable
- Wow !

www.poudreuse.ca

TRAVEL Alberta CANADA

3451164A
3451175



PHOTO DAN CROSBIE, CANADIAN ICE SERVICE

Tous les scénarios étudiés prévoient une réduction de la glace de mer dans l'Arctique et l'Antarctique. Ci-dessus, deux ours polaires photographiés en 2004 sur une banquise de l'Alaska.

L'ALARME

l'importance de l'impact de l'action humaine sur le climat, les options disponibles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre apparaissent sous un autre jour parce qu'on voit les coûts de l'inaction », a-t-il noté.

Greenpeace, dans un communiqué diffusé sur place, a souligné que le nouveau rapport était une « sirène d'alarme », encore plus préoccupant que celui rendu en 2001. « La bonne nouvelle, c'est que notre compréhension du système climatique et de l'impact humain à son encontre s'est énormément améliorée. La mauvaise nouvelle est que plus on en sait, plus notre futur apparaît dangereux. Le message adressé aux gouvernements est clair et la possibilité d'agir se réduit vite », estime le groupe écologiste.

Bien qu'il ait été créé en 1988 par le PNUE et l'Organisation météorologique mondiale pour assurer le plus large consensus scientifique possible, le GIEC continue de compter quelques détracteurs inconditionnels. L'American Enterprise Institute (AEI), un groupe de recherche financé en partie par le secteur pétrolier, a par exemple récemment offert de l'argent aux chercheurs qui produisent des rapports contredisant ses conclusions.

« La bonne nouvelle, c'est que notre compréhension du système climatique et de l'impact humain à son encontre s'est énormément améliorée. La mauvaise nouvelle est que plus on en sait, plus notre futur apparaît dangereux. »

Le GIEC, affirme l'AEI, s'oppose « à toute critique raisonnable et discordante » et tire « des conclusions sommaires qui résistent mal à un travail analytique ».

Faisant écho à ce scepticisme, un journaliste de la BBC a demandé hier au parterre d'experts réunis pour la sortie du rapport comment la population de la planète peut « être certaine » que leurs conclusions sont les bonnes.

« On ne peut jamais être certain à 100 % », a répondu le président du GIEC, en relevant que cette réalité ne devrait pas empêcher l'action. L'espèce humaine, dit-il, a la « sagesse » requise « pour prendre la mesure des risques et faire les gestes qui s'imposent. »

RÉCHAUFFEMENT
L'homme est-il responsable du réchauffement climatique ? Répondez sur **www.cyberpresse.ca**

UNE HISTOIRE DE FLUCTUATIONS

Le climat terrestre n'est pas un long fleuve tranquille : la planète a été régulièrement soumise à des fluctuations importantes, avec notamment une période chaude depuis près de 12 000 ans entrecoupée d'un petit âge glaciaire entre 1350 et 1850.

Au cours du dernier millénaire, la température globale de la planète n'apparaît pas avoir varié de plus de 1 °C, explique la paléoclimatologue Valérie Masson-Delmotte, responsable d'une équipe de recherches au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement de Gif-sur-Yvette (banlieue parisienne).

Mais localement, il y a eu des variations de température plus importantes, ajoute la scientifique qui étudie les mécanismes de l'évolution du climat et de l'environnement externe de la Terre.

« Pour donner un repère, nous sommes dans une période chaude depuis 11 700 ans dans l'hémisphère Nord. C'est une période où il n'y a de glaces » qu'en Arctique et en Antarctique, précise Mme Masson-Delmotte. Il y a 20 000 ans, en revanche, c'était le « dernier maximum de la dernière période glaciaire ».

Le dernier million d'années a été « assez exceptionnel ». La plupart des périodes chaudes ont eu une durée « assez brève, d'une durée de 10 000 à 30 000 ans ».

Mais la période actuelle devrait être plus longue : « Le prochain moment où l'orbite de la Terre changera suffisamment » n'est pas attendu « avant 70 000 ans environ », phénomène prédit depuis longtemps déjà par les calculs d'astronomie, indépendamment de l'influence humaine sur le climat.

Il ne faut donc pas s'attendre «dans les prochains millénaires» à un grand coup de froid qui compenserait «le surplus de l'effet de serre», en accélération depuis les 50 dernières années du fait de l'activité humaine.

— Associated Press

La planète se réchauffe... et alors ?



FRANÇOIS CARDINAL
ANALYSE

Réchauffement de la planète. Avouons-le, pour nous Québécois, cette expression a de quoi faire rigoler. Du moment que la neige continue de recouvrir les pentes de ski, une hausse du mercure est-elle une si mauvaise nouvelle que ça ?

D'autant plus que le Canada pourrait profiter d'une hausse de la température de quelques degrés, soulignait il y a peu le fameux rapport de Nicholas Stern, ancien chef de la Banque mondiale. Il y était question de rendements agricoles bonifiés, d'une baisse de la mortalité hivernale, d'une réduction des besoins en chauffage et même d'une possible hausse du tourisme.

Voilà toute l'ironie des changements climatiques : ils menacent moins les pays qui en sont responsables que les autres, malheureusement plus vulnérables.

C'est dans cette optique qu'il faut aborder les conclusions du dernier rapport du GIEC, dévoilé hier matin à Paris. Qui, sinon les pays en développement, seront les plus touchés par une hausse d'un demi-mètre du niveau de la mer ? Par une hausse potentielle du mercure de 3 °C ? Par des sécheresses plus fréquentes, des épidémies à répétition, un rendement agricole amoindri ?

Pour se convaincre du caractère inégal et surtout inéquitable des changements climatiques, notons seulement que, selon l'OCDE, plus de 96 % des décès dus à des catastrophes naturelles ces dernières années ont eu lieu dans des pays en développement.

Le patron du Programme de l'ONU pour l'environnement (PNUE), Achim Steiner, faisait d'ailleurs remarquer hier que près du tiers des infrastructures côtières de l'Afrique sont menacées par les caprices du climat. Il prédisait aussi la multiplication des réfugiés climatiques en Asie avec la montée des eaux.

Cela est d'autant plus inquiétant que les prédictions déjà alarmistes du GIEC en 2001 sont dépassées. Alors que l'on prévoyait une hausse du niveau des océans de 2 mm par an, celle-ci a atteint en moyenne 3 mm depuis 1993.

« Nous nous souviendrons du 2 février comme de la date où l'incertitude liée au rôle de l'homme dans les changements climatiques aura été complètement dissipée », a noté Achim Steiner, hier.

Voilà l'ironie des changements climatiques : ils menacent moins les pays qui en sont responsables que les autres, malheureusement plus vulnérables.

L'homme, surtout celui du Nord, est donc responsable du problème diagnostiqué par le GIEC. Les doutes étant désormais derrière nous, il faut donc agir. Et prestement. Mais comment ?

D'abord en tentant de réduire les émissions de GES provenant principalement des pays du Nord. Le protocole de Kyoto est un pas en avant, certes. Mais il s'agit d'un trop petit pas, si l'on se fie au GIEC. Il prédit en effet que le réchauffement climatique se poursuivra encore « pendant des siècles », même si on arrive à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre, un objectif encore lointain.

Tout en misant sur cette mobilisation internationale sans précédent, il faut donc aller plus loin. C'est ainsi que l'ONU a lancé cette semaine l'idée de tenir à l'automne un sommet mondial extraordinaire pour préciser les suites à donner à Kyoto afin, peut-on lire entre les lignes, de permettre à la Chine, à l'Inde et aux États-Unis de se joindre à l'effort commun.

Mais pour qu'un avion se rende à destination, il faut que le pilote puisse se concentrer sur cette seule tâche. C'est ainsi qu'intervient l'idée lancée hier par le président français : la création de l'Organisation des Nations unies pour l'environnement (ONUE), une nouvelle instance qui serait aussi importante que la Banque mondiale ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Devant l'urgence de la situation et le peu de pouvoir du bras environnemental des Nations unies, le PNUE, Jacques Chirac souhaite en effet que soit regroupée sous le même toit la responsabilité des quelque 600 conventions internationales sur l'environnement, dont le protocole de Kyoto. L'ONUE aurait aussi pour mandat d'accélérer la transition vers l'ère de l'après-pétrole et d'aider les pays émergents à concevoir un développement écologiquement responsable.

En outre, devant l'iniquité des changements climatiques, cet organisme pourrait piloter la nécessaire adaptation des pays en développement au climat changeant : promouvoir une meilleure gouvernance, accroître la résistance des infrastructures, réaliser des études de vulnérabilité qui tiennent compte des degrés de pauvreté, etc.

Le rapport du GIEC rendu public hier est plus alarmant que celui de 2001... qui l'était plus que celui de 1995... qui l'était plus que celui de 1990. Les pays les plus démunis ont-ils vraiment les moyens de se payer un rapport encore plus dévastateur en 2012 ?

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste : francois.cardinal@lapresse.ca

RAPPORT SUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Jean Charest à la conférence de Paris

Pour une ONU de l'environnement

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — De toute évidence, Jacques Chirac entendait conclure son deuxième mandat présidentiel sur un combat noble, celui de la défense de l'environnement. D'où, hier et aujourd'hui, cette conférence de Paris pour une gouvernance écologique et la création d'une ONU à part entière pour l'environnement.

Invité personnel du président français, en quelque sorte, dans une réunion où 60 pays étaient représentés davantage par des personnalités et des scientifiques que par des hommes politiques, le premier ministre Jean Charest s'est déclaré sur la même longueur d'onde que M. Chirac.

« On sent qu'il y a actuellement une prise de conscience générale des graves problèmes environnementaux, a-t-il expliqué hier en fin d'après-midi, à l'issue des travaux de la journée. Même le président Bush va maintenant dans ce sens. C'est un moment où il devient possible de prendre des mesures pour ralentir le changement climatique, qui me préoccupe beaucoup. »



PHOTO CHARLES PLATIAU, ASSOCIATED PRESS
Jean Charest s'est entretenu avec Jacques Chirac à l'Élysée.

Jean Charest a eu droit à des marques d'attention particulières à Paris.

Le premier ministre Charest s'était prononcé plus tôt dans l'après-midi en faveur de cette ONUE, « afin de donner davantage de force et de cohérence à l'action internationale ».

Emballement climatique

Jean Charest, qui avait dirigé la délégation canadienne à la conférence de Rio, en 1992, constate aujourd'hui que les « inquiétudes » de l'époque sur le climat et l'effet de serre sont devenues des « quasi-certitudes ».

« Le rapport des experts du GIEC, a-t-il dit, vient de confirmer mes appréhensions de l'époque. Si nous ne faisons rien, les zones nordiques seront particulièrement touchées, et il y aura 10 degrés de plus en Arctique à la fin du siècle. »

Dans son allocution d'ouverture, en fin de matinée, le président Chirac avait appelé à « la révolution de consciences, de l'économie et de l'action politique. Le jour approche où l'emballement climatique échappera à tout contrôle. »

Hasard du calendrier ou pas, cette conférence sur la « gouvernance » coïncide avec la réunion des 500 experts du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) à l'UNESCO, qui l'a complètement éclipsée dans les médias français et étrangers.

Et c'est le rapport du GIEC, rendu public hier midi, que chacun commentait en priorité dans les couloirs du Centre international des conférences.

Que deviendra cet appel de Paris pour une ONUE dans les mois à venir? Difficile à dire, d'autant plus que, de l'avis de l'ancien premier ministre Alain Juppé, qui a contribué à l'organisation de cette conférence, de grands pays comme les États-Unis et la Chine restent très réticents à l'idée d'une organisation internationale à part entière sur l'environnement.

Sarkozy reçoit

Entre-temps, le premier ministre québécois aura eu droit à des marques d'attention particulières de la part de ses interlocuteurs français. C'est sa voiture officielle – avec drapeau du Québec – qui a été la première à faire son entrée dans la cour de l'Élysée peu avant 11 h. Le président Chirac est sorti sur le perron pour l'accueillir tandis que la garde républicaine rendait les honneurs. Une heure plus tôt, Jean Charest sortait d'un petit déjeuner au ministère de l'Intérieur, où il était reçu par le ministre et candidat à l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy, en compagnie des anciens premiers ministres Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin. « M. Sarkozy s'est montré très intéressé par le projet de libre-échange Canada-Europe », a-t-il dit.

Finalement, il n'y aura pas eu de rencontre avec la candidate socialiste, Ségolène Royal, échaudée par ses mésaventures de la semaine précédente lors de la visite d'André Boisclair, et qui traverse actuellement une phase difficile dans sa campagne.

« Nous n'avons pas pu résoudre des conflits d'horaires », a expliqué M. Charest, qui a ajouté sur le ton de l'humour : « Cela dit, concernant la campagne présidentielle en France, je reste sur une position de non-ingérence et de non-indifférence. »

QUE FAIRE À PARTIR DE MAINTENANT?

HUGO SÉGUIN, ÉQUITERRE

Au fédéral › Éliminer les subventions aux grandes pétrolières dès le prochain budget et contraindre dès maintenant cette industrie à réduire ses émissions. Déposer un plan d'action crédible qui respecte les obligations internationales du Canada dans le cadre du protocole de Kyoto.

Au provincial › Adopter sans tarder, à l'instar de la Californie, des normes sévères d'émissions pour les voitures vendues au Québec. Cesser de développer le réseau routier par l'ajout de nouveaux ponts ou autoroutes et financer plutôt massivement les transports collectifs. Bonifier dès maintenant le Plan québécois de lutte contre les changements climatiques.

Au municipal › Pour Montréal, lancer un grand chantier de développement du transport collectif (tramway, voies réservées, voies piétonnes, pistes cyclables), afin que les Montréalais puissent bénéficier de solutions de rechange fiables, confortables, économiques et environnementales à la voiture.

Au plan individuel › Décider aujourd'hui de laisser la voiture à la maison une fois par semaine au profit du covoiturage, du télétravail ou du transport collectif. S'il faut acheter une voiture, en acheter une qui consomme beaucoup moins d'essence. Faire pression sur les politiciens pour obtenir de l'action concrète et appuyer les groupes qui font la promotion de l'environnement (!).



749 $ À 1159 $

SEULEMENT CHEZ Nolitours
SANTA LUCIA
Cuba
Cameleon Brisas Santa Lucia
3+★ Tout compris 24 hres, 7 nuits
Jeudi, 15 fév.
749 $

SEULEMENT CHEZ Nolitours
PUERTO PLATA
République dominicaine
Cameleon Caribbean Village
3★ Tout compris, 7 nuits
Mercredi, 14 fév.
749 $

MARGARITA
Vénézuela
Palm Beach Hotel
3★ Tout compris, 7 nuits
Dimanche, 18 fév.
789 $

SEULEMENT CHEZ Nolitours
HOLGUIN
Cuba
Cameleon Club Amigo Atlantico
3★ Tout compris, 7 nuits
Jeudi, 15 fév.
869 $

CAYO LARGO
Cuba
Sol Pelicano
3+★ Tout compris, 7 nuits
Vendredi, 16 fév.
999 $

SEULEMENT CHEZ Nolitours
CAYO LARGO
Cuba
Cameleon Barcelo Cayo Largo
4★ Tout compris, 7 nuits
Vendredi, 23 fév.
1099 $

MANAGUA
Nicaragua
Barcelo Montelimar Beach
4★ Tout compris, 7 nuits
Mardi, 27 fév.
1099 $

SEULEMENT CHEZ Nolitours
EL SALVADOR
Royal Decameron
Salinitas
4★ Tout compris, 7 nuits
Jeudi, 22 fév.
1099 $

CAYO COCO
Cuba
NH Krystal Laguna Villas
4★ Tout compris, 7 nuits
Vendredi, 16 fév.
1149 $

SEULEMENT CHEZ Nolitours
ACAPULCO
Mexique
Calinda Beach Acapulco
3★ Tout compris, 7 nuits
Jeudi, 22 fév.
1159 $

1299 $ À 1499 $

RIVIERA MAYA
Mexique
Real Playa del Carmen Hotel
3★ Tout compris 24 hres, 7 nuits
Dimanche, 18 fév.
1299 $

SEULEMENT CHEZ Nolitours
VALLARTA NAYARIT
Mexique
Royal Decameron Complex
4★ Tout compris, 7 nuits
Mercredi, 21 fév.
1299 $

SEULEMENT CHEZ Nolitours
PANAMA
Royal Decameron Beach
Resort, Golf, Spa & Casino
4★ Tout compris, 7 nuits
Lundi, 26 fév.
1349 $

FORFAIT DU JOUR
SAN ANDRÈS
Decameron
San Luis
3★ Tout compris, 7 nuits
Jeudi, 15 fév.
999 $

SEULEMENT CHEZ Nolitours
PUNTA CANA
République dominicaine
Sirenis Tropical Suites
4★ Tout compris, 7 nuits
Vendredi, 23 fév.
1399 $

RIVIERA MAYA
Mexique
Barcelo Maya Beach Resort
4★ Tout compris, 7 nuits
Mardi, 27 fév.
1459 $

VARADERO
Cuba
Barcelo Solymar Beach Resort
4★ Tout compris 24 hres, 7 nuits
Mercredi, 21 fév.
1459 $

HOLGUIN
Cuba
Hotel Playa Pesquero
4+★ Tout compris 24 hres, 7 nuits
Dimanche, 25 fév.
1499 $

SEULEMENT CHEZ Nolitours
PUNTA CANA
République dominicaine
Catalonia Bavaro Beach
4+★ Tout compris, 7 nuits
Dimanche, 18 fév.
1499 $

CONTACTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

clubvoyages 1-877-7-ETOILE
Voyages Sears En magasin 1 866 359-7327 .ca
CAA Voyages 1 888 549-5559
AMERICAN EXPRESS 1.888.414.8747
OU VISITEZ LE WWW.NOLITOURS.COM

Départs de Montréal. Tous les prix sont par personne en occupation double (catégorie de base), incluant les taxes et les rabais applicables. Les prix annoncés sont ceux en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées les 3 et 4 février 2007. Frais de dossier du grossiste inclus. Pour les détails et conditions générales, veuillez vous référer à la brochure Sud 2006-2007 de Nolitours. Vols effectués sur les ailes d'Air Transat. Nolitours est une division de Transat Tours Canada inc. et est titulaire d'un permis du Québec (no. 825121). Ses bureaux sont situés au 300, rue Léo-Pariseau, bureau 200, Montréal (Québec) H2X 4C2.
Prix excluant le 3,50$/1000$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au *Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.*
3456997A

RAPPORT SUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Harper contredit Baird

Le premier ministre vante son plan à long terme sur l'environnement

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Stephen Harper a pour la première fois contredit publiquement son nouveau ministre de l'Environnement, hier, après que ce dernier se fut dit surpris que les scientifiques rassemblés par l'ONU aient en majorité endossé la thèse des causes humaines du réchauffement climatique.

Interrogé à savoir s'il était aussi surpris que son ministre, M. Harper a dit que non et qu'il s'agissait-là d'« une conclusion depuis longtemps ».

« Il y a eu un grand changement par rapport au dernier rapport d'il y a six ans. On dit maintenant que la cause est l'activité humaine, et c'est une surprise pour moi aussi », avait dit quelques heures plus tôt le ministre de l'Environnement en entrevue à Radio-Canada.

Réagissant au rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), déposé hier à Paris, où le ministre Baird s'était rendu, les deux hommes se sont toutefois entendus sur le besoin de réagir à la menace posée par ces fluctuations.

MM. Baird et Harper ont tous deux réitéré le souhait du gouvernement de combattre les changements climatiques en poursuivant des cibles à long terme, tout en précisant que ces cibles ne pouvaient être celles fixées par le protocole de Kyoto.

« On ne peut pas dire à la population : vous allez réduire d'un tiers vos émissions et l'usage d'énergie den quelques années... Ce n'est pas réaliste », a dit Stephen Harper à Ottawa, lors d'une conférence de presse qui annonçait un investissement de 30 millions de dollars pour la recherche dans le traitement de traumatismes de la moelle épinière.

Pas de cibles absolues

En conférence de presse à Paris, M. Baird a de nouveau exprimé l'intention de son gouvernement de ne pas fixer de cibles absolues aux industries afin qu'elles réduisent leurs émissions.

Par des cibles basées plutôt sur l'intensité des émissions de GES, les industries pourront émettre de plus en plus de GES, à condition que la proportion de gaz émis par rapport à leur production diminue. Les cibles basées sur l'intensité sont dénoncées par tous les environnementalistes.

L'ensemble de ces réactions a fait bondir les députés de l'opposition, qui livrent contre le gouvernement Harper une lutte sans merci sur la question de l'environnement depuis l'annonce de son virage vert, tout juste avant les Fêtes.

« Il faut réduire à la source les émissions de gaz à effet de serre, a tranché le porte-parole du Bloc québécois en matière d'environnement, Bernard Bigras. La valeur absolue des émissions est le seul indicateur nécessaire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Donc, l'intensité n'est ni plus ni moins qu'un crédit et une épargne et un gain pour les pollueurs au Canada. »

« Tout plan ou toute mesure de changements climatiques en deçà des objectifs de Kyoto sera interprété par nous comme une réponse inadéquate au quatrième rapport du GIEC », a-t-il ajouté.

Le nouveau critique libéral pour l'environnement, David McGuinty, a dit que le ministre Baird avait encore une fois mis le Canada dans l'embarras et a remis en question l'utilité de son voyage à Paris. « Le ministre de l'Environnement a pris l'avion pendant 10 heures pour aller à Paris, seulement pour apprendre qu'apparemment, l'activité humaine affecte le climat, a-t-il ironisé. J'espère seulement qu'il ne s'est pas étouffé avec son foie gras. »

Avec la Presse Canadienne



PHOTO FRED CHARTRAND, ARCHIVES PC

Le nouveau ministre de l'Environnement, John Baird, s'est dit « surpris », hier, que le GIEC associe le réchauffement climatique à l'activité humaine.

AUTRES TEXTES

La chronique de Claude Picher en une du cahier Affaires

Les changements climatiques vus par Jean Lemire, Claude Villeneuve, Mario Roy, Serge Chapleau... et vous, en pages 6 et 7 du cahier Plus.

QUE FAIRE À PARTIR DE MAINTENANT ?

STEVEN GUILBEAULT, GREENPEACE

Au fédéral > Le gouvernement doit affirmer son intention d'atteindre l'objectif du protocole de Kyoto. Il doit s'engager à réduire de 80 % ses émissions d'ici 50 ans.

Au provincial > Le gouvernement doit renverser la tendance des investissements qui fait la part belle à l'auto. Pour chaque dollar dépensé pour lutter contre les changements climatiques, 7 $ sont dépensés pour la réfection et la construction des routes. Cela doit changer.

Au municipal > « Je rêve du jour où les grandes villes du Québec imiteront Londres, qui a choisi de surtaxer l'accès au centre-ville. Cela doit évidemment s'accompagner de mesures comme la réduction du nombre de places de stationnement. L'argent ainsi récupéré doit servir au développement du transport en commun. »

Au plan individuel > Il faut modérer nos transports ! Quand on change son auto, il faut se demander si on ne peut pas acheter un véhicule plus petit, une auto hybride ou simplement prendre le transport en commun.

Propos recueillis par François Cardinal

Réaction des écolos

À Ottawa d'agir...

FRANÇOIS CARDINAL

La balle est maintenant dans le camp du gouvernement fédéral, affirment les écologistes canadiens dans la foulée du dévoilement d'un rapport accablant sur le climat, hier à Paris.

« Ce qu'il faut, maintenant, c'est un leadership fort, a indiqué Philippe Bourke, du Regroupement national des conférences régionales de l'environnement. Pour monsieur et madame Tout-le-Monde, il est décourageant d'agir lorsque les gouvernements ne suivent pas. »

De l'avis de Greenpeace, le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montre clairement que le débat entourant l'existence des changements climatiques est derrière nous.

« J'ai très hâte que le gouvernement Harper se sorte la tête du sable, a indiqué Steven Guilbeault, directeur de Greenpeace au Québec. Sur quelle planète vivait le ministre de l'Environnement, John Baird, pour ne découvrir qu'aujourd'hui que l'homme est en partie responsable des changements climatiques ? »

Kyoto ou les pétrolières ?

Pour Équiterre, le rapport du GIEC oblige le fédéral à prendre une décision : « Il doit maintenant choisir entre le respect du protocole de Kyoto ou le soutien politique et financier de l'industrie pétrolière de l'Ouest. Il ne peut pas faire l'un et l'autre à la fois », croit Hugo Séguin, porte-parole.

« L'humanité se réveille ce matin consciente qu'elle fait face à la plus grande menace de son histoire, a-t-il renchéri. Nos décisions ne peuvent plus être basées sur ce qui est politiquement faisable, mais bien sur ce qui doit être fait. Les prochaines décennies seront cruciales et tous les efforts doivent être faits, à tous les niveaux. »

Pour l'Institut Pembina, groupe de réflexion écolo de l'Ouest canadien, le rapport des scientifiques doit absolument occuper une place importante sur le bureau du premier ministre, Stephen Harper, et son ministre Baird.

« Il faut savoir que le rapport est adressé aux décideurs, note Matthew Bramley, analyste. Le GIEC, d'ailleurs, a été créé dans le but exprès de conseiller les gouvernements. Contrairement à d'autres rapports peut-être, celui-ci invite directement les gouvernements à réduire de façon importante les gaz à effet de serre. »

GIEC
Lisez les commentaires des lecteurs et ajoutez le vôtre sur **www.cyberpresse.ca/climat**

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2007-02-02

SUPER 7 02 04 06 07 08 10 45 — 36 compl.

La Mini LOTS BONIS 600646

Numéro complet	50 000 $	5 premiers	1 000 $
5 derniers	5 000 $	4 premiers	100 $
4 derniers	250 $	3 premiers	10 $
3 derniers	25 $		
2 derniers	5 $		

50 lots de 1 000 $ (non décomposables)

123A896	281A686	404A033	529A001	660A563	780A236	836A239
151A928	305A620	405A000	592A130	670A240	780A727	875A512
186A642	329A792	426A867	598A364	722A453	781A597	885A059
190A190	342A486	439A312	610A403	742A732	796A272	885A974
212A695	361A376	473A309	616A655	761A703	813A400	897A233
233A274	388A439	496A520	617A054	763A534	818A179	908A904
270A034	403A458	499A317	631A801	769A244	834A905	948A184
						998A217

Banco 02 09 11 12 17 20 22 23 28 30 34 36 41 42 45 46 51 55 59 66

Astro Jour - Mois - Année - Signe: 04 JANVIER 08 BÉLIER

La Quotidienne: 3 312 / 4 6011

Extra 3226305 * 500 000 $ *décomposable dans les deux sens.

SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU LOTTO 6/49

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LOTOQUEBEC.COM

Ne manquez plus un tirage, abonnez-vous !
1 866 628-4783 LOTOMATIQUE®

ON DEMENAGE
TOUT DOIT ÊTRE VENDU !
NOS PRIX ENTREPÔT ENCORE PLUS RÉDUITS !
TOUT EST RÉDUIT JUSQU'À 80 % DE RABAIS SUR LE PRIX RÉGULIER*
* prix régulier affiché chez les détaillants réguliers
FAITES VITE ET PROFITEZ DU MEILLEUR CHOIX !
UNIQUEMENT À NOTRE MAGASIN DE LAVAL
Pleinair ENTREPÔT
Méga Centre Notre-Dame Autoroute 13
(entre le boul. Samson et l'Autoroute 440) 450-689-5309
3458993

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Public Works and Government Services Canada

Projet ou Dossier No. 527786

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUR LA DISPONIBILITÉ DE LOCAUX À BUREAUX À LOUER

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada souhaite obtenir des renseignements d'ici le 15 février 2007 en ce qui a trait aux locaux à louer dans les immeubles existants dans la ville de Châteauguay, dont la date de début de la location se situe au 1er décembre 2007.

Pour répondre à cette Demande de renseignements et visualiser la totalité de la Demande de renseignements, veuillez consulter www.merx.com sous la rubrique « Services : Location à bail ou location d'installations immobilières », ou téléphonez à Manon Lafleur au (514) 496-3325.

3457530

Canada

Depuis 1861

COLLÈGE SAINTE-ANNE DE LACHINE

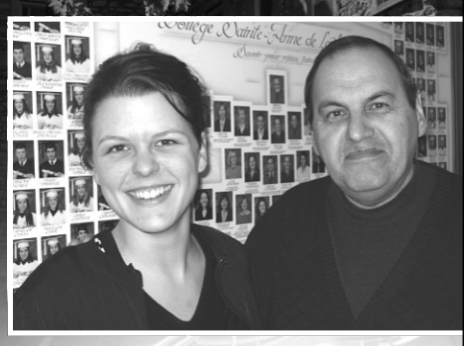
Anciens et anciennes recherchés !

Le Collège recherche tous ses anciens et anciennes élèves pour mettre sur pied une association d'envergure. Rejoignez notre grande famille en vous inscrivant sans plus tarder sur le site Internet du Collège :

www.college-sainte-anne.qc.ca

Le but de cette association sera d'entretenir des contacts entre les anciens, mais aussi de contribuer à assurer le développement éducatif et financier du Collège.

Nous viserons à prolonger également les liens créés durant les études, à développer le sentiment d'appartenance et à entretenir un réseau amical et professionnel de ses membres.



Collège Sainte-Anne DE LACHINE

Le Collège prépare déjà son 150e anniversaire !

Cet important événement est une raison supplémentaire de nous rejoindre ! Inscrivez-vous sur notre base de données disponible sur le site Internet du Collège.

La force d'un réseau

3459268A

L'EFFET HÉROUXVILLE

UN GOUFFRE ENTRE LA

Une trentaine de Sud-Américains ont débarqué un beau jour à Saint-Marc-du-Lac-Long pour venir travailler à la mine d'ardoise. Il n'a pas fallu une semaine pour que des liens commencent à se tisser avec les gens du village. À Chicoutimi, la mosquée se fond dans le décor. Et il n'est pas venu à l'idée de ces nouveaux « Bleuets » musulmans d'exiger des « accommodements raisonnables ». Les immigrés qui s'installent en région sont encore rares. Mais il en est assez pour démontrer que l'envers d'Hérouxville existe aussi.

HUGO MEUNIER
ET PATRICK LAGACÉ

Moins ils sont en contact avec des immigrés, plus les Québécois sont méfiants. Voici ce qui ressort d'une tournée dans plusieurs villes et villages du Saguenay et du Bas-Saint-Laurent.

Comme à Hérouxville, les villes les plus fermées face aux accommodements raisonnables n'abritent à peu près aucun immigré. Un enfant cambodgien, chinois ou haïtien adopté, tout au plus.

Avec ses 18 000 âmes, Rivière-du-Loup est un centre urbain au cœur du Bas-Saint-Laurent. Pour les propriétaires de la brasserie La Fontaine, les immigrés qui voudraient poser leurs valises dans le coin n'ont qu'à bien se tenir. « Ils faut qu'ils soient au courant de nos réalités avant d'arriver. Quand tu entres au pays, il y a un contrat, signe-le », explique Guy Francoeur.

Chez les élus, les avis sont partagés. Plusieurs maires de la MRC de Rivière-du-Loup étaient réunis à Cacouna, le village natal de Mario Dumont, pour souligner l'arrivée au port du premier bateau de l'année. Tous avaient leur mot à dire sur Hérouxville. « Les gens des campagnes sont tissés serré. Tout le monde se connaît. S'il vient quelqu'un qui veut imposer quelque chose, ça ne marchera pas », souligne Jean-Pierre Gratton, maire de Saint-Épiphane, un village de 916 habitants.

Le maire de Saint-Hubert est quant à lui entièrement d'accord avec l'initiative d'Hérouxville. « Ça fait tellement longtemps qu'on courbe l'échine, il est temps de s'affirmer », tranche Napoléon Lévesque.



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Des accommodements raisonnables, il n'y en a pas au Saguenay, pour la bonne raison qu'il n'y a pas beaucoup d'immigrés. Ci-dessus, Jean-Yves Tremblay à Saguenay.

Le Bas-Saint-Laurent, terre d'immigration!

Une trentaine de Sud-Américains débarquent à Saint-Marc-du-Lac-Long

HUGO MEUNIER

SAINT-MARC-DU-LAC-LONG — De Montréal, il faut rouler six heures sur la route des Frontières pour atteindre Saint-Marc-du-Lac-Long, un village planté au milieu de terres agricoles, à l'extrémité du Témiscouata, dans le Bas-Saint-Laurent.

Les quelques foyers de cette bourgade d'environ 500 habitants gravitent autour de la mine d'ardoise Glendyne, principal employeur du coin.

Une école, une église et l'édifice municipal blanc, bien en vue sur un promontoire rocheux : le tour du village est vite fait. Le seul resto-bar a brûlé. Un petit village du Québec rural comme tant d'autres, direz-vous ?

Sauf que, depuis le printemps dernier, une trentaine d'immigrés originaires d'Amérique du Sud, des Colombiens pour la plupart, ont choisi de poser leurs valises à Saint-Marc-du-Lac-Long.

Pour combler le manque de personnel à l'usine, la ville et l'entreprise Glendyne se sont tournés vers les nouveaux arrivants, dont plusieurs réfugiés politiques. « Avant leur arrivée, on avait un peu peur. Après une semaine, nos jeunes revenaient à la maison avec de nouveaux mots espagnols », s'enorgueillit le maire Adrien Kennedy, âgé de 70 ans et natif du village.

Imaginez le choc. Des Colombiens baragouinant le français qui débarquent dans un village très homogène. « On a de la misère à se faire comprendre. On parle vite, nous autres. J'ai essayé de leur parler en anglais, mais ils ne parlent pas anglais pantoute », raconte le maire.

Les trois frères Garcia ont été les premiers à débarquer, avec leurs familles.

Deux d'entre eux, Alberto et Alvero, ont rencontré *La Presse* cette semaine dans l'édifice municipal.

Au travail, les relations sont bonnes avec les employés de l'usine. « Ils veulent tous apprendre l'espagnol ! »

Une table ronde un peu surréaliste. Le maire, d'une voix forte, s'est empressé de tapoter de façon gaillarde la joue d'Alberto à l'arrivée de ce dernier. « La barbe t'a poussé, mon crète ! » a tonné M. Kennedy à son nouveau concitoyen, médusé par le jargon local.

Alvero, 36 ans, est arrivé au Québec il y a trois ans. Il a d'abord suivi des cours de français à Trois-Pistoles avant de s'installer à Saint-Marc avec Alberto, 34 ans, et leurs autre frère, Miller.

Loin du tumulte de Montréal, ils apprécient la quiétude de Saint-Marc-du-Lac-Long. Ils peuvent aussi facilement avoir leurs enfants à l'œil (sept pour les trois familles). Au travail, les relations sont bonnes avec les employés de l'usine. « Ils veulent tous apprendre l'espagnol ! » souligne Alberto.

Dans ce corridor unilingue francophone et blanc, les Garcia n'ont pas le choix de s'adapter. « On ne peut pas changer une autre culture. Ici, tout le monde mange trop sucré », constate Alvero, qui fait parfois le voyage à Québec pour trouver des produits de chez lui.

Croyants, les Garcia ont du mal avec les jurons. « Tout le monde dit tabarnak. Pour nous, c'est sacré », explique Alvero.

En Colombie, Alvero était mécanicien. Son frère Alberto a un diplôme universitaire en poche. Il travaillait en loisir sur le campus. « Je suis déçu pour toutes les études qu'il a faites. Je n'ai rien contre Glendyne, mais c'est pas son profil », soupire Alvero en regardant son cadet.

Alberto aimerait améliorer son français et peut-être tenter sa chance dans l'armée, où il pourrait étudier.

Préjugés

En attendant, les Garcia veulent se tailler une place. S'il était maire, Alvero aimerait faire construire des logements supplémentaires. Alberto, pour sa part, aimerait bien aménager un terrain de soccer et organiser une fête latino une fois par mois.

De telles activités faciliteraient leur intégration et permettraient de tuer quelques préjugés tenaces. « Beaucoup pensent qu'on était très pauvres en Colombie, qu'il n'y a pas de nourriture. D'autres croient que tous les Colombiens prennent de la drogue », souligne Alberto.

Opposé aux accommodements raisonnables, le maire Kennedy croit en un milieu de vie harmonieux, respectueux des coutumes de chacun. « Moi, je n'ai pas de problèmes avec vous autres », résume le maire aux Garcia.

Immigrés en région.

HÉROUXVILLE : LA SÉRIE SE POURSUIT DEMAIN ET LUNDI

À LIRE DANS LE CAHIER PLUS, AUJOURD'HUI ET DEMAIN : LE MONTRÉAL DES HASSIDIM

Hérouxville fait le tour du monde... et du Web

KATIA GAGNON

C'est la gloire pour la petite municipalité d'Hérouxville. Ses normes de vie ont fait le tour du monde, de la Grande-Bretagne à Bahreïn, et le village a désormais sa définition dans l'encyclopédie virtuelle Wikipédia.

« Le village d'Hérouxville a attiré l'attention à l'échelle nationale en janvier 2007 alors que le maire et le conseil municipal ont approuvé un code de conduite pour les immigrants, qui s'inscrit dans le débat récent sur l'accommodement raisonnable », peuvent lire les internautes de partout au monde.

Tapez Hérouxville sur Google et vous obtiendrez 251 000 mentions, dont une savoureuse parodie du site officiel de la municipalité. Devise du sympathique patelin d'Erouleville : « Décalice. Du latin décalicium. Se traduit par si t'es pas blanc, catho et épais, t'es mieux de pas venir icitte. »

L'EFFET HÉROUXVILLE

VILLE ET LA CAMPAGNE

Même si Mario Dumont est le seul chef à vouloir encadrer les accommodements raisonnables. La plupart des élus ne croient pas que ça lui permettra d'arracher des votes supplémentaires aux élections. Du moins, pas dans le coin. « Il n'y a pratiquement pas d'immigrés ici. Ça ne nous concerne pas vraiment », résume Napoléon Lévesque.

Au Saguenay

Des accommodements raisonnables, il n'y en a pas au Saguenay, pour la bonne raison qu'il n'y a pas beaucoup d'immigrés. N'empêche, les Saguenéens ont une opinion sur la question, opinion résumée par Philippe Migneault, forestier de 60 ans au chômage, au resto Gour-Mets de Saint-David-de-Falardeau, en « banlieue » nord de Chicoutimi : « Je suis pas contre les immigrants, mais qu'ils s'adaptent. Si je vais en Iran, moi, Monsieur, qu'est-ce que je vais faire ? Je vais m'adapter à eux ! »

À Saint-Ambroise, l'épicier Marc Pilote évoque la « mollesse » des Québécois. « On ne tient pas à nos racines. Eux, oui. Mais nous, on est trop doux, trop mous. » M. Pilote se demande « ça finit où », ces histoires d'accommodements. « Regardez l'histoire des vitres givrées au YMCA ! »

Gouffre

Pour les analystes, il existe un clivage entre la ville et la campagne. « Hérouxville nous démontre qu'il y a un gouffre. Les gens ont surtout peur du multiculturalisme quand ils le voient de loin et que ça ne les touche pas », explique Daniel Weinstock, professeur au département de philosophie à l'Université de Montréal.

Dans plusieurs villes et villages, le seul contact avec l'immigration se fait par l'intermédiaire du petit écran. « Et en général, les médias parlent de l'immigration surtout quand il y a une crise », note Rivka Augenfeld, ancienne président de la Table de concertation des organismes travaillant auprès des personnes immigrantes et réfugiées. « À Montréal, les gens se côtoient, travaillent ensemble et ça fait toute la différence », ajoute Mme Augenfeld.

Avec Laura-Julie Perreault

IMMIGRÉS EN RÉGION

Les immigrés se font toujours rares en région. En 2005, 120 nouveaux arrivants ont décidé de s'installer dans le Bas-Saint-Laurent. La plupart viennent d'Amérique du Sud. La moitié d'entre eux devraient rester pour de bon. Toutefois, 90 % des 40 000 immigrants qui arrivent au Québec chaque année s'installent dans la région métropolitaine.



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Un immeuble anonyme abrite la mosquée de Chicoutimi. Au Saguenay, les musulmans se font discrets. Sur la photo, Hussein Hassan. professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi.

Visite à la mosquée de Chicoutimi

« Être musulman ici n'est pas difficile »

PATRICK LAGACÉ

CHICOUTIMI — La mosquée de Chicoutimi est située rue Bégin, non loin d'un lave-auto désaffecté. Vous ne verrez pas de minaret, vous n'entendrez pas de muezzin appelant à la prière : la mosquée est dans un immeuble anonyme et les musulmans de Chicoutimi sont discrets.

Sur la façade de l'immeuble, des vestiges de néons d'anciens commerces aujourd'hui déménagés. Rien n'indique que, ici, la petite communauté musulmane de Chicoutimi vient prier régulièrement, bien sûr, mais surtout le vendredi. Quand les envoyés de *La Presse* sont entrés dans l'immeuble, une jeune femme, Radhia Toumi, sortait d'un appartement, hidjab sur la tête, plateau de petites bouchées dans les mains.

« Ah, vous cherchez M. Hassan ? Vous vous êtes trompés de porte. Suivez-moi, je m'en vais justement à la mosquée »

L'immeuble, qui appartient depuis 10 ans à l'Association islamique de Chicoutimi, abrite 11 logements. La mosquée, en fait un petit local de prière et une salle commune adjacente, est au rez-de-chaussée. Le mari de Radhia, Messaoud, était parmi la trentaine d'hommes présents à la prière du vendredi. Le plateau et le thé de Radhia, c'était pour eux.

Sur le coup de 13 h, fin de la prière. Hussein Hassan, professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi, Libanais d'origine, habitant au Royaume du Saguenay depuis des décennies, vient à notre rencontre. « Bonjour, bonjour ! Bienvenue ! » fait Hussein en nous présentant chaleureusement aux fidèles, pour la plupart des étudiants étrangers de passage à l'UQAC.

On s'acclimate. On veut être discrets, surtout.

Comme Mrad Hatem, 30 ans, Tunisien, qui fait son doctorat en génie mécanique ici, à l'UQAC. « Non, être musulman ici, ce n'est pas difficile. Le climat froid, par contre, ça, c'est dur ! »

Parmi les fidèles, des Maghrébins, des Africains. Puis, un jeune homme retient notre attention. Crâne rasé, barbe frisée, peau blanche, il a l'air d'un gars du Saguenay ! « Je me suis converti il y a deux ans, dit Jean-Philippe Marin, 22 ans, un pure-laine de Chicoutimi, étudiant en socio. Je suis un des trois convertis de Chicoutimi. » Il est un des quelque 50 fidèles de la mosquée. « On a tous notre clé », dit-il. Sa conversion a été « très mal perçue » ici, au début, mais après quelques explications, jure-t-il, tout s'est tassé. « Bah, une fois, un gars m'a dit, à l'université : " Hey, le crisse d'Arabe ! " Je lui ai dit : " J'suis aussi québécois que toé ! " »

Les accommodements raisonnables ? « Ce n'est pas un débat, à Chicoutimi. Nous, les étudiants musulmans, on n'en a pas réclamé à l'UQAC. On s'acclimate. On veut être discrets, surtout. Il y a du jambon à la cafétéria. On aurait pu demander à ce qu'il n'y en ait pas. On aurait pu invoquer la Charte. On ne l'a pas fait. C'est une question de savoir-vivre, on mange autre chose »

Mustapha Elayoubi, professeur à l'UQAC, habite Chicoutimi depuis 28 ans. Son fils, Romy, a joué pour les Saguenéens. Il devient maussade quand on lui parle d'accommodements raisonnables, une « crise artificielle », peste-il. « Qui a commencé tout ça ? Des gens des médias, surtout, des animateurs friands de controverse. Cette histoire d'accommodements, c'est pour créer des divergences dans un pays où il n'y a pas de problème ! »

La mosquée est désormais vide. Il ne reste que MM. Hussein et Elayoubi. Ils critiquent André Boisclair, qui a prôné le retrait du crucifix à l'Assemblée nationale. « Comme musulman, dit Mustapha Elayoubi, ça me fait de la peine qu'on détruise l'héritage catholique du Québec. » Hussein Hassan, lui, trouve que cette fronde antireligieuse va trop loin. « Quand tu enlèves Dieu de la société partout, il reste quoi, câline ? »

Les faits derrière les « normes »

LAURA-JULIE PERREAULT

La lapidation, l'excision, les femmes brûlées vives ou défigurées à l'acide inquiètent le conseil municipal d'Hérouxville, le village de 1300 âmes qui vient de se doter d'une longue liste de « normes de vie » qu'auraient à observer les immigrants qui désirent s'installer dans leur petite communauté. Le conseil municipal ne veut pas de ces pratiques chez lui. Mais à quel point y a-t-il matière à inquiétude ?

Lapidation : un seul pays dans le monde pratique la lapidation. Il s'agit de l'Iran, qui réserve, à peu près une fois l'an, ce châtiment extrême à des individus qui ont commis l'adultère. La loi permet aussi ce genre de châtiment au Nigeria, aux Émirats arabes unis, en Arabie Saoudite et au Soudan. Mais, dans tous ces cas, aucune lapidation n'a été signalée depuis plus d'une décennie. Au Canada, aucun cas de lapidation n'a jamais été recensé.

Femmes brûlées vives ou défigurées à l'acide : en Inde, les journaux rapportent à l'occasion que des femmes se sont lancées dans le bûcher funéraire de leur mari. Cet acte de sacrifice s'appelle le sati. Même si la pratique subsiste dans le pays de Gandhi, elle est illégale. Au Canada, aucun sati n'a été répertorié.

Toujours malgré les lois indiennes, plusieurs femmes ont été brûlées vives par leur mari pour dot insuffisante. Il n'existe pas de statistique exacte à ce sujet.

Au Québec, plusieurs meurtriers ont utilisé le feu pour mettre fin aux jours de leur conjointe. Aucun des cas n'était lié à la communauté indienne. La plus récente victime de ce crime au Québec a été Dominique Papineau. Son ex-mari, Giovanni Rizzolo, a été condamné à 13 ans de prison.

Femmes défigurées à l'acide : cette pratique est courante au Bangladesh et en Amérique latine. Des hommes violents lancent de l'acide au visage de leur femme ou de leur fille. Au Canada, il est criminel de défigurer quelqu'un ou de lui causer volontairement des lésions corporelles. Il n'y a pas de cas répertorié.

Excision : selon l'Organisation mondiale de la santé, plus de 100 millions de femmes dans le monde ont subi des mutilations génitales. Les pratiques d'excision sont courantes dans 28 pays d'Afrique et sont plus rares en Asie et au Moyen-Orient. Au Canada, après qu'il eut été rapporté que la pratique subsistait dans la clandestinité au sein de communautés immigrées, le gouvernement fédéral a fait modifier la loi criminelle. Selon l'article 268, l'excision constitue une voie de fait grave. Faire passer une jeune femme à l'étranger dans le but de l'exciser est aussi un acte criminel au sens de la loi.

L'EFFET HÉROUXVILLE

Le Saguenay–Lac-Saint-Jean échappe à la tourmente

LOUIS TREMBLAY
ET STÉPHANE BÉGIN
LE QUOTIDIEN

CHICOUTIMI — Les demandes d'accommodements sont rares au Saguenay–Lac-Saint-Jean, sinon inexistantes. « Je n'arrive pas à comprendre ce terme d'accommodement raisonnable. Nous sommes tellement occupés à nos affaires que nous n'avons pas le temps d'en demander. »

Blagueur jusqu'au bout des ongles, Hussein Hassan habite la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean depuis plus de 40 ans. Les accommodements raisonnables, il ne connaît pas.

Personne ne l'a entendu réclamer un traitement particulier et il n'a pas l'intention d'en demander. Il y a une mosquée dans sa résidence, et elle est fréquentée par la communauté musulmane de la région.

« Nous passons même incognito. Nous n'avons pas besoin d'accommodements raisonnables, car nous pouvons nous arranger. Nous nous organisons pour trouver des solutions », explique M. Hassan, l'un des premiers Arabes arrivés dans la région.

Le professeur au cégep de Chicoutimi admet que la situation des immigrés dans la région ne se compare absolument pas à celle des grandes villes comme Montréal.

« Nous n'avons pas de travailleurs clandestins dans la région, contrairement à Montréal. Ceux qui viennent s'établir au Saguenay–Lac-Saint-Jean travaillent la plupart du temps à l'université, au cégep ou à l'hôpital.

« Même si nous n'avons jamais rencontré de véritables difficultés, je dois tout de même dire que j'ai déjà fait face à de méchants imbéciles, des gens qui se disent racistes mais qui n'ont pas de raison à donner. Nous essayons de leur expliquer la situation mais, si ça ne fonctionne pas, nous passons à autre chose », précise M. Hassan.

L'université du Québec à Chicoutimi (UQAC) n'a jamais vécu de tension à cause de cette réalité, mais elle fait des efforts pour ne traiter personne de façon différente.

« L'UQAC a opté pour une forme de laïcité, et les gens le savent. Nous avons mis à la disposition de tout le monde une salle pour se recueillir ou pour prier, mais elle est vraiment ouverte à tous et à chacun. Ceux qui veulent l'utiliser peuvent le faire quand ils veulent », explique le porte-parole de l'Université, Jean Wauthier.

« Nous passons incognito. Nous n'avons pas besoin d'accommodements raisonnables, car nous pouvons nous arranger. Nous nous organisons pour trouver des solutions. »

La société Alcan a longtemps été le plus important employeur de travailleurs immigrés dans la région, principalement à son centre de recherche – elle a perdu ce titre aux mains de l'UQAC.

La porte-parole Renée Larouche a mentionné qu'Alcan, avec ses 64 000 employés dans au moins 60 pays, avait une longue expérience des différences.

« Les employés connaissent le code de conduite de l'entreprise et savent ce qu'ils doivent faire. À la base, il y a le respect des personnes, tout en tenant compte de la sécurité dans l'exploitation de nos installations et de la sécurité personnelle de nos employés », a-t-elle dit.

Mme Larouche n'a pas fait état d'arrangements particuliers quant aux horaires de travail ni d'autres arrangements pour accommoder certains employés.

Toutes proportions gardées, l'immigration a fait un bond spectaculaire au Saguenay–Lac-Saint-Jean, entre 2001 et 2005 : 851 nouveaux arrivants s'y sont implantés. En 25 ans, cependant, ils ne sont que 1400 à avoir choisi la région, où le nombre d'immigrés est de moins de 1 %. La région n'a jamais réussi à attirer plus de 0,5 % de l'immigration totale du Québec.

Il n'est pas impossible qu'un plus grand nombre d'immigrés s'installent dans la région puis décident d'aller dans les grands centres urbains pour rejoindre une communauté plus importante.

En 1976, la région comptait 520 immigrés. Il s'agissait de la première vague d'immigration en provenance d'Haïti ainsi que du début de l'arrivée des Français. Des Colombiens se sont regroupés à Jonquière et, de 1995 à 2000, des réfugiés en provenance de l'ex-Yougoslavie se sont implantés.



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE ©

Au Saguenay, on se sent peu concerné par le débat sur l'accommodement raisonnable. Les immigrés de la région passeraient même inaperçus.

Hérouxville craint ce qu'elle ne connaît pas

Musulmane depuis 40 ans par choix, Jacqueline Guillemette voit dans la résolution un sentiment de peur

ISABELLE LÉGARÉ
LE NOUVELLISTE

TROIS-RIVIÈRES — « C'est certain que je n'irai pas à Hérouxville. J'aurais peur de me faire lancer des roches ! »

Jacqueline Guillemette est reconnue pour deux choses : son franc-parler et le foulard qu'elle porte en tout temps sur la tête. On la reconnaît aussi par son abaya, le vêtement traditionnel de la femme musulmane.

Il y a 40 ans, Mme Guillemette a décidé de se convertir à la religion islamique. Âgée de 66 ans, elle connaît tous les versets du Coran et se plie à toutes les règles, dont celle du ramadan (période de jeûne de 30 jours).

Et pour ceux qui se poseraient la question, non, elle n'est pas mariée à un musulman. Ce n'est pas dans ses projets non plus. C'est par choix que la dame a un jour décidé de croire en Allah.

Invitée à commenter la décision du conseil municipal d'Hérouxville d'adopter des normes de vie à l'attention des nouveaux arrivants, Mme Guillemette, qui tient à préciser qu'elle parle ici en son nom personnel, ne peut s'empêcher d'y voir un sentiment de peur à l'endroit des immigrés.

« Dans les petites campagnes, ça se peut qu'on trouve plus de xénophobes. Mais si les gens d'Hérouxville réfléchissent un peu, parce que ça va leur arriver un jour, ils vont se rendre compte que les immigrés ne voudront plus venir chez eux », soutient celle qui n'a pas l'intention d'y mettre les pieds non plus pour les motifs précisés plus haut.

Bénévole auprès des nouveaux arrivants à Trois-Rivières, Mme Guillemette est persuadée que cette décision de la municipalité d'Hérouxville risque d'être interprétée comme un manque d'ouverture à l'endroit des étrangers.

Pour la Trifluvienne, une personne réfugiée dont les traumatismes vécus dans son pays d'origine sont encore bien présents n'osera jamais aller s'établir dans un village où elle craint d'être exclue, un jour ou l'autre, en raison de ses croyances.

« Ils viennent de se mettre dans un ghetto », déclare Mme Guillemette en parlant des gens d'Hérouxville, où l'on a établi que les femmes peuvent conduire une voiture, se vêtir comme elles le désirent, déambuler seule dans les endroits publics, etc.

Mme Guillemette en rit. Jamais elle ne s'est sentie brimée en raison de sa religion. Dans le Coran, il est écrit que la femme est, pour Dieu, l'équivalent de l'homme, ce qui veut dire qu'elle a droit à une reconnaissance sociale, à l'éducation, à son indépendance financière, etc.

« Si vous rencontrez une femme qui a le visage voilé, dites-vous que c'est son mari qui exige ça », soutient Mme Guillemette.

Elle trouve que la communauté d'Hérouxville est « partie en peur » parce qu'elle craint, répète-t-elle, ce qu'elle ne connaît pas.

La Trifluvienne déplore toute l'ampleur qu'est en train de prendre au Québec le débat sur les accommodements raisonnables.

Elle avoue que, depuis quelques semaines, des gens qui ne la connaissent pas ont le réflexe de la regarder « de travers », elle qui, depuis sa conversion à l'islam, n'avait suscité rien d'autre que de l'indifférence, à la limite de la curiosité.

« Heureusement, lorsque je leur parle, leur visage s'éclaire. Mais si j'avais un accent, je pense que ce jugement dans leur regard resterait », affirme Mme Guillemette.

La MRC Papineau ouvre la porte à l'adoption d'un code

DOMINIQUE LA HAYE
LE DROIT

L'adoption d'une nouvelle charte à Hérouxville, en Mauricie, où la municipalité veut imposer aux immigrés des « normes de vie », fait des petits en Outaouais.

L'idée est actuellement à l'ordre du jour des discussions des 24 municipalités de la MRC Papineau qui travaillent à élaboration de leur nouveau plan stratégique commun.

« Je suis fière d'Hérouxville, car la municipalité a eu le courage d'aborder en profondeur la question des accommodements raisonnables, même si c'est un sujet dont il est difficile de discuter », explique la préfète de la MRC Papineau et mairesse de Plaisance, Paulette Lalande.

Mme Lalande précise que la question a été soulevée pour la première fois lors d'une rencontre sur le plan stratégique, mercredi, avec certains élus de la MRC.

« Il y aura d'autres rencontres et nous allons certainement en reparler, car c'est une question fondamentale et on doit se sentir interpellé et prendre des positions. »

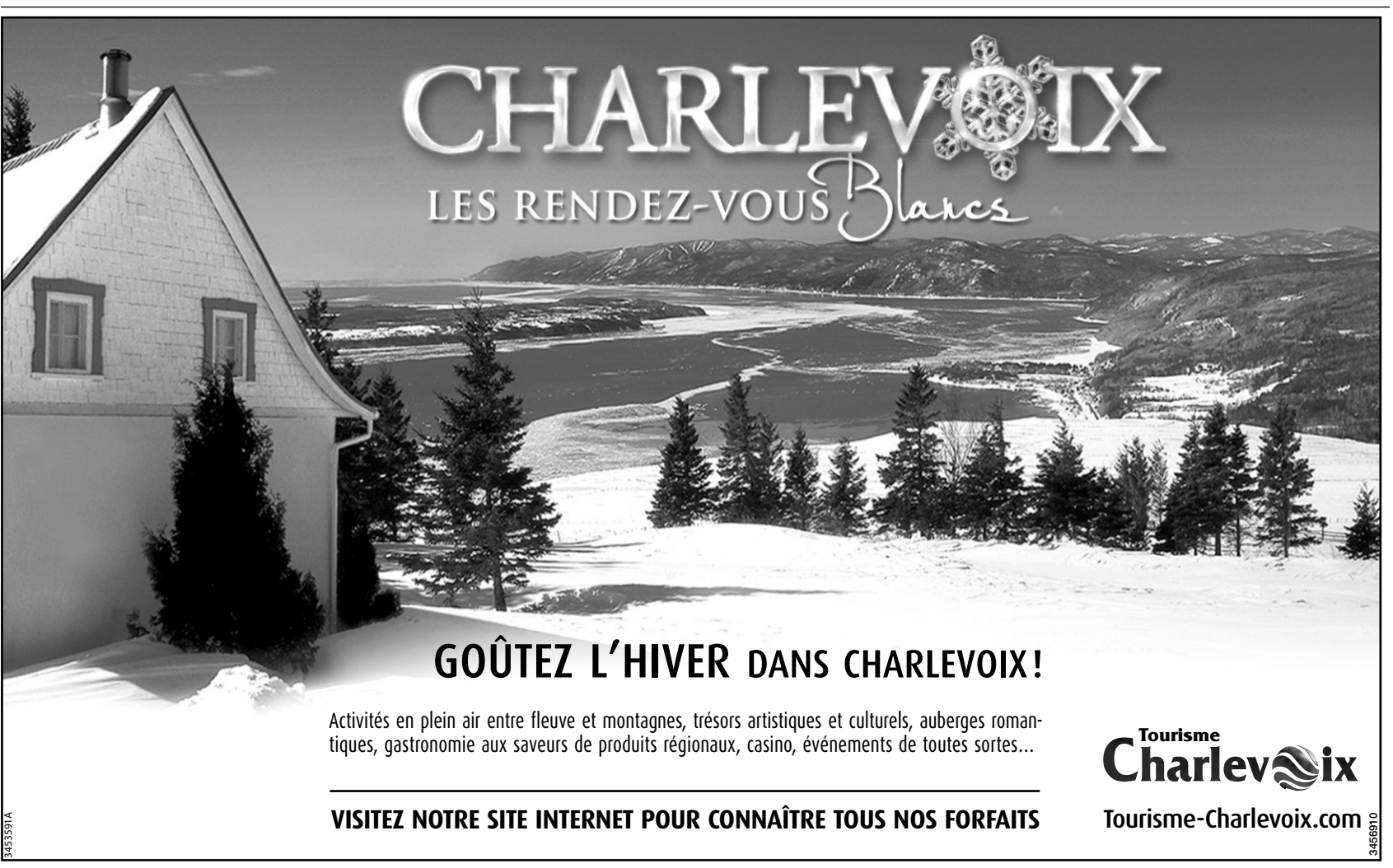
Consultations ?

Mme Lalande ajoute que la MRC pourrait éventuellement consulter ses citoyens sur la question des accommodements raisonnables.

À Hérouxville les normes de vie adoptées – dites compatibles avec la Charte canadienne des droits et libertés – interdisent qu'on lapide ou mutile les femmes et qu'on se promène à visage couvert dans les rues. On permet en revanche aux hommes de soigner les femmes, aux filles et aux garçons de se baigner dans la même piscine et l'installation de sapins de Noël dans des endroits publics.

« Est-ce que les droits fondamentaux d'une majorité devraient être brimés pour une minorité ? Non, je ne crois pas. Je n'ai rien contre les immigrés, au contraire, mais ils doivent accepter nos traditions et nos habitudes », dit-elle.

La préfète admet qu'aucun cas d'accommodement raisonnable n'a encore été signalé sur le territoire de la MRC Papineau. « Je ne crois pas même que les immigrés en demandent tant, même si le sujet fait beaucoup les manchettes. À la MRC, il n'y a jamais eu de demande en ce sens. Les immigrés ne sont pas nombreux, mais ils s'intègrent bien. »





Après Hérouxville, Saint-Roch-de-Mékinac

Le conseil du village veut rouvrir la Charte canadienne des droits et libertés

TRISTAN PÉLOQUIN

SAINT-ROCH-DE-MÉKINAC — Il n'y a eu ni débat, ni amendement, ni même de demande de précision. En moins de cinq minutes, les quatre conseillers de Saint-Roch-de-Mékinac ont adopté hier soir à l'unanimité une résolution reconnaissant la déclaration de mode de vie de Hérouxville et réclamant rien de moins que la réouverture de la Charte canadienne des droits et libertés.

Dans la salle du club de l'Âge d'or – où a exceptionnellement eu lieu la séance du conseil municipal vu l'intérêt généré par le sujet – tout s'est déroulé très rapidement.

Le maire du village de 308 habitants, Claude Dumont, a lu à haute voix le projet de résolution, que lui seul avait en main : « Que Saint-Roch-de-Mékinac appuie la municipalité de Hérouxville dans sa déclaration de mode de vie. Que la municipalité de Saint-Roch-de-Mékinac demande aux gouvernements du Québec et du Canada de réviser les chartes de droits et libertés, en tenant compte de l'évolution de la société canadienne, particulièrement dans les endroits publics et ce, en tenant compte des us et coutumes de notre pays. »



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©

L'assemblée d'hier n'a pas soulevé les passions : il n'a fallu que quelques minutes aux habitants de Saint-Roch-de-Mékinac pour reconnaître le code de vie de Hérouxville.

« On ne dit pas qu'on ne veut pas d'immigrants, a alors déclaré la conseillère Line Mongrain devant la cinquantaine de résidants venus assister à la séance. On dit juste qu'on n'a pas à changer nos habitudes de vie pour accommoder leurs croyances. »

« Je ne sais pas quoi ajouter. Tout a été dit », a poursuivi le conseiller Marcel Bérubé.

Le maire n'a même pas eu à demander le vote : « S'il y a maintenant des citoyens qui ont des commentaires à faire suite à l'acceptation de la résolution, allez-y », a-t-il lancé.

Dans la petite salle peinte en vert et blanc et éclairée par des néons trop forts, les citoyens ne se sont pas fait prier pour prendre la parole. « J'espère que les gens vont comprendre que nous n'avons pas de problèmes avec les immigrants qui portent le voile ou le turban. Mais le kirpan et la dilapidation, je ne suis pas d'accord », a lancé une dame, chaudement applaudie par ses concitoyens.

Pierrette Doucet, résidante du village voisin de Trois-Rives, qui se prononcera à son tour sur le code de Hérouxville en assemblée lundi, a tenu à féliciter le conseil d'avoir pris position. « Aux nouvelles, ils parlaient de deux ambulanciers, à Montréal, qui ont été condamnés à payer une amende parce qu'ils ont mangé de la viande qui n'était pas casher alors qu'ils étaient à l'hôpital juif, a-t-elle affirmé. C'est important qu'on se protège contre ça. »

L'adoption de la résolution a aussi été saluée par Hubert Klaus, immigré d'origine allemande, qui a lui-même occupé les fonctions de maire de Saint-Roch-de-Mékinac. « Pourquoi n'y a-t-il pas d'appui du gouvernement provincial ou fédéral? Est-ce qu'ils attendent de mettre le pays à terre? » a-t-il demandé.

Minute de silence

À la demande d'une résidante, la séance du conseil municipal a débuté par l'observation d'une minute de silence en l'honneur de Muriel Lapointe, la femme du maire Dumont, morte d'un cancer il y a un an aujourd'hui. Visiblement ému, M. Dumont avait peine à retenir ses larmes lorsqu'il a repris la parole. Lors d'une discussion dans le restaurant dont il est le propriétaire, M. Dumont avait confié quelques minutes plus tôt aux représentants de *La Presse* à quel point ce décès l'a bouleversé. « Elle était hospitalisée à l'hôpital Notre-Dame, à Montréal, a-t-il expliqué. Là-bas, c'est l'enfer, y a rien que des importés. Quand ils appellent les infirmières dans les haut-parleurs, t'entends juste des noms de Tamouls. Quand t'entends un nom québécois, t'es surpris », a-t-il ajouté.

M. Dumont a aussi évoqué, pendant cette discussion, la menace que représentent les gangs de rue dans la métropole. « On peut bien dire ce qu'on veut des Hells Angels et des motards, eux, au moins, ils ont un code de conduite », a-t-il dit.

Lors d'un point de presse, M. Dumont a dit hier soir espérer que le premier ministre Jean Charest entendra l'appel de Saint-Roch-de-Mékinac. « M. Charest disait que le cas de Hérouxville est un geste isolé. Il ne faudrait pas qu'il travaille dans l'industrie de l'isolation, parce qu'il ferait frette pas à peu près au Québec, a-t-il lancé. Le message est clair : les gens veulent que nous remettions la roue ronde. »



ACTUALITÉS

Charest déclencherait les élections à la fin du mois

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Même s'il a dit publiquement qu'il ne déclencherait pas les élections avant la présentation du budget fédéral, le premier ministre Jean Charest veut désormais presser le pas.

Les officiers libéraux présenteront en début de semaine à leur commandant le plan de campagne qui lui permettra de déclencher, dès la fin du mois de février, la campagne électorale en vue d'un scrutin à la toute fin de mars.

M. Charest rentre demain soir d'une mission officielle en Europe. Officiellement, dans sa garde rapprochée, on affirmait hier que « tous les scénarios sont sur la table » et qu'aucune décision n'était prise.

Mais la réalité est différente. « Le mot d'ordre est d'appuyer partout sur l'accélérateur », a-t-on confié à *La Presse*. Autour de Jean Charest, on croit maintenant que le budget fédéral sera satisfaisant et donnera des munitions au premier ministre en campagne électorale.

À Québec, on « évalue » maintenant la possibilité de ramener les députés au Parlement dès février, bien avant le 13 mars, la date normale de la rentrée prévue au règlement de l'Assemblée nationale. Une courte session dans un seul but : la présentation d'un budget rempli de mesures populaires. Le PQ avait fait la même chose au printemps 2003.

Jean Charest a décidé de passer en vitesse supérieure quand il est devenu clair que le budget fédéral, normalement présenté dans la deuxième moitié de février, ne serait pas prêt avant la fin de mars. Déclencher des élections début avril, après avoir déposé son propre budget, posait des problèmes: Pâques, la fête des Patriotes et même la fête des Mères étaient autant d'obstacles à des élections ou à un vote par anticipation en mai. Aussi, après le 31 mars, M. Charest risquait de voir le rapport de la commission Grenier sur Option Canada torpiller sa campagne. M. Charest doit témoigner sous peu devant le juge Bernard Grenier, qui entend toujours à huis clos d'anciens permanents du PLQ.

Surtout, les libéraux ont eu la frousse ces derniers jours. Ils ont suivi avec angoisse les hauts et les bas d'André Boisclair. Ils craignaient par-dessus tout le départ précipité du chef péquiste. Les organisateurs du Parti québécois auraient alors « planté » un congrès à la direction quelque part en mai, fermant d'un coup la « fenêtre du printemps » sur les doigts des organisateurs libéraux.

En accélérant les choses, le gouvernement Charest tentera de faire passer le message qu'il « prend le leadership » et, en présentant son budget avant celui d'Ottawa, exercera une pression sur le gouvernement fédéral. Présenté durant la campagne électorale au Québec, le budget de l'allié Stephen Harper devrait donner du tonus au camp libéral.

Le congrès du PLQ, prévu pour les 24 et 25 mars, sera probablement remis à plus tard pour que les libéraux n'aient pas à le comptabiliser dans leurs dépenses électorales.

« Le premier ministre déclenchera la campagne quand il estimera que les Québécois sont prêts », s'est contenté de dire hier Hugo D'Amour, son attaché de presse, joint à Paris.

Mais même s'il forcera M. Charest à s'expliquer sur ses déclarations passées, le déclenchement rapide des élections comporte plusieurs avantages pour les libéraux.

Les sondages internes du PLQ et du PQ, a appris *La Presse*, montrent clairement une remontée de l'Action démocratique, actuellement en avance dans une douzaine de circonscriptions de la grande région de Québec. Cette tendance n'est pas une mauvaise nouvelle pour Jean Charest, même s'il doit renoncer à quelques circonscriptions à Québec: l'ADQ gruge l'électorat péquiste dans le 450, ce qui rend tout à coup accessibles aux libéraux quelques sièges autour de Montréal.

Mario Dumont ne cache pas, en privé, qu'il vise davantage André Boisclair que Jean Charest dans son plan de match.

Quelques gourous libéraux restent bien réticents face au déclenchement rapide des élections. Rien ne garantit que la vogue de l'ADQ se maintiendra – son essoufflement en 2003 avait scellé la défaite du gouvernement Landry.

Certains craignent aussi que la population voie d'un mauvais œil un premier ministre qui, contrairement à ce qu'il avait dit, appuie tout à coup sur l'accélérateur parce que des problèmes évidents sont apparus au PQ.

Enfin, un vote à la fin de mars se fera sans le retour des *snowbirds*, 150 000 électeurs en bonne partie acquis aux libéraux.

RABAIS ÉNERGISANTS chez Corbeil!



sur le frigo
Jusqu'à
200$* + 50$** d'Hydro-Québec
MIEUX CONSOMMER

* Sur réfrigérateurs homologués ENERGY STAR® sélectionnés.
** Remise par la poste d'Hydro-Québec sur certains réfrigérateurs homologués ENERGY STAR®. Détails en magasin.

sur le duo
Jusqu'à
200$† + 100$†† d'Hydro-Québec
MIEUX CONSOMMER



† À l'achat d'un duo laveuse/sécheuse de marques sélectionnées.
†† Remise par la poste sur certains modèles de laveuses homologuées ENERGY STAR®. Détails en magasin.

On livre en 24H
PROTECTION DES PRIX GARANTIE 4 mois ***
OU 0$ DÉPÔT, 0% INTÉRÊT AVANT 2010 †††

MONTRÉAL > 7566, rue Saint-Hubert 514 271-1118 • 9570, boul. de l'Acadie 514 383-1141, face au Costco, Marché Central 4646A, avenue du Parc 514 270-7811, voisin du Père du meuble SAINT-LÉONARD > 9355, boul. Lacordaire 514 326-7710, voisin du Père du meuble 6725, rue Jean-Talon Est 514 259-2800 LASALLE > Carrefour Super C, 7401, boul. Newman 514 363-6789
DOLLARD-DES-ORMEAUX > 3163, boul. des Sources 514 421-5395 LACHENAIE > 294, Montée des Pionniers 450 585-9941
LAVAL > 3675, boul. St-Martin O. 450 682-6609, voisin du Père du meuble • 3607, autoroute 440 Ouest 450 682-4090 Mégacentre Notre-Dame 450 689-0844 LONGUEUIL > 3595, chemin de Chambly 450 646-7512
BROSSARD > 7535, boul. Taschereau 450 443-2163 SAINT-JÉRÔME > 1147, boul. J.-Baptiste Rolland 450 432-3008
MASCOUCHE > 285, Montée Masson 450 474-5995 JOLIETTE > 95, rue Baby 450 759-5229
ST-HUBERT > 1563, boul. des Promenades, près des Promenades Saint-Bruno 450 676-8861
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU > Décocentre Bouvreuil, 100, rue Moreau 450 349-0066
CENTRE DE LIQUIDATION SAINT-LÉONARD > 5100, boul. des Grandes-Prairies 514 322-8595

CORBEIL ÉLECTROMÉNAGERS
Le seul VRAI spécialiste de l'électroménager!

OUVERT 7 JOURS SUR 7 • JUSQU'À 21 H DU LUNDI AU VENDREDI • SAMEDI : 9 H À 17 H • DIMANCHE : 11 H À 17 H

††† Zéro dépôt, zéro intérêt avant 2010, si payé en totalité avant le 12 janvier 2010 sur tous les appareils de marques sélectionnées, et en autant que chaque mensualité ait été payée à échéance, à défaut de quoi des frais d'intérêt seront exigibles. Les taxes de vente sont payables lors de l'achat. *** Si vous trouvez le même article annoncé à plus bas prix ailleurs, nous vous rembourserons la différence, et ce, jusqu'à 4 mois après votre achat, sur présentation d'une publicité concurrente en vigueur à ce moment, par un détaillant autorisé, et uniquement sur le même modèle. Ces offres ne peuvent être combinées à aucune autre promotion. Détails en magasin. Photos à titre indicatif seulement. Offres valables jusqu'au 19 février 2007. Non valable au Centre de liquidation.

3458938A

ACCOMMODEMENT CONSENTI AUX HASSIDIM

Québec rappelle la SAAQ à l'ordre

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le gouvernement Charest rappelle à l'ordre la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ). La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Lise Thériault, réprouve l'accommodement accordé aux juifs hassidiques.

En des termes à peine voilés, elle a invité la société d'État à revenir sur sa décision au nom de l'égalité des sexes. « Je ne pense pas que cela ait été fait de mauvaise foi. Il y avait de bonnes intentions. Mais on peut remettre en question cette décision parce que ça remet en cause la valeur de l'égalité entre les hommes et les femmes », a-t-elle expliqué à *La Presse*, hier.

Jeudi, Lise Thériault avait été plus évasive. Elle avait refusé de condamner ouvertement l'accommodement de la SAAQ. Rappelons que, en vertu d'une politique de la société d'État, les évaluatrices cèdent leur place à des collègues masculins pour faire passer des examens de conduite à des juifs hassidim.

Lise Thériault se défend de « dicter quoi faire à la société d'État », rappelant que la SAAQ relève de son collègue des Transports, Michel Després. « Mais c'est évident qu'il y a des questions qui demandent des réponses. Il me semble que c'est clair: l'égalité entre les hommes et les femmes ne doit jamais être remise en question. C'est clair! » a-t-elle lancé.

La ministre est opposée à ce qu'une personne puisse choisir le sexe de son évaluateur, notamment pour des motifs religieux. Un évaluateur est un évaluateur, comme « un policier est un policier. Ce n'est pas une femme ou un homme, c'est un policier, et il a un rôle à jouer. Un médecin, c'est un médecin. Si une femme musulmane entre dans un hôpital et exige d'être servie par une femme, je regrette, mais un médecin est un médecin, et c'est à la disponibilité des médecins qui sont là. C'est à nous de dire que c'est comme ça. Il me semble que cette règle-là doit s'appliquer dans tous les cas. »

À son avis, « toutes les sociétés d'État et tous les ministères » doivent lancer une « réflexion » sur les accommodements consentis aux minorités culturelles. Depuis que le débat fait la manchette, elle se dit convaincue que plusieurs l'ont déjà entamée. Les administrateurs publics seront désormais plus prudents avec les accommodements, selon elle.

« Il est évident que tous ceux qui ont des décisions à prendre sur le terrain vont y penser bien comme il faut pour ne pas se retrouver au centre d'une controverse. »

Lise Thériault ne balaie pas d'un revers de la main la proposition du chef péquiste, André Boisclair, visant à créer un « code de référence » destiné aux décideurs publics, une sorte de mode d'emploi sur les accommodements raisonnables.

Cependant, elle martèle que le gouvernement « n'a pas attendu André Boisclair pour agir ». Plusieurs comités, dont l'un au ministère de l'Éducation et un autre à la Commission des droits et libertés de la personne, se penchent déjà sur la question. Leurs conclusions « vont définir clairement de quelle façon on peut tracer une ligne de conduite », a-t-elle précisé.

« Il y a du dérapage, c'est clair. Maintenant, il faut qu'on trouve les bonnes solutions. Et c'est évident qu'il n'y a pas de solution miracle. Quand bien même on déciderait n'importe quoi, il ne faut pas oublier qu'on a deux chartes qui protègent les droits, qui interdisent la discrimination pour plusieurs raisons. »

À ses yeux, « on doit réadapter certaines pratiques » et « revoir des façons de faire ». Il faut « aller un petit peu plus loin » dans l'information donnée aux immigrants au moment de leur accueil, par exemple.

« Je pense qu'il y a du travail à faire auprès des immigrants et auprès des gens qui dirigent les institutions, qui sont sur le terrain et qui donnent des services » afin de « rappeler les règles à suivre » et les « valeurs » du Québec.

MICHEL C. AUGER



Comme chaque semaine, Michel C. Auger répond à vos questions telles que : « Dans le dossier des commissions scolaires, pourquoi ne pas échanger les congés entre personnes de confessions différentes ? »

Pour connaître la réponse de Michel C. Auger, cliquez sur **www.cyberpresse.ca/blogue**

Épargnez 100$ additionnels sur votre prochain voyage en Europe !

Réservez un vol et une portion terrestre de 3 jours ou plus avant le 30 avril 2007 et obtenez une réduction de 50$ par personne ou 100$ par couple en réservant avec Club Voyages.

Consultez la publicité de Club Voyages en page 7 du cahier VACANCES VOYAGE.

Cette offre s'applique sur les produits et les prix de la brochure Europe 2007-2008 et Grèce-Italie-Espagne 2007 de Vacances Transat. Les conditions générales des brochures s'appliquent. Non valide pour les groupes. Tous les détails en agence.

20 ans Tout un monde !

VACANCES transat
club voyages MC
www.clubvoyages.com

3460403A



VINCENT MARISSAL

Des élections en mars ? Fort possible…

Normalement, quand on doit se rabattre sur un « plan B », c'est que nos affaires ne vont pas bien. Pour Jean Charest, en ce moment, ce serait plutôt le contraire : pondre en vitesse un plan de campagne hâtive pour profiter de la conjoncture favorable.

Après André Boisclair, la semaine dernière, c'est au tour de Jean Charest de faire un court pèlerinage à Paris. Disons que les nouvelles qui attendent le chef libéral à son retour sont meilleures que celles qui se sont abattues sur son adversaire péquiste cette semaine.

M. Boisclair a retrouvé un parti en révolte qui s'interrogeait publiquement sur la possibilité de changer de chef avant les élections toutes proches. M. Charest, lui, retrouvera un parti sur le pied de guerre qui n'attend que son signal pour se lancer en campagne.

Et l'idée de déclencher des élections dès février pour un scrutin en mars tente fortement le premier ministre. Sur le terrain, les organisateurs ont un pied sur le frein, un pied sur l'accélérateur. Encore un ou deux bons sondages, et ils obtiendront le feu vert qu'ils attendent impatiemment.

Et le budget fédéral, alors ? Tant pis, se dit-on chez les libéraux. Idéalement, Jean Charest aurait attendu, en effet, le budget fédéral pour avoir en main les chiffres du règlement du déséquilibre fiscal. Mais Stephen Harper a décidé que ce budget sera déposé le 20 mars seulement, et les demandes de Jean Charest pour qu'il devance cette date ne l'ont pas fait changer d'idée.

Ce n'est peut-être, après tout, qu'un mal pour un bien. Le vent est bon en ce moment pour les libéraux de Jean Charest, alors pourquoi attendre M. Harper ?

Sur le terrain, les organisateurs libéraux ont un pied sur le frein, un pied sur l'accélérateur. Encore un ou deux bons sondages, et ils obtiendront le feu vert.

Depuis l'automne dernier, des stratèges du PLQ plaident qu'il vaut mieux aller en élections avant le budget fédéral parce qu'il est plus facile de réclamer à Ottawa que de devoir se défendre de ne pas avoir obtenu suffisamment.

En plus, on peut penser que le budget fédéral tomberait en même temps que la campagne provinciale, ce qui mettrait beaucoup de pression sur M. Harper. Il serait malvenu, en effet, de laisser tomber Jean Charest à un moment aussi crucial. Stephen Harper sait que le reste du Canada le tiendrait responsable de l'élection du Parti québécois. Au point où il en est, M. Harper a plus besoin de Jean Charest que l'inverse. La défaite des libéraux à Québec mettrait un terme abrupt à sa politique de la main tendue.

Avec des élections québécoises comme enjeu, il est assuré que les libéraux et les néo-démocrates laisseraient passer le budget Harper pour ne pas nuire à Jean Charest. Même Gilles Duceppe deviendrait un allié précieux pour M. Charest en poussant Stephen Harper à en faire plus pour le Québec.

Le risque, évidemment, c'est de recevoir trop peu et de se faire accuser en pleine campagne électorale de vouloir régler le déséquilibre fiscal contre un plat de lentilles. Mais on entend parler ces jours-ci d'un montant avoisinant les deux milliards, ce qui fait pas mal de fric, tout le monde en conviendra.

En déclenchant rapidement des élections, Jean Charest obéirait par ailleurs au vieux principe politique qui dit qu'il est toujours préférable de garder son sort entre ses propres mains, de gérer soi-même son échéancier. Autrement dit, en matière d'élections, mieux vaut s'organiser soi-même plutôt que de se faire organiser.

En plus, il prendrait le Parti québécois de court, au moment où il se remet d'une crise et où son chef est affaibli. André Boisclair restera en poste, mais il a été sérieusement ébranlé. Scénario idéal pour les libéraux, qui cherchent justement à imprégner dans l'esprit des électeurs que M. Boisclair n'a pas l'étoffe d'un premier ministre.

Enfin, des élections rapides stopperaient l'ADQ avant qu'elle ne gagne trop de terrain. Pour le moment, le parti de Mario Dumont semble gruger davantage au PQ, mais s'il monte de quelques points, il débordera nécessairement dans l'assiette libérale.

Évidemment, l'opposition accusera Jean Charest d'incohérence et d'opportunisme s'il devait déclencher les élections avant le budget fédéral, mais les péquistes seraient plutôt mal placés pour critiquer, eux qui réclamaient à grands cris des élections dès l'automne dernier.

De toute façon, ce genre de critique sur le moment choisi pour déclencher un scrutin ne dure généralement jamais plus de 24 heures. Une fois que les caravanes sont parties, on ne regarde pas longtemps en arrière. Pas le temps, l'actualité débordante des campagnes est bien trop accaparante.

Jean Chrétien a fait le coup deux fois aux partis d'opposition, en 1997, au moment où le Manitoba vivait les pires inondations de son histoire récente, et en 2000, alors qu'il était lui-même incapable de dire où était l'urgence de déclencher des élections après moins de trois ans et demi de mandat. Il a été vivement critiqué, on lui a promis un ressac fatal dans l'électorat, mais il a remporté des majorités les deux fois.

En politique, la plus grande force d'un parti se trouve le plus souvent dans la faiblesse de ses adversaires.

Et pour une fois que Jean Charest se trouve du bon côté de l'équation, pas étonnant qu'il soit fébrile…

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

Boisclair veut une « social-démocratie contemporaine »

PAUL ROY

QUÉBEC — André Boisclair proposera une « social-démocratie contemporaine » aux Québécois pendant la prochaine campagne électorale.

« On est allé chercher ce que le Parti québécois a de plus riche dans ses valeurs », a dit le chef péquiste hier, au sortir – en un seul morceau – d'une réunion de deux jours de ses députés. « On les a ajustées et on a intégré à notre propos des messages qui nous ont été envoyés par des milliers de Québécois ces dernières années. »

Mais encore ? M. Boisclair n'a pas voulu aller plus loin hier. Sinon pour dire que son parti est « à la recherche d'une plus grande justice ». Il a évoqué « des espaces de liberté à conquérir », des « personnes vulnérables », la « contribution des femmes à la vie publique », etc. Et il a dit que les députés péquistes ont accueilli avec « enthousiasme » la plateforme électorale qui leur a été présentée.

Cette plateforme ne sera toutefois pas dévoilée avant d'être soumise à un conseil national extraordinaire convoqué avant la campagne électorale. On s'attend généralement à un recentrage vers la droite.

D'ailleurs, la présidente du parti, l'ex-syndicaliste Monique Richard, associée à l'aile « progressiste » du PQ, a semblé plus réservée, au sortir de la réunion. Évoquant la plateforme électorale, elle a indiqué qu'il devra y avoir « des échanges avec les militants ». Et d'ajouter : « Il n'y a rien de canné. »

Les leçons de 2003…

Le chef péquiste s'est défendu hier de ne pas dire ce qu'il propose pour le Québec : « Les Québécois connaissent le Parti québécois. C'est clair où on loge… Et je ne sache pas que M. (Jean) Charest ait dévoilé sa plateforme. » Il explique avoir voulu faire en sorte que « le Parti québécois qui se présentera en campagne électorale, en 2007, ne soit pas le Parti québécois de 2003 ». « Je veux dire aux Québécois que nous avons bien compris les messages qu'ils nous ont envoyés lors des dernières élections, où nous nous sommes retrouvés dans l'opposition. »

Il s'engage donc à « transformer ce parti et à présenter une plateforme qui soit en mesure de rallier une majorité de Québécois».

ÇA FRAPPE BEAUCOUP DE MONDE

Chaque année, sur nos routes, quelque 55 000 personnes sont victimes d'accidents… sans compter les parents, les enfants, les amis, les collègues qui sont aussi touchés par ces accidents.

80 % des accidents sont liés aux comportements des conducteurs et non à la fatalité. On peut faire quelque chose :

- en réduisant notre vitesse,
- en étant plus concentré sur la route,
- en respectant la signalisation.

Adopter des comportements responsables sur la route, c'est la meilleure façon de protéger la vie.

ON EST TOUS RESPONSABLES DE NOTRE CONDUITE

Sécurité routière

Société de l'assurance automobile Québec

3455714A

ACTUALITÉS

CINÉMA QUÉBÉCOIS

La crise du financement s'aggravera, selon des producteurs

MARIO CLOUTIER
ET NATHAËLLE MORISSETTE

La crise du financement du cinéma québécois s'accentuera au cours des prochains mois en raison de l'inaction du gouvernement fédéral. Mécontents, des producteurs québécois accusent la ministre du Patrimoine, Bev Oda, d'être insensible au caractère distinct du septième art dans la Belle Province.

Pourtant, depuis son arrivée au pouvoir, le premier ministre Stephen Harper ne cesse de tendre la main au Québec et a même reconnu que la province formait une nation au sein du Canada, ont rappelé les producteurs rencontrés par *La Presse*, hier.

Denise Robert, Roger Frappier, Pierre Even et Marc Daigle soutiennent que la crise du financement du cinéma québécois perdurera si Ottawa ne délie pas les cordons de sa bourse.

S'ils estiment que le gouvernement Charest fait des efforts louables pour tenter de dénouer l'impasse, ils demandent aussi à Ottawa de faire sa part. « Comment le gouvernement peut-il dire qu'il reconnaît la nation et la particularité d'une nation? demande Denise Robert, qui a notamment produit *Les invasions barbares*. Quels gestes fait-il pour cette reconnaissance? »

« Le fédéral doit aider à résoudre la crise, ajoute Roger Frappier, producteur de *La grande séduction*. Le Québec ne pourra pas la régler seul. » Au terme d'une rencontre avec la ministre du Patrimoine l'été dernier, les artisans du cinéma québécois avaient eu l'impression que M^me^ Oda était sensible à leurs demandes. Plusieurs mois plus tard, ils constatent que le dossier n'avance pas. « Si elle nous a écoutés, elle ne nous a pas compris », soutient M. Frappier.

De son côté, le producteur de *C.R.A.Z.Y.*, Pierre Even, rappelle que le gouvernement Harper vient en aide à l'industrie automobile en Ontario et donne également un coup de main aux producteurs de blé dans l'Ouest. « Le Québec, c'est le cinéma », affirme-t-il.

Une crise qui remonte à l'été 2006

La crise du financement du cinéma québécois a éclaté en juin 2006, lors du dévoilement des films soutenus par Téléfilm Canada, qui excluait les projets de Charles Binamé, Francis Leclerc et Denys Arcand. Québec avait répliqué avec une aide exceptionnelle non récurrente de 10 millions afin de permettre le lancement de certaines productions.

De son côté, Téléfilm avait même lancé un appel à l'aide au gouvernement fédéral pour une injection supplémentaire d'argent dans le Fonds du long métrage du Canada. Depuis, la société d'État fédérale et le mandataire de Québec, François Macerola, se penchent sur des solutions à long terme.

La fin de non-recevoir de la ministre Bev Oda a suivi en septembre. Commentant un rapport du Comité permanent du patrimoine canadien de novembre 2005, le gouvernement conservateur n'a retenu qu'une conclusion, « selon laquelle les niveaux de financement actuels sont adéquats », et ce, même si on reconnaît que « le marché de langue française a atteint un état de maturité et un niveau plus élevé de popularité ».

Le cabinet de la ministre s'est même empressé à l'époque de faire parvenir la réponse de M^me^ Oda à tous les membres du cabinet Harper. Hier, la porte-parole de la ministre, Véronique Bruneau, se disait incapable de répondre à nos questions à ce sujet.

Pour sa part, le Bloc québécois dénonce l'attitude du gouvernement Harper concernant la crise du cinéma. Le parti souverainiste demande à M^me^ Oda de prendre en considération la particularité du cinéma québécois. « Maintenant que le Québec est considéré comme une nation, on peut admettre que le cinéma québécois existe indépendamment du cinéma canadien », estime le député bloquiste Maka Kotto, porte-parole en matière de culture.

Des solutions

Selon Roger Frappier, si le gouvernement fédéral alignait ses crédits d'impôt en cinéma sur ceux du Québec, il pourrait dès le prochain budget dégager suffisamment d'argent pour financer plus de films partout au Canada, soit environ 10 millions de plus au Québec seulement.

Afin de trouver des solutions, les producteurs se disent aussi prêts à faire leur part. Toutefois, ils soulignent que le cinéma québécois aura toujours besoin d'une aide gouvernementale assurant la continuité de la cinématographie, la croissance de l'industrie et sa compétitivité face aux productions étrangères.

Mais si la crise du financement persiste trop longtemps, disent les producteurs, on assistera à une nouvelle fuite des cerveaux dans les rangs des artisans du cinéma d'ici.

La chose n'est pas nouvelle. Au fil des ans, les Yves Simoneau, Richard Roy, Claude Gagnon, Christian Duguay, Denys Arcand et Charles Binamé ont tous travaillé à l'extérieur de la province, aux États-Unis ou en Europe pour continuer de pratiquer leur métier.

« Si la crise ne se règle pas, c'est évident qu'on va perdre des talents », prédit Pierre Even.

Quatre raisons d'aimer l'hiver

LIQUIDATION 30% à 50% de rabais sur notre prix original†
sur TOUT l'équipement de ski alpin et de planche à neige

LIQUIDATION 30% à 50% de rabais sur notre prix original†
sur TOUS les vêtements de ski alpin, de planche à neige et de ski de fond

LIQUIDATION 20% à 50% de rabais sur notre prix original†
sur TOUS les accessoires (vêtement et équipement) de ski alpin et de planche à neige

LIQUIDATION 20% à 50% de rabais sur notre prix original†
sur TOUS les équipements de ski de fond, les raquettes à neige et les bottes d'hiver

†Certains magasins franchisés Sports Experts peuvent avoir offert des produits à un prix moindre que notre prix original. La sélection de produits et les prix peuvent varier d'un magasin à l'autre.

SE0714611

Visitez notre site : www.sportsexperts.ca

Cette promotion débute le samedi 3 février 2007. Les prix de cette annonce sont en vigueur jusqu'à épuisement de la marchandise. Les rabais sur certains items peuvent se prolonger après cette promotion. Si nous découvrons des erreurs ou omissions dans la publicité, Sports Experts fera les corrections nécessaires et en avisera les consommateurs le plus rapidement possible. Les quantités peuvent être limitées. La sélection (styles, couleurs, grandeurs et modèles) peut varier par magasin. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités achetées.

Offre de base: Obtenez 1 mille de récompense AIR MILES^md^ pour chaque tranche d'achat de 20 $* (excluant les taxes).

*Les milles de récompense ne s'appliquent pas sur les services, les locations et les achats de cartes ou de chèques-cadeaux. ^md/mc^Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et par Le Groupe Forzani Ltée.

sports experts®

3459797A

> Passeport pour la découverte

Collège Jean-de-Brébeuf collégial



PORTES OUVERTES
COLLÉGIAL > JEUDI 8 FÉVRIER, DE 14h À 21H

Une occasion de découvrir un milieu collégial unique situé en plein coeur d'un quartier universitaire.

DÉCISION D'ADMISSION SUR PLACE

LES PROGRAMMES OFFERTS AU COLLÉGIAL

Le Collège Jean-de-Brébeuf est un collège pré-universitaire.

Baccalauréat international

Sciences de la nature	(200.10)	Sciences de la santé Sciences pures et appliquées
Sciences humaines	(300.10)	Option Économie Option Histoire

BI

Diplôme d'études collégiales

Arts et Lettres	(500.A1)	Arts visuels, Design et Communications Lettres, Théâtre et Communications Création multimédia et Communications
Sciences de la nature	(200.B0)	Sciences de la santé Sciences pures et appliquées Sciences pures et appliquées avec portable
Sciences humaines ou de l'administration	(300.A0)	Études internationales Individu, culture et société
Sciences, Lettres et Arts	(700.A0)	Programme préparant à la quasi-totalité des programmes universitaires

DEC pré-universitaire

Trois programmes en association avec l'École de musique Vincent-D'Indy

LES SERVICES > Résidences (pour filles et garçons)
> Bourses d'aide financière et d'excellence - plus de 140 000 $ versés annuellement

5e SECONDAIRE > Pour filles et garçons

VISA POUR L'AVENTURE HUMAINE L'UNIVERSITÉ LE 21e SIÈCLE

3458783A

Brébeuf

Collège Jean-de-Brébeuf
3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (Québec) H3T 1C1
Collégial : 514.342.9342, poste 5355 | Télécopieur : 514.342.1846
Secondaire : 514.342.9342, poste 5231 | Télécopieur : 514.342.2676
www.brebeuf.qc.ca



PIERRE FOGLIA

L'économie

Quelques faits. L'abattoir Olymel perdait de l'argent; 20 millions par année, paraît-il. L'abattoir a annoncé à ses 1100 employés qu'il fermerait ses portes s'ils n'acceptaient pas des baisses de salaire. Ici, les versions varient. Selon l'abattoir, ces baisses équivalaient à 50 $ par semaine. Selon le syndicat, à 240 $. Les employés gagnaient 20,65 $ l'heure.

Les syndiqués ont rejeté l'offre à 97 %.

D'autres faits. Le même abattoir a annoncé en décembre la prochaine fermeture de ses deux usines de la région de Saint-Hyacinthe. Cinq cent cinquante travailleurs sans emploi.

Encore des faits. L'économiste Joëlle Noreau, du Mouvement Desjardins, prévoit entre 20 et 25 000 pertes d'emplois dans le secteur manufacturier pour 2007 (c'est un progrès, il y en a eu plus de 30 000 en 2006).

Déjà, depuis le début de l'année, Goodyear a annoncé la mise à pied de 800 employés. La semaine dernière, c'était au tour du chantier maritime Verreault Les Méchins d'annoncer des fermetures plus ou moins temporaires.

AVERTISSEMENT – Je suis complètement nul en économie. Mais pas complètement con. Je sais des petites choses. Par exemple? Eh bien, par exemple, je sais que la hausse du dollar canadien est la cause principale du déficit d'Olymel et, au-delà, la raison de la crise qui secoue l'industrie porcine.

Même nul, je comprends aussi très bien que lorsque le dollar canadien est plus haut, la part du marché (et de profit) de l'industrie porcine, ou de l'industrie du bois, ou de l'industrie du plastique est plus petite parce que la concurrence est plus grande.

Pourquoi le dollar canadien monte-t-il?

Le dollar canadien monte quand l'économie canadienne va bien. En ce moment, le dollar canadien est très, très haut (par rapport aux 60 cents dans la piastre américaine qu'il valait il n'y a pas si longtemps) parce que l'économie canadienne va très, très bien.

C'est donc parce que l'économie canadienne va très, très bien que les 1100 employés d'Olymel se retrouvent sans emploi. Et les 800 de Goodyear. Et les 20 000 autres à venir au cours de l'année. Serait-ce beaucoup demander aux économistes de prendre cinq minutes pour nous éclairer : quand vous dites que l'économie canadienne va très, très bien, elle va très, très bien pour qui, au juste?

On veut des noms.

LA GLOBALISATION – La santé du dollar canadien n'est pas la seule raison du déficit d'Olymel. L'autre grande raison : la globalisation. Un écrivain italien (Baricco) en a déjà donné cette définition : tu marches dans la rue et tout d'un coup quatre personnes te dépassent en courant comme des malades. En passant à côté de toi, ils crient : Vite, vite!

Quoi, vite?

Mais deux autres devant toi se laissent entraîner et se mettent à courir aussi, puis deux autres, puis tout le monde court sans savoir trop pourquoi. Ni où. C'était ça au début, quand le mur de Berlin est tombé. Aujourd'hui, la mondialisation, c'est les Chinois, les cochons chinois, les pneus chinois, le plastique chinois... Je vais vous raconter un truc, un vrai truc. Je chroniquais il y a deux semaines sur un bébé en dépendance technologique, la difficulté étant de trouver, et de rémunérer décemment, une personne pour le veiller la nuit. Le CLSC offrait 8 $ l'heure et je m'exclamais dans la chronique : allez donc offrir 8 $ l'heure, la nuit, à quelqu'un qui a été formé pour garder un bébé en dépendance technologique...

J'ai reçu un courriel de Chine d'un M. Bronsard qui me dit : J'habite en Chine depuis plusieurs années, un de mes amis dirige un centre de formation spécialisé en aide familiale, il pourrait vous envoyer quelqu'un de très qualifié au salaire alloué (8 $ l'heure). Si cela vous intéresse, je me ferai un plaisir de m'occuper des tracasseries administratives.

Je lui réponds que je ne comprends pas très bien. Votre ami forme des Chinois spécialisés en aide familiale, disponibles, là tout de suite, pour venir garder un bébé trisomique à Longueuil?

Il m'a confirmé : l'objectif du centre est effectivement de former ce type de main-d'œuvre qu'on ne trouve pas au Canada.

Correction : qu'on trouverait, mais pas à ce prix-là.

LE PEUPLE INCONSCIENT – Olymel avait engagé M. Lucien Bouchard comme négociateur. Dieu que l'ex-premier ministre avait l'air abattu, après le vote à 97 % des syndiqués rejetant son offre. Ce grand abattement découragé et dépité des Élus, notez la majuscule, quand le peuple se trompe, ce pauvre peuple trop souvent aveuglé par ses désirs. Je suis allé rechercher cette phrase dans l'introduction du fameux manifeste des lucides, cette phrase qui ferait un bon bas de vignette à la photo découragée de M. Bouchard après le vote à 97 % : *Notre peuple ne semble pas conscient des écueils qui menacent aujourd'hui son avenir...*

Pour moi, le non des syndiqués d'Olymel exprime un refus fondamental – déraisonnable sûrement et sans doute suicidaire – mais fondamental, anthropologique. Pas un non de syndicaliste. Je n'ai pas entendu so-so-solidarité. J'ai entendu des citoyens écœurés qui disaient fuck l'économie. Fuck l'économie économique, à quand une économie sociale?

LE NOIR – Rien à voir, je viens de lire mes courriels, celui-ci de Jacques Lacroix qui me demande : *Avez-vous éteint vos lumières hier soir? Mon voisin, oui. Et puis ce matin, comme tous les matins, même quand il fait plus doux, il a « parti » son char et il est remonté chez lui. Moi? Si j'ai éteint mes lumières hier soir? Non. J'ai peur du noir.*

Les marmottes ne voient pas leur ombre

PRESSE CANADIENNE

WIARTON, Ont. — Les marmottes canadiennes et américaines s'entendent : le printemps sera précoce cette année.

Hier, jour de la marmotte en Amérique du Nord, trois dignes représentantes de la race ont émergé de leur terrier et n'ont pas vu leur ombre. Selon la tradition, c'est un signe que l'hiver sera de courte durée.

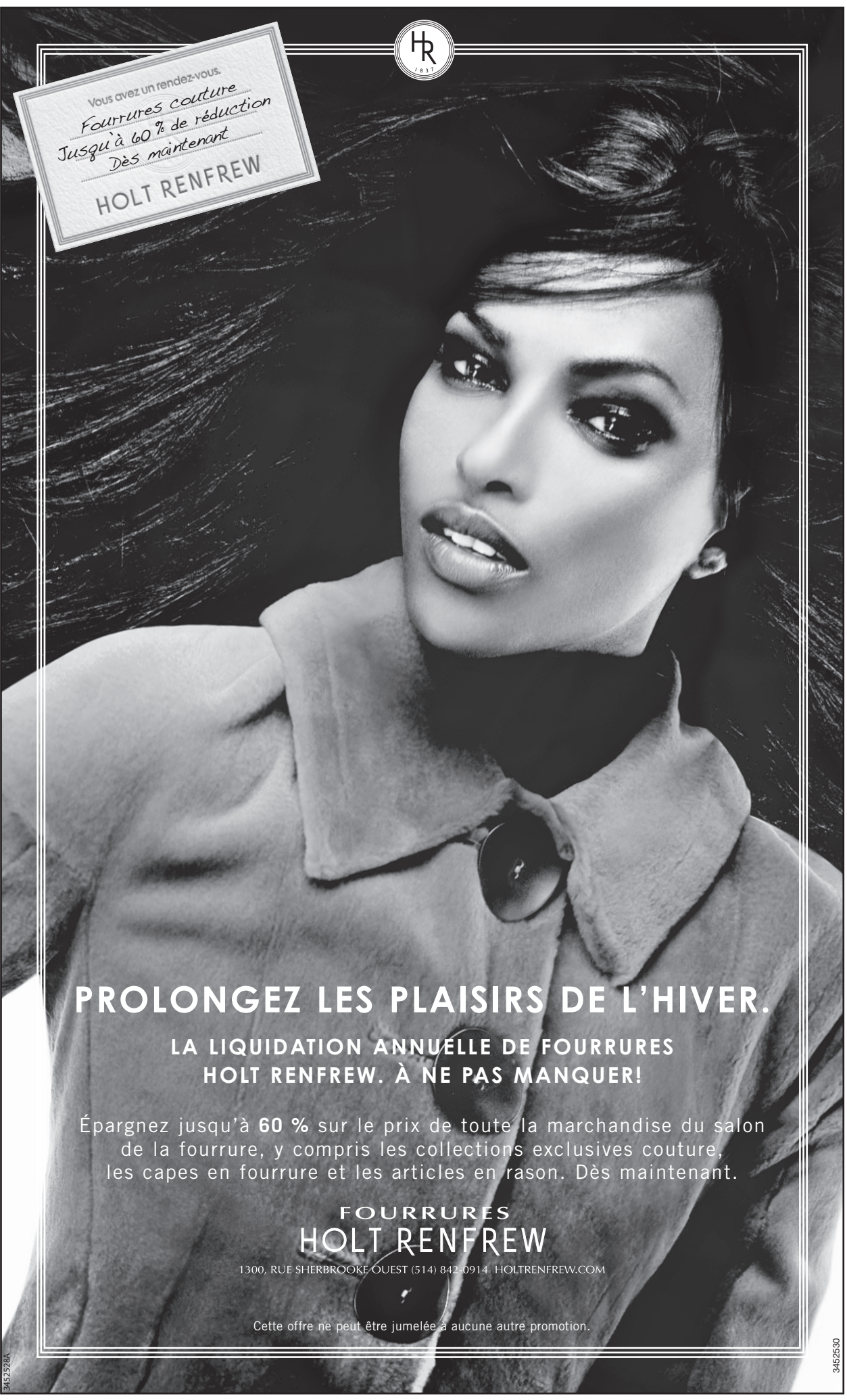
Ainsi, Punxsutawney Phil, en Pennsylvanie, Shubenacadie Sam, en Nouvelle-Écosse, et Wiarton Willie, en Ontario, sont unanimes: le printemps pointera à l'horizon plus tôt que prévu.

Par contre, la légèreté de la nouvelle a laissé quelques experts en climatologie plutôt froid.

«Les marmottes n'ont jamais eu raison (...) Elles n'auront jamais raison même dans un monde en changement, parce qu'on ne peut pas prendre un seul moment et dire que c'est une tendance», a affirmé le climatologue d'Environnement Canada David Phillips.

Loin de ces tracas, Punxsutawney Phil a été accueilli en Pennsylvanie par plus de 15 000 personnes, qui attendaient dans la neige au son de la musique et de feux d'artifice.

C'est la première fois depuis 1999 que Phil ne trouve pas son ombre. Depuis 1886, il l'a vue à 96 reprises.





Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûtera 20 $ additionnels par personne, jusqu'à un maximum de 50 $ par réservation (non remboursables, taxes en sus). Service aux personnes malentendantes (ATS): 1 800 361-8071. Le tarif est basé sur un aller simple et n'est accessible qu'à l'occasion de l'achat d'un billet aller-retour. Les billets doivent être achetés au plus tard le 28 février 2007. Les voyages doivent débuter entre le 1er et le 14 juin 2007. Séjour minimal : une nuit le samedi ; séjour maximal : deux mois. Les billets sont non remboursables et les modifications sont interdites. Le tarif est en vigueur au moment de la publication et applicable aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures s'appliquent. Le tarif peut différer selon la date de départ et de retour. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire, le supplément des frais de carburant et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ne sont pas inclus. D'autres conditions peuvent s'appliquer.

ACTUALITÉS

Justin Trudeau candidat aux prochaines élections ?

Nulle part ailleurs qu'à Montréal

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Justin Trudeau ne veut ni nier ni confirmer les rumeurs qui le placent déjà candidat dans certaines circonscriptions, mais il admet que, s'il se présente aux prochaines élections, il aimerait que ce soit dans la région de Montréal.

« Je suis Montréalais et si je décide de me lancer en politique, c'est certainement à Montréal que je vais le faire. C'est une évidence », a-t-il dit à *La Presse* hier.

Avec une possibilité d'élections fédérales ce printemps, les préparatifs et le recrutement de candidats vont bon train au Parti libéral comme ailleurs. Les rumeurs, elles aussi, sont légion.

La dernière, rapportée hier par le réseau CTV, veut que le chef du parti, Stéphane Dion, ait approuvé la candidature du fils de Pierre Elliott Trudeau. Ne resterait plus que les derniers préparatifs et la recherche d'une circonscription.

Selon plusieurs sources, une certaine mésentente existerait quant au lieu choisi pour le jeune candidat. L'équipe Dion lui aurait offert la circonscription de Saint-Lambert, mais il l'aurait refusée. Elle est actuellement représentée par le bloquiste Maka Kotto, qui a récolté 22 % de voix de plus que son adversaire libéral lors des dernières élections.

Une certaine mésentente existerait quant au lieu choisi pour le jeune candidat. Il aurait refusé la circonscription de Saint-Lambert.

Sans confirmer la rumeur, M. Trudeau se défend de choisir en fonction de ses chances de victoire. « Il y a eu des discussions sur des circonscriptions, mais je ne suis pas prêt à faire des commentaires. Si je décide de me présenter, je vais être très content de représenter le Parti libéral n'importe où, et je suis assez optimiste sur mes chances de gagner – peut-être pas à Laurier ! Mais c'est certain qu'il y a des endroits où je me vois plus qu'ailleurs. Mes décisions ne sont pas prises en fonction de savoir si je pourrais me faire battre », a-t-il dit.

Une chose est certaine, le Parti libéral ne semble pas prêt à lui dérouler le tapis rouge et à lui remettre une circonscription « clés en main ». À cet égard, la grogne suscitée plus tôt cette année chez des militants du château fort d'Outremont, qui avaient eu vent de l'intérêt du jeune trentenaire pour l'endroit, était éloquente.

Le politicien en herbe semble d'ailleurs résigné à lutter pour faire sa place. « Mon défi est de montrer aux gens que j'ai mérité quelque chose et que je n'ai rien eu seulement à cause de mon nom », dit-il.

Circonscriptions sûres ou non, peu subsistent à Montréal qui ne sont pas déjà occupées – ou réservées. Stéphane Dion et ses organisateurs se sont gardé le pouvoir de présenter un candidat vedette dans Outremont, par exemple, ainsi que dans LaSalle-Émard, la circonscription de Paul Martin. Certains noms, comme celui de l'ancien journaliste Jocelyn Coulon, circulent pour la première. Papineau fait l'objet d'intenses rumeurs également et pourrait être confiée à une femme, au même titre que Jeanne-Le Ber, Ahuntsic et quelques autres.

Les possibilités de se présenter à Montréal sont donc restreintes pour Justin Trudeau. La bonne nouvelle est que les libéraux fédéraux rivalisent présentement avec le PLQ dans le recrutement de candidats vedettes. Mais la promesse de M. Dion de présenter un tiers de candidates féminines pourrait venir brouiller les cartes…

De toute manière, tente de relativiser M. Trudeau, « je suis plus proche maintenant que je l'étais il y a un an, ou même six mois, mais il n'y a encore aucune décision définitive ».

SATURN

L'ÉVÉNEMENT
ON GAGNE



Voyez votre détaillant Saturn pour courir la chance de gagner une AURA XE 2007, un OUTLOOK XR TI 2007, ou un SKY Red Line 2007.•

Rendez visite à votre détaillant Saturn pour profiter de ces offres exceptionnelles.



Modèle présenté : ION.3 2007
PDSF à partir de 19 820 $

BERLINE OU COUPÉ QUAD ION.2 XT 2007 DE SATURN

CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE DE L'ION : GLACES ET RÉTROVISEURS ÉLECTRIQUES, CLÉ AVEC FONCTION TÉLÉDÉVERROUILLAGE ET RÉGULATEUR DE VITESSE

PRIX D'ACHAT À PARTIR DE 14 915 $‡ | OU LOUEZ POUR 147 $** | TAUX DE LOCATION 2,5 %**

** LOCATION DE 48 MOIS, 1 950 $ COMPTANT, TRANSPORT EN SUS VÉHICULE NON ADMISSIBLE À L'ÉVÉNEMENT ON GAGNE.
Autoroute : 5,9 L/100 km (48 mi/gal) - Ville : 9,2 L/100 km (31 mi/gal)°

0 % OFFRE SPÉCIALE D'UNE DURÉE LIMITÉE§

SUR LE FINANCEMENT À L'ACHAT PENDANT 48 MOIS SUR TOUS LES MODÈLES ION ET VUE 2007 NEUFS.



Modèle présenté : VUE V6 TI 2007
PDSF à partir de 30 990 $

VUE TA 4 CYL. 2007 DE SATURN

CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE DU VUE : GLACES ÉLECTRIQUES, TÉLÉDÉVERROUILLAGE, RÉGULATEUR DE VITESSE, SYSTÈME ONSTAR® ET CLIMATISATION

PRIX D'ACHAT À PARTIR DE 22 815 $‡ | OU LOUEZ POUR 187 $** | TAUX DE LOCATION 2,5 %** | Système OnStar® de série

** LOCATION DE 48 MOIS, 5 150 $ COMPTANT, TRANSPORT EN SUS VÉHICULE NON ADMISSIBLE À L'ÉVÉNEMENT ON GAGNE.
Autoroute : 7,5 L/100 km (38 mi/gal) - Ville : 11,3 L/100 km (25 mi/gal)°

VOICI LA NOUVELLE PROMESSE SATURN
GARANTIE LIMITÉE DE 5 ANS OU 160 000 KM SUR LE GROUPE PROPULSEUR; LE TRANSPORT DE COURTOISIE ET L'ASSISTANCE ROUTIÈRE^
EXPÉRIENCE D'ACHAT SANS TRACAS | PRIVILÈGE D'ÉCHANGE DE 30 JOURS†

Plus que jamais. Du jamais vu.MC

PRIME GM POUR ÉTUDIANTS .ca

XM RADIO SATELLITE

VOTRE VIEILLE VOITURE VOUS DONNE DROIT À UNE RÉCOMPENSE.
Obtenez un rabais de 1 000 $ sur un véhicule Saturn neuf admissible lorsque vous envoyez votre vieille voiture finir ses jours au ciel. Visitez carheaven.ca ou votre détaillant Saturn pour plus d'information.
autos-o-ciel une histoire d'auto qui finit bien

Votre expérience commence à saturncanada.com

* Les composants du groupe propulseur des véhicules 2007 sont couverts par une garantie limitée spéciale pendant 5 ans ou 160 000 km, selon la première éventualité. Voyez un détaillant pour les conditions, restrictions et protections de la garantie limitée ainsi que pour les modalités d'assistance et de service à la clientèle. †Dans les 30 jours ou 2 500 km suivant la livraison, selon la première éventualité. ^ Le transport de courtoisie et l'assistance routière sont aussi disponibles pendant 5 ans ou 160 000 km, selon la première éventualité. Ce que vous devez savoir : §Le financement à 0 % à l'achat est sujet à l'approbation de GMAC et s'applique uniquement aux modèles neufs 2007 suivants : à la berline ION.2 XT 1SA 2007 de Saturn ou au coupé Quad ION.2 XT 1SA 2007 de Saturn/au VUE TA 4 cyl. 2007 de Saturn. Par exemple : pour un emprunt de 10 000 $ à 0 % d'intérêt annuel, les mensualités seront de 208 $ pour 48 mois. Le coût de l'emprunt sera de 0 $. L'obligation totale sera de 10 000 $. L'offre est sans intérêt et s'applique uniquement aux clients de détail qui prennent livraison d'un véhicule ION ou VUE 2007 de Saturn entre le 11 janvier et le 28 février 2007. ‡ Prix d'achat de 14 915 $/22 815 $ pour une berline ION.2 XT 1SA 2007 de Saturn ou un coupé Quad ION.2 XT 1SA 2007 de Saturn/un VUE TA 4 cyl. 2007 de Saturn, incluant un crédit cumulatif de 750 $ du détaillant. Un acompte ou un échange et/ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. La mensualité variera en fonction du montant de l'emprunt et de la valeur de l'acompte/échange. ** Basée sur une location de 48 mois pour une berline ION.2 XT 1SA 2007 de Saturn ou un coupé Quad ION.2 XT 1SA 2007 de Saturn/un VUE TA 4 cyl. 2007 de Saturn. Un acompte ou un échange d'une valeur minimum de 1 950$/5 150$ est requis pour une mensualité de 147$/187$. Aucun dépôt de sécurité n'est exigé. Le taux d'intérêt annuel est de 2,5%/2,5%. L'obligation totale est de 9 029 $/14 114 $. Sujet à l'approbation de crédit de GMAC. Limite annuelle de kilométrage de 20 000 km, chaque kilomètre excédentaire étant facturé 0,15 $. D'autres options de location sont offertes. Les offres s'appliquent à l'achat ou à la location des modèles neuf 2007 suivant : une berline ION.2 XT 1SA 2007 de Saturn/un VUE TA 4 cyl. 2007 de Saturn achetés et livrés entre le 11 janvier et le 31 mars 2007 et sont réservées aux clients de détail et aux clients de parc admissibles seulement. **‡$ Le transport (1 100$/1 200$), la taxe sur la climatisation (100 $), s'il y a lieu, l'immatriculation, la TPS, la TVQ, l'assurance, l'enregistrement, les frais d'administration, les frais liés à l'inscription au RDPRM/PPSA, les droits et l'équipement optionnel sont en sus. Préparation à la route incluse. Les détaillants peuvent vendre/louer à moindre prix. Un échange entre détaillants peut être nécessaire. ° Les données relatives à la consommation d'essence ont été établies d'après les méthodes d'évaluation de Transports Canada. Les données présentées sont celles de l'ION.2 à boîte manuelle et du VUE TA à boîte manuelle. GM se réserve le droit de modifier ou de mettre fin à ces offres et/ou au programme en tout ou en partie pour toute raison que ce soit et en tout temps, sans préavis. • Aucun achat requis. Le concours est ouvert à tous les résidents du Canada ayant l'âge de la majorité dans la province où ils résident. Le concours prend fin le 28 février 2007. Au début du concours, les véhicules suivants pourront être gagnés : Aura XE, Outlook XR TI, Sky Red Line. Les gagnants d'un véhicule recevront l'un des véhicules offerts en prix (transport, taxe sur le poids, taxe sur la climatisation et taxes applicables, taxes environnementales et TPS/TVQ/TVP inclus). Les véhicules gagnés doivent provenir des stocks du détaillant chez lequel le participant à pris part au concours le ou avant le 28 février 2007. Le véhicule gagné peut différer du véhicule représenté. Les gagnants potentiels d'un prix devront répondre correctement à une question d'habileté mathématique. Les chances de gagner un véhicule varieront durant la période du concours selon le nombre de participations. Pour 500 000 participations, par exemple, les chances de gagner l'un des véhicules attribués par région sont de 1 sur 5 000. Voyez votre détaillant ou concessionnaire GM, visitez www.gmcanada.com ou composez le 1 800 463-7483 pour obtenir le règlement complet du concours. © 2007 Saturn Corporation. Saturn et ses logos sont des marques déposées de Saturn Corporation. Tous droits réservés. AURA est une marque de commerce de Saturn Corporation. ᵛ OnStar® est une marque déposée d'OnStar Corporation. Le nom XMMC et le logo correspondant sont des marques déposées de XM Satellite Radio Inc. Voyez un détaillant, visitez saturncanada.com ou faites le 1 888 4SATURN pour les conditions et les détails.

Saturn Saab de Laval
2800, boul. Chomedey
Laval
(450) 681-0028
www.saturnlaval.com

Mondial Saturn Saab
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondialsaturn.com

Saturn Saab de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.gravelauto.com

Saturn de Terrebonne
1295, Carré Masson
Lachenaie
(450) 964-1374
www.saturnterrebonne.com

West Island Saturn Saab
9775, route Transcanadienne
Ville Saint-Laurent
(514) 332-4424
www.westislandsaturn.com

Gravel Saturn Saab
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000
www.gravelauto.com

Saturn de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6317
www.saturnblainville.com

Saturn Saab de l'Île-des-Sœurs
1000, boul. René-Lévesque
Île-des-Sœurs
(514) 769-5353
www.gravelauto.com

3457487A

EN BREF

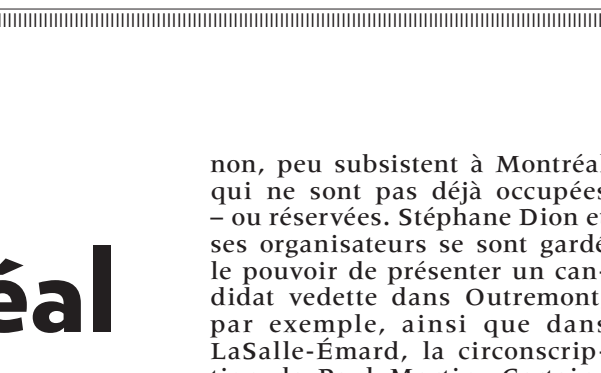


PHOTO REUTERS

Stephen Harper, hier, aux côtés de Rick Hansen (à droite). L'homme a fait, il y a 20 ans, le tour du monde dans son fauteuil roulant, amassant ainsi 26 millions de dollars pour la recherche sur la moelle épinière.

30 millions pour la recherche sur la moelle épinière

Le premier ministre Stephen Harper a annoncé, hier, une contribution fédérale de 30 millions de dollars en cinq ans pour la recherche sur la moelle épinière. Les fonds iront directement au Réseau de recherche translationnelle sur le traumatisme médullaire de Rick Hansen, qui cherche à regrouper les recherches qui se font partout au pays sur les lésions de la moelle épinière, afin d'établir de meilleures pratiques dans les traitements. L'objectif du programme est d'aider plus de personnes à récupérer de leurs blessures après un accident. – PC

Projet de loi pour le permis de conduire au lieu du passeport à la frontière

Une représentante américaine veut que son gouvernement permette aux Canadiens et aux Américains d'utiliser leur permis de conduire, et non leur passeport, pour franchir la frontière par voie terrestre. La mesure exempterait également les jeunes de moins de 17 ans de cette obligation. Un avant-projet de loi, que la Presse Canadienne a obtenu, forcerait le gouvernement américain à lancer un projet-pilote sur l'utilisation du permis de conduire. Le projet de loi permettrait également aux autorités de s'assurer que la circulation et le commerce à la frontière ne soient pas compromis par la mesure, jusqu'à l'échéance du 1er juin 2009. Le projet de loi, présenté par la représentante démocrate de l'État de New York, Louise Slaughter, devrait être entériné la semaine prochaine avec l'appui de représentants républicains. Le Canada s'est déjà positionné en faveur de l'option d'un permis de conduire amélioré, comprenant les renseignements sur la citoyenneté du titulaire. Ces derniers seraient moins coûteux et plus répandus. Seulement 40 % des Canadiens et 27 % des Américains possèdent un passeport. – PC

Grève de la faim de trois présumés terroristes

Des personnes appuyant trois présumés terroristes détenus sur la foi de certificats de sécurité affirment qu'ils sont « abandonnés à la mort » par le gouvernement fédéral, qui refuse d'entendre leurs plaintes ou d'intervenir afin de mettre un terme à leur grève de la faim. Mohammed Mahjoub, 45 ans, en est à son 71e jour de jeûne, tandis que Mahmoud Jaballah, 44 ans, et Hassan Almrei, 33 ans, n'ont rien mangé depuis 60 jours. Les trois hommes protestent contre leurs conditions de détention dans un établissement près de Kingston, en Ontario, où ils ont été incarcérés sans avoir subi de procès ou sans que les preuves retenues contre eux aient été rendues publiques. – PC

Nouvelle coalition contre le privé en santé

Une coalition dénonce les zones grises qui se développent dans le système de santé au Québec, particulièrement à Montréal, et demande à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), au ministre de la Santé Philippe Couillard et au gouvernement fédéral de voir à ce que les lois soient respectées. Ces intervenants des milieux juridique, médical et syndical réclament que le ministre Couillard cesse de fermer les yeux sur certaines pratiques, comme celles ayant cours à la clinique Rockland, une nouvelle clinique privée de Montréal où deux catégories de médecins (du réseau public et non rémunérés par la RAMQ) pratiquent sous le même toit et perçoivent de l'argent de leurs patients. – PC

NOUS PAYONS la TPS et la TVQ††

OU PAYEZ EN 36 versements sans intérêt* jusqu'en février 2010

sur les meubles, matelas, accessoires de décoration, électroménagers† et appareils électroniques†



30 53 $ /mois ou 1099 $ La paire

Nous avons l'environnement à coeur ! | **Boîte de 2,27 kg de détergent Country Save** **24,95 $**

Frigidaire

Laveuse à chargement frontal

5 programmes, 3 choix de température, réglage automatique du niveau d'eau, rinçage supplémentaire

Sécheuse de grande capacité

3 programmes, choix de température, signal sonore de la fin du cycle

Livraison, ramassage et service gratuits

299 $



Lave-vaisselle encastrable

Broyeur d'aliments, 5 programmes, programme Potscrubber, moteur induction QuietMotor^MC

Livraison et service gratuits

Broyeur d'aliments

harman/kardon

Ensemble cinéma maison

Récepteur audio/vidéo avec lecteur DVD à balayage progressif, 5 haut-parleurs et un subwoofer

Livraison gratuite
12 mois de garantie

GRATUITE!* Paire de supports pour haut-parleurs d'une valeur de 139 $** à l'achat de cet ensemble cinéma maison

**Détails en magasin*
***Valeur au détail suggérée*



24 97 $ /mois ou 899 $

Panasonic VIERA
16:9 HDTV HDMI

Téléviseur au plasma de 42 po

2 entrées HDMI, fente pour carte SD, résolution de 1024 x 768, rapport de contraste de 10 000:1, compatible à l'affichage 1080p

Livraison gratuite
12 mois de garantie

Aussi offert :
50 po. . **83,31 $**/mois ou **2999 $**
RABAIS DE 300 $ Rég. : 3299 $



58 31 $ /mois ou 2099 $
Rabais de 400 $ Rég.:2499$

Galerie du sommeil BRAULT & MARTINEAU

Collection BRAULT & MARTINEAU

LE LOUVRE

Chiropratique Chiropractic Québec

Matelas ferme avec supports latéraux, recouvert d'un tissu damassé multipiqué sur 1 pouce de mousse

5 ans de garantie
Sommier aussi offert
Voir prix en magasin
Livraison et ramassage gratuits

- 1 place/234 ressorts . . . . . **279$**
- Grand lit/390 ressorts . . . . . **419$**



339 $ 2 places 312 ressorts

90 jours d'essai
Exclusif à Brault & Martineau
Détails en magasin

Mobilier de cuisine de style contemporain avec dessus de table en verre et base en métal

Diamètre : 105 cm (42 po)

Livraison gratuite

Étagère . . . . . **229$**



459 $ 5 morceaux

BRAULT & MARTINEAU

10 grands magasins
braultetmartineau.com

On s'occupe de vous



Livraison gratuite 7 jours sur 7 dans un rayon de 200 km*

**Détails en magasin*

HEURES D'OUVERTURE
Lundi au vendredi 9 h à 21 h*
Samedi 9 h à 17 h
Dimanche 10 h à 17 h

***ST-HYACINTHE**
Lundi au mercredi 9 h à 18 h

BROSSARD Tél. : 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél. : 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
KIRKLAND Tél. : 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél. : 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél. : 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)
REPENTIGNY Tél. : 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél. : 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél. : 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
SAINT-LÉONARD Tél. : 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)

NOUVELLE GALERIE DU SOMMEIL À ST-HYACINTHE 3300, avenue Cusson • Tél. : 450 774-6116

Financement accord D Desjardins — **Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau**

American Express · MasterCard · VISA · Interac Paiement direct

Prix en vigueur du jeudi 1er février au dimanche 4 février 2007. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.). †Marques et modèles sélectionnés. ††Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Brault & Martineau déduira de votre achat un montant équivalant à la TPS et à la TVQ. Détails en magasin.

*Termes et conditions de la vente : achat minimum requis de 499 $ avant taxes pour les appareils électroniques et de 799 $ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat. Détails en magasin.

3459108A

ACTUALITÉS

Une tempête fait 19 morts en Floride

MARIO GIRARD

La Floride est une fois de plus durement éprouvée. Dix-neuf personnes ont perdu la vie lorsque de violents orages et une tornade ont frappé le centre de l'État dans la nuit de jeudi à hier.

Le comté de Lake, à 80 km au nord-ouest d'Orlando, est le plus touché avec 13 morts dans la ville de Paisley et six dans celle de Lady Lake.

Le gouverneur de la Floride, Charlie Crist, a décrété l'état d'urgence dans les comtés de Volusia, Sumter, Lake et Seminole.

La tornade, qui s'est déplacée d'ouest en est avec des vents allant jusqu'à 200 km/h, a réveillé en sursaut les habitants vers 3 h du matin. Rapidement, elle a fait son œuvre, laissant derrière elle des centaines de maisons détruites, des véhicules renversés et des arbres déracinés.

« J'ai entendu des rugissements, nous sommes sortis du lit », a indiqué à CNN une habitante près de la localité dévastée de Lake City. Elle a précisé avoir été réveillée par des éclairs et le tonnerre. Des images, diffusées par les chaînes de télévision, montraient des conduites d'eau brisées et des policiers cherchant d'éventuels survivants parmi les débris. Partout, on trouvait des meubles et des vêtements que les vents avaient emportés.

Au plus fort de la crise, hier, quelque 20 000 personnes étaient privées d'électricité.

Les services météorologiques de la Floride ont émis toute la journée des alertes de tornades pour le centre de l'État, allant de Tampa, à l'ouest, à Orlando, à l'est.

Les Canadiens, réputés pour apprécier la Floride en saison hivernale, sont peu nombreux dans cette région. Néanmoins, les Affaires étrangères canadiennes ont mis à la disposition des *snowbirds* un service d'aide. « Pour l'instant, on n'a reçu aucune demande d'assistance ni demande de renseignements », a déclaré Alain Cacchione, porte-parole du Ministère. — Avec AFP et AP



PHOTO ASSOCIATED PRESS

La tempête, qui a notamment frappé le comté de Lake (notre photo), était accompagnée de vents soufflant à plus de 200 km/h.



Lui télécharger de la musique, ça c'est romantique.



99,95 $[1]

contrat de 3 ans
(349,95 $ sans contrat)

LG Fusic[MC]

Cette Saint-Valentin, offrez-lui de la musique.
Achetez le Fusic et obtenez :

- l'accès à plus d'un million de chansons, la plus grande sélection au Canada
- le seul téléphone muni d'un transmetteur FM sans fil (vous permet d'écouter vos chansons sur n'importe quelle radio)
- la compatibilité Bluetooth[MD] pour écouteurs stéréo
- des commandes musicales externes

En prime :[1]

- une carte mémoire de 2 Go (pouvant contenir jusqu'à 2 000 chansons)
- 30 $ de téléchargements de musique
- couvercles rouge et mauve inclus

Faites vite, cette offre prend fin le 15 février.

Visitez un magasin Bell
1 888 4MOBILE bell.ca

Bell

Disponible dans les magasins Bell suivants :

ANJOU
Les Galeries d'Anjou
514 353-0257

AUTEUIL
Entreprise Yaco enr.
5330, boul. des Laurentides
450 628-9366

BELOEIL
Mail Montenach
450 446-7176

BROSSARD
Mail Champlain
450 465-8759

Quartier DIX30
450 676-7844

CHÂTEAUGUAY
Centre régional Châteauguay
450 691-7665

COATICOOK
18, rue du Manège
Place J.R. Lefebvre
819 849-9997

COWANSVILLE
Domaine du Parc
450 263-4444

DELSON
5, Route 132
450 635-9999

DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352, boul. des Sources
514 684-6846

3699, boul. St-Jean
514 626-8888

DORION-VAUDREUIL
84, boul. Harwood
450 424-1416

DORVAL
Les Jardins Dorval
514 631-1222

DRUMMONDVILLE
2265, boul. St-Joseph
819 478-5178

Promenades Drummondville
819 474-4433

GATINEAU
Promenades de l'Outaouais
819 246-2355

GRANBY
688, rue Principale
450 378-3618

Galeries de Granby
450 777-4058

HULL
Action Solutions Radio inc.
73, rue Jean-Proulx
819 777-0999

Galeries de Hull
819 771-2716

JOLIETTE
Boutique du Téléphone
127, boul. St-Charles-Borromée Nord
450 752-5030

Les Galeries Joliette
450 755-5533

LACHINE
CBCI Telecom inc.
2409, 46e Avenue
514 422-3334

LAFONTAINE
Cosat
2121, boul. Labelle
450 431-5122

LASALLE
7567, boul. Newman
514 368-8000

Carrefour Angrignon
514 364-3071

LAVAL
1655, boul. St-Martin
450 680-1010

Carrefour Laval
450 681-3344

Carrefour Laval (kiosque)
450 978-7133

Centre Laval
450 680-2355

Mégacentre Laval
450 664-2502

Metro Com Canada
800, boul. Chomedey
(120) Tour C
450 687-4000

LONGUEUIL
666, Place Transcanada
450 463-7777

Place Longueuil
450 679-4558

Triacom
2771, boul. Jacques-Cartier Est
450 928-2244

MAGOG
Galeries Orford
819 847-1117

MONTRÉAL
9280, boul. de l'Acadie
514 385-0770

5187, avenue Papineau
(angle Laurier)
514 526-2020

892, rue
Ste-Catherine Ouest
514 866-6686

ABCO Telecom Inc.
8900, rue Lajeunesse
514 389-8900

Boul. Décarie
(angle Jean-Talon)
514 739-7777

CELLUMTL
Complexe Desjardins
514 282-3388

Centre Rockland
514 340-1269

Place Alexis-Nihon
514 939-2439

Place Dupuis
514 844-1313

Place Versailles
514 353-8847

Plaza Côte-des-Neiges
514 342-5444

Télécentre Québec
6855, rue St-Jacques Ouest
514 485-5222

Tour Jean-Talon
(rez-de-chaussée)
514 270-1155

MONTRÉAL-NORD
Place Bourassa
514 322-3202

MONT-TREMBLANT
517, rue de St-Jovite
819 681-0404

PINCOURT
Faubourg de l'Île
(kiosque)
514 453-0236

POINTE-AUX-TREMBLES
12530, Sherbrooke Est
514 645-4455

POINTE-CLAIRE
Fairview Pointe-Claire
514 630-4992

REPENTIGNY
309, rue Notre-Dame
450 585-4455

Les Galeries Rive-Nord
450 657-4455

ROSEMÈRE
232, boul. Curé-Labelle
450 979-3838

Place Rosemère
450 435-0024

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre commercial Valleyfield
450 377-1256

Shawinigan
1, Plaza de la Mauricie
819 539-8691

Sherbrooke
2700, rue King Ouest
819 823-9994

Carrefour de l'Estrie
819 565-1605

Gobeil et Filles
4505, boul. Industriel
819 563-0406

SOREL
Les Promenades de Sorel
450 742-6789

ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno
450 441-1535

STE-AGATHE-DES-MONTS
80A, boul. Morin
819 321-0265

ST-EUSTACHE
Communications J.D.
66, rue Dubois (107)
450 974-7444

Place St-Eustache
450 623-8500

ST-HUBERT
5190, boul. Cousineau
450 676-9919

3879, boul. Taschereau
450 926-2020

ST-HYACINTHE
Galeries St-Hyacinthe
450 778-1749

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
391, boul. Séminaire Nord
450 348-5210

Carrefour Richelieu
450 349-4400

ST-JÉRÔME
Le Carrefour du Nord
450 431-3926

ST-LAURENT
J.D. Mobilité
4232, rue Seré
514 448-6650

La Place Vertu
514 335-2355

ST-LÉONARD
6050, boul. Métropolitain Est
514 257-9292

Centre Le Boulevard
514 376-2288

ST-SAUVEUR-DES-MONTS
153, rue Principale
450 240-0701

TERREBONNE
Her-Comm
1729, chemin Gascon
450 964-7777

Les Galeries Terrebonne
450 964-7985

TRACY
604, route Marie-Victorin
450 746-7777

TROIS-RIVIÈRES
5691, boul. Jean-XXIII
819 376-6849

Centre Les Rivières
819 691-0482

VICTORIAVILLE
567, boul. des Bois-Francs Sud
819 357-7777

La Grande Place des Bois-Francs
819 357-5776

Aussi offert chez ces détaillants participants :

La Cabine Téléphonique · Best Buy · Sonxplus · Stéréo Plus

L'offre prend fin le 15 février 2007. Offert avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau principal et (ou) du réseau mobile haute vitesse Mobilité de Bell, là où la technologie le permet. Des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris impôts étrangers) peuvent s'appliquer à l'extérieur des zones de couverture Mobilité de Bell. D'autres frais, tels que, sur une base mensuelle, 9-1-1 (75 ¢), accès au réseau qui ne sont pas des frais du gouvernement (8,95 $/mois) et frais uniques d'activation (35 $) s'appliquent. Avec tout téléchargement, des frais d'utilisation d'Internet mobile de 5 ¢/Ko s'appliquent si vous n'êtes pas déjà abonné au service Internet mobile illimité et des frais peuvent s'appliquer pour le contenu. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Modifiable sans préavis et ne peut être combiné avec aucune autre offre. Taxes en sus. Jusqu'à épuisement des stocks. Photo à titre indicatif. D'autres conditions s'appliquent. (1) Réservé avec une nouvelle activation d'un nouveau téléphone LG Fusic dans le cadre d'un contrat d'une durée min. de 3 ans à un forfait d'une valeur min. de 20 $ par mois. Pour obtenir les téléchargements de musique, le client doit au préalable s'inscrire à la Boutique de musique à partir d'Internet mobile avant le 26 février 2007 et la musique doit être téléchargée dans les 30 jours suivant l'activation. Le nom et les logos Bluetooth sont la propriété de Bluetooth SIG Inc. Les fonctionnalités peuvent varier; voir le Guide de l'utilisateur. Fusic est une marque de commerce de LG Electronics inc.

3458746A

WINNERS HOMESENSE

À notre chère clientèle,

Pour faire suite à la récente intrusion non autorisée dans notre système informatique, en tant que président de notre société, je tiens à m'adresser à vous personnellement. Je désire vous exprimer mes regrets les plus sincères quant aux problèmes que vous avez pu éprouver à cause de cet incident. Chez Winners et HomeSense, notre clientèle est notre priorité absolue depuis plus de 20 ans et je peux vous assurer qu'elle le demeurera. L'intégrité est la clé de voûte des 15 000 associés dévoués de notre société. Nos affaires reposent sur de bonnes relations – avec nos clients, nos associés, nos actionnaires et les nombreuses communautés où nous sommes implantés à travers le Canada.

Nous nous engageons à garder votre confiance et c'est pourquoi je souhaite réitérer les mesures que nous avons prises, depuis que nous nous sommes rendu compte de l'intrusion dans notre système informatique. Nous avons immédiatement eu recours aux services de deux des meilleures entreprises en matière de sécurité informatique et de réaction aux incidents en informatique afin d'étudier le problème et de renforcer notre sécurité informatique et ainsi protéger les renseignements de notre clientèle. Nous avons également contacté les autorités chargées de l'application de la loi qui ont ouvert une enquête sur ce crime. Nous avons collaboré avec les principales sociétés de cartes de crédit en leur fournissant tous les renseignements dont elles avaient besoin afin de protéger les clients dont les renseignements relatifs à leur carte de crédit avaient pu être compromis. En outre, nous avons créé un service d'assistance téléphonique à la clientèle (1-866-903-1408) et avons publié un grand nombre de renseignements utiles sur les sites Web de nos sociétés.

Depuis notre avis du 17 janvier, il y a eu des développements importants. D'après notre enquête, tout porte à croire que les transactions réalisées avec des cartes de débit émises par des banques canadiennes n'ont pas été touchées par la faille dans la sécurité de notre système informatique.

Nous nous engageons à offrir à notre clientèle une expérience de magasinage sûre et nous avons considérablement renforcé la sécurité de notre système informatique. Nous vous recommandons vivement de continuer de visiter nos sites Web, www.winners.ca et www.homesense.ca, pour vous tenir au courant des faits nouveaux, en particulier de notre rubrique « Foire aux questions » (FAQ).

Une fois de plus, je tiens à vous exprimer, chère\cher client(e), mes regrets les plus sincères quant aux difficultés que cet incident a pu vous causer. Je vous remercie de vos nombreuses années de loyauté.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments respectueux.

Michael MacMillan
Président de Winners et HomeSense

TJX® THE TJX COMPANIES, INC.

ACTUALITÉS

RÉORGANISATION À L'HÔPITAL LOUIS-H.-LAFONTAINE

Mutations de personnel et réductions de postes en vue

› L'établissement psychiatrique doit économiser 10,2 millions › Le syndicat doute que tout le personnel concerné puisse être replacé

MALORIE BEAUCHEMIN

Une vaste réorganisation des services à l'hôpital Louis-H.-Lafontaine devrait provoquer de nombreux transferts de personnel, ainsi que quelques abolitions de postes dans les trois prochaines années.

Comme le révélait *La Presse* le 20 janvier, l'établissement psychiatrique doit fermer plus de 200 lits d'ici trois ans afin de respecter le plan d'action en santé mentale du gouvernement, adopté en 2005.

De plus, l'hôpital s'était engagé depuis quelques années à revoir ses services en fonction de programmes clientèles.

Au terme de la réorganisation, huit unités devraient fermer, en plus du service de débordement des urgences, et une trentaine d'employés seraient mutés dans des centres de santé et de services sociaux, selon des documents obtenus par *La Presse*. Au total, l'établissement psychiatrique doit ainsi économiser 10,2 millions.



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE ©

L'hôpital Louis-H.-Lafontaine devrait fermer huit unités ainsi que son service de débordement des urgences.

Mercredi, le syndicat a reçu un mandat clair de ses membres réunis en assemblée générale pour aller négocier avec la direction les mutations de personnel.

« On nous met le *gun* sur la tempe », a dit Pierre Turgeon, président du syndicat des travailleurs de Louis-H.-Lafontaine (FSSS-CSN). Selon le syndicat, la direction souhaiterait en venir à une entente avant la fin du mois de février.

La veille, la direction de l'hôpital, qui rencontrait plusieurs employés des unités devant fermer, s'était fait plus rassurante. « Avec les postes qui sont actuellement vacants, les départs à la retraite prévus et le roulement normal, nous pensons être en mesure de relocaliser tout le monde », a souligné Sylvie Desmarais, directrice des ressources humaines.

Le syndicat s'est toutefois montré plus inquiet. Avec la fermeture à terme de huit unités, il semble évident que certains services auxiliaires, buanderie, cuisine, entretien sanitaire, employés de bureau, seront touchés. « C'est clair qu'il y a des postes périphériques qui vont décoller dans tout ça, a indiqué le président du syndicat en assemblée générale. Le climat est en train de pourrir. »

Le Plan d'action en santé mentale du gouvernement du Québec prévoit que, d'ici 2010, les soins de première ligne pour les personnes atteintes de troubles mentaux soient donnés à l'extérieur des hôpitaux psychiatriques, soit en CLSC le plus possible. Mais tous s'entendent pour dire qu'il n'existe pas encore de ressources suffisantes pour accueillir ces patients en dehors des hôpitaux spécialisés. « Soyons clairs, il n'y aura pas de transfert de la clientèle s'il n'y a personne pour les accueillir », a prévenu Diane Gauthier, directrice des services cliniques de Louis-H.-Lafontaine. Le plan gouvernemental prévoit le transfert de budget de 43 millions de dollars au total (dont 10,2 millions de LHL) vers ces futures ressources.

Le syndicat entend faire front commun avec les représentants d'autres établissements aux prises avec les mêmes dilemmes. Mis à part la possibilité de voir des emplois disparaître, c'est aussi le flou entourant les détails de la réorganisation qui inquiète les membres.

ACTUEL TENDANCES

GM Canada
L'ÉVÉNEMENT ON GAGNE
Vous pourriez gagner un des 100 superbes véhicules 2007[1].

AVEO LS 2007

PRIX À L'ACHAT
12 990 $[2]
Le meilleur prix de sa catégorie[3].

COBALT LT 2007
Le modèle LT peut être gagné dans le cadre de la promotion.

MENSUALITÉ
206 $[4]
Comptant : 1 512$
Location : 48 mois
239 $[4] Comptant : 0$ Location : 48 mois
Préparation et frais de transport de 1 095 $ INCLUS

OPTRA[5] 2007

MENSUALITÉ
189 $[4]
Comptant : 1 748 $
Location : 60 mois
221 $[4] Comptant : 0$ Location : 60 mois
Préparation et frais de transport de 1 095 $ INCLUS
Ce véhicule ne peut être gagné dans le cadre de la promotion.

HHR LS 2007
★★★★★ Sécurité 5 étoiles[5]

MENSUALITÉ
249 $[4]
Comptant : 1 970 $
Location : 48 mois
292 $[4] Comptant : 0$ Location : 48 mois
Préparation et frais de transport de 1 095 $ INCLUS
Ce véhicule ne peut être gagné dans le cadre de la promotion.

EQUINOX 2007
★★★★★ Sécurité 5 étoiles[5]

MENSUALITÉ
289 $[4]
Comptant : 3 647 $
Location : 48 mois
368 $[4] Comptant : 0$ Location : 48 mois
Préparation et frais de transport de 1150 $ INCLUS
Ce véhicule ne peut être gagné dans le cadre de la promotion.

CHEVROLET
Nouvelle année, nouvelle gamme. Redécouvrez Chevrolet.
chevrolet.gmcanada.com
3456007A 3456024

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2007 suivants : Aveo (1TD69/R7A), Optra5 (1JD49/R7A), Cobalt (1AL69/R7A), HHR (1AT46/R7A), Equinox (1LF26/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. Aucun achat requis. Le concours est ouvert aux résidents du Canada qui sont majeurs dans leur province de résidence. Le concours prend fin le 28 février 2007. À l'ouverture du concours, les véhicules de l'année modèle 2007 suivants seront disponibles comme prix : Chevrolet – Aveo LS berline/5 portes, Cobalt LT berline/coupé, Avalanche LS, Silverado LT 1500 multiplace ; Pontiac/Buick/GMC – Wave berline/5 portes, G5 SE berline/coupé, Lucerne CXL V6, Acadia SLT TA, Sierra SLE 1500 multiplace ; Saturn – Aura XE, Outlook XR 4RM, Sky Red Line. Les gagnants d'un prix constitué d'un véhicule recevront un véhicule (transport, taxe selon le poids, taxe sur le climatiseur, taxes de vente, taxe écologique, TVQ, TPS et TVH applicables incluses). Les chances de gagner un véhicule fluctueront pendant la période du concours en fonction du nombre de participations reçues. En se basant sur 500 000 participations, les chances de gagner un des véhicules assignés à une région est de 1 sur 5 000. 2. À l'achat, préparation incluse. Frais de transport de 1 045 $, frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. 3. Catégorie des voitures économiques. Selon l'information disponible sur les modèles concurrents au moment de la publication. 4. À la location, paiements mensuels basés sur un détail de 48 mois (60 mois pour l'Optra5). Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15¢/km après 80 000 km (12 ¢/km après 120 000 km pour l'Optra5). Première mensualité exigible à la livraison. 0 $ de dépôt de sécurité. 5. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant lors des tests d'impacts frontaux et pour les passagers avant et arrière lors des tests d'impacts latéraux pour la HHR et l'Equinox, la plus haute cote de sécurité décernée par le gouvernement américain. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. **Pour de plus amples renseignements ou pour obtenir le règlement complet du concours, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.**

Nouveau programme en Régulation de vol

Le domaine de l'aviation vous intéresse?
Le Centre de formation en transport de Charlesbourg vous offre le seul programme public autorisé au Québec pour former des
régulatrices/régulateurs de vol « flight dispatchers »,
D'une durée de 9 mois, ce programme est financé par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et mène à un diplôme d'études professionnelles (DEP).
Début des cours : Septembre 2007
CENTRE DE FORMATION EN TRANSPORT DE CHARLESBOURG
Commission scolaire des Premières-Seigneuries
700, rue de l'Argon, Québec (Québec) G2N 2G5
(Parc industriel de Charlesbourg) Autoroute 73, sortie 155
SÉANCES D'INFORMATION
JEUDI 8 FÉVRIER 2007 à 19 h
SAMEDI 10 FÉVRIER 2007 à 10 h
CÉGEP ROSEMONT
6400, 16e Avenue, Montréal
Local : A-409
Pour plus d'information, visitez notre site :
www.cftc.qc.ca
CONFIRMEZ VOTRE PRÉSENCE AU
1-866-849-5580
cftc.info@csdps.qc.ca
3458214A

HEC MONTRÉAL 100
Toujours d'avant-garde
La journée portes ouvertes qui ouvre des portes
Étudiez dans l'une des écoles de gestion les plus reconnues au monde. Et découvrez le meilleur de vous-même.
Le mercredi 7 février de 16 h à 20 h
Séances d'information
Certificats
17 h › Trois bonnes raisons de choisir l'un des 18 certificats que vous offre HEC Montréal
18 h › Un certificat pour relever les défis en gestion des opérations et de la logistique
19 h › Devenir comptable CA, CMA ou CGA ? Le chemin du succès passe aussi par les certificats
Baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.)
18 h › Le programme d'échanges internationaux
19 h › Votre B.A.A. en trois langues
Visites guidées de HEC Montréal
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Information : www.hec.ca/portesouvertes
www.hec.ca
3458757A

Urine, bière et sans-abri devant la garderie

ARIANE LACOURSIÈRE



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE ©

Depuis le début de l'hiver, les bambins du Centre de la petite enfance Le 1000 Pattes, à Montréal, doivent contourner soigneusement une dizaine de sans-abri pour entrer à la garderie ou en sortir.

Depuis le début de l'hiver, les bambins du Centre de la petite enfance Le 1000 Pattes, à Montréal, doivent contourner soigneusement une dizaine de sans-abri pour entrer à la garderie ou en sortir. Obligés de faire passer les enfants près d'éclats de verre et de flaques d'urine, les éducatrices du CPE sont choquées.

« Quand on passe, je demande aux enfants de ne pas faire de bruit pour ne pas déranger les sans-abri. Je ne veux pas les provoquer de peur qu'ils ne se fâchent. Je crains leurs réactions », dit l'éducatrice Anouk Desautels.

« Parfois, c'est impossible de passer tellement il y a d'hommes couchés par terre. Ce n'est pas très sécuritaire », commente l'éducatrice Joëlle Lavoie.

M^me^ Lavoie reconnaît que, puisque la garderie est située au centre-ville, il est normal que les enfants soient placés devant le problème des sans-abri et la pauvreté. « Mais ce n'est malheureusement pas la première fois que les sans-abri dérangent notre garderie », raconte-t-elle.

Cet été, le CPE a dû fermer sa cour, où se trouvaient des glissoires et des balançoires. « L'endroit était clôturé, mais les sans-abri passaient la nuit tout près. Ils urinaient et renversaient de l'alcool sur la toile qui recouvrait la clôture. Chaque matin, nous devions tout nettoyer. Nous avons dû condamner l'espace », déplore M^me^ Lavoie.

Des travaux majeurs sont présentement en cours pour rouvrir la cour l'été prochain. Mais l'apparition de vagabonds devant l'entrée de la garderie est la goutte qui fait déborder le vase. « On est moins patientes. Mais le pire, c'est que si on demande aux gardiens du métro d'intervenir et de les chasser, ils nous disent d'aller voir les gardiens de la gare. Si on demande à la gare, on nous renvoie au métro. Personne ne veut s'occuper du problème », commente M^me^ Lavoie.

L'espace occupé par les sans-abri est situé à l'intersection de quatre corridors reliant le métro Bonaventure, la gare Windsor (où se trouve la garderie), le Centre Bell et l'extérieur. Après avoir interrogé la STM, l'AMT et le Centre Bell, *La Presse* a finalement déterminé que l'endroit appartient à la compagnie Canadien Pacifique (CP), propriétaire de la gare. « Nous sommes au courant du problème, mais nous n'avons reçu aucune plainte officielle. De toute façon, si on chasse les sans-abri, ils reviendront la nuit suivante. Veut-on vraiment engager une bataille avec eux? » demande Michel Spénard, du CP.

C'est la première fois cette année que des sans-abri campent devant la porte du CPE Le 1000 pattes. « Avant, plusieurs allaient dormir à l'église en face, mais elle est présentement en rénovation et ils n'ont nulle part où aller », explique M^me^ Lavoie.

« Il manque de place dans les refuges. Ces hommes sont pris au piège. Mais nous n'aimons pas la situation actuelle », ajoute M^me^ Desautels, qui espère qu'une solution sera bientôt trouvée.

EN BREF

Important réseau de voleurs démantelé

Cinq personnes suspectées d'avoir commis au moins neuf vols dans plusieurs villes du Québec et du Canada ont été arrêtées plus tôt cette semaine par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Depuis juillet 2005, ce groupe d'individus aurait perpétré de nombreux vols dans différents commerces. En petit groupe, ils entraient dans des magasins, distrayaient les commis et en profitaient pour camoufler des produits comme des bijoux et des manteaux de fourrure sous leurs vêtements. Entre 5000 $ et 50 000 $ de marchandise était volée à chaque fois, pour un total de 120 000 $. En plus du SPVM, les services de police de Toronto, de Calgary et la GRC ont pris part à l'enquête, qui a mené à l'arrestation de Denisa Dumitru, Stela et Continent Zatreanu, Marcel Cirpaci et Zina Caldaras. Florentina, Serif Ionel et Chiciu Dumitru, Stephan Chiciu et Iona Dinu sont toujours recherchés par le SPVM.

— Ariane Lacoursière

Le Collège de Montréal rénove

Le Collège de Montréal a célébré hier son 240^e^ anniversaire. Pour souligner l'événement, l'établissement a annoncé la fin des rénovations à l'intérieur du théâtre L'Ermitage. « Deux salles de musique ont été créées, un gymnase a aussi été construit et la salle de théâtre, réputée pour son excellente acoustique, a été refaite », détaille le directeur du Collège de Montréal, Jacques Giguère. En tout, deux millions et demi de dollars ont été investis dans l'opération. M. Giguère prévoit également rénover entièrement l'extérieur du bâtiment en 2008. — Ariane Lacoursière

PROTÉGEZ-VOUS GRÂCE À TILLEY



Une évasion vers le Sud cet hiver ? Assurez-vous que la surexposition au soleil ne jette pas de l'ombre sur vos vacances. La plupart des tissus Tilley se distingue par un indice de protection UV de 50+, la cote maximale accordée. De plus, nos coordonnés bien pensés – chapeaux, shorts, chaussettes tout aller Tilley – vous protégeront de la tête aux pieds.

Tilley. Les meilleurs chapeaux et vêtements de voyage au monde

Montréal : 1050 av. Laurier Ouest
(deux rues à l'ouest de l'avenue du Parc) (514) 272-7791
Pour obtenir l'adresse d'un détaillant ou un catalogue : 1 800 465-4249

Tilley Endurables

3459822A

DOUCE MUSIQUE À VOS OREILLES.

59 $* Montréal-Toronto

Pour tous les détails, composez le 1 888 VIA-RAIL (1 888 842-7245)
ATS 1 800 268-9503 (malentendants) ou visitez notre site Internet.

VIA Rail Canada MC
LA FAÇON HUMAINE DE VOYAGER
viarail.ca

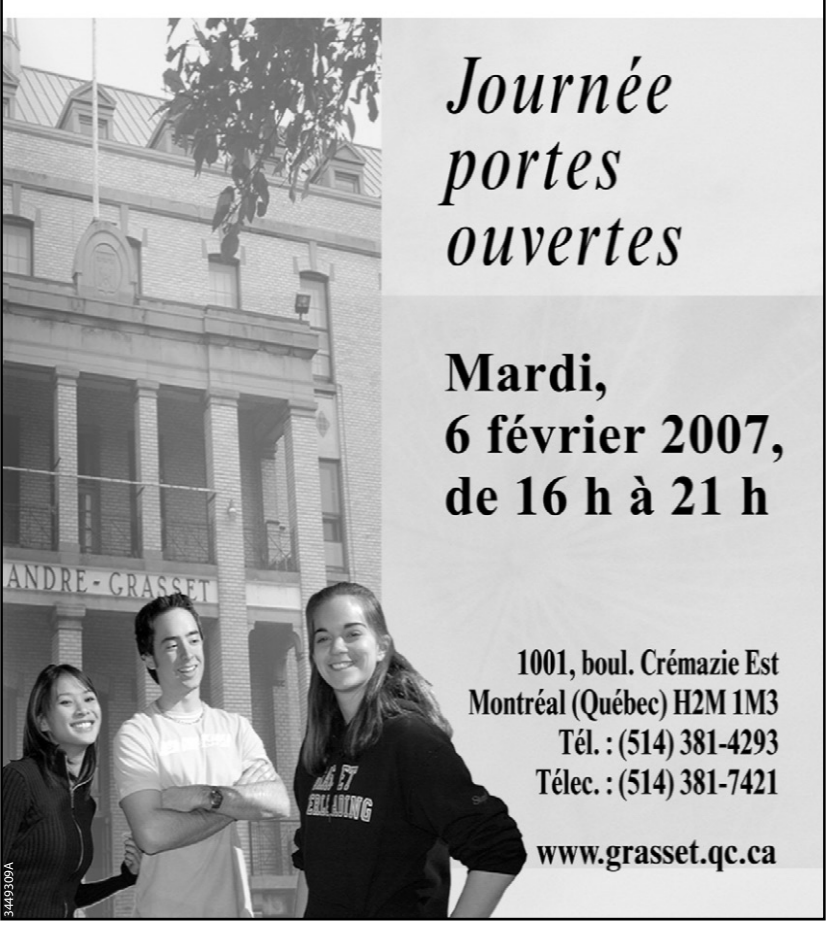
* Le tarif indiqué (taxes en sus) s'applique à un aller simple en provenance ou à destination de Montréal en classe *Confort*. Le nombre de places est limité. Les billets doivent être achetés au moins une journée avant le départ. D'autres conditions s'appliquent.

MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

3455591A

3455656

Collège André-Grasset



Journée portes ouvertes

Mardi, 6 février 2007, de 16 h à 21 h

1001, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec) H2M 1M3
Tél. : (514) 381-4293
Télec. : (514) 381-7421

www.grasset.qc.ca

3449309A

Solde directement du fabricant

Découvrez le summum de l'élégance et du raffinement à des prix exceptionnels.

Épargnez dès aujourd'hui

Hâtez-vous chez Thomasville et profitez de prix spéciaux sur nos collections les plus populaires en magasin: mobiliers de chambre à coucher, de salle à manger et de séjour.
Et nous payons les deux taxes



Fredericksburg
COLLECTION
« bureau à domicile »

Épargnez sur toutes nos collections courantes en magasin !



King Street

3456253A

(depuis 1904) Thomasville®

N'OUBLIEZ PAS DE VOUS INFORMER SUR NOTRE OFFRE DE FINANCEMENT À 0 % !

MONTRÉAL
5320, Royalmount
514 737 0401

BROSSARD
8505, Taschereau Ouest
450 462 1264

**Détails en magasin. Offre non assujettie aux soldes antérieurs. Les prix sont en vigueur pour une durée limitée. Février 2007*

ACTUALITÉS

Gérald Tremblay et Charles Lapointe s'expliqueront en tête-à-tête

MARIO GIRARD

Dans le but non dissimulé de remédier à leur différend, le maire Gérald Tremblay et le président de Tourisme Montréal, Charles Lapointe, auront un tête-à-tête au cours de la semaine prochaine.

C'est en tentant d'obtenir une entrevue avec M. Lapointe que *La Presse* a appris qu'une réunion avec les deux hommes est prévue dans quelques jours. « On est train d'organiser une rencontre et on souhaite qu'il ne fasse pas d'entrevue avant cette date », a déclaré l'attaché de presse de Tourisme Montréal, Pierre Bellerose, à propos de son PDG.

Charles Lapointe a provoqué l'ire du maire Tremblay, mardi dernier, en déclarant lors d'un déjeuner-causerie de la chambre de commerce du Montréal métropolitain que Montréal est une ville malpropre et qu'elle souffre d'inertie.

« La demande est venue des deux côtés, a précisé Pierre Bellerose. Ils veulent maintenant trouver des avenues de coopération. » Jacques Parisien, président du conseil d'administration de Tourisme Montréal, assistera également à cette réunion.

L'opinion exprimée par M. Lapointe a rapidement trouvé écho chez une grande majorité de Montréalais, qui trouvent que leur ville est effectivement en mauvais état. Ils ont été nombreux à appuyer le PDG de Tourisme Montréal dans les journaux et les tribunes téléphoniques à la télé et à la radio.

Quant au maire Gérald Tremblay, vexé par les propos de celui qu'il croyait un allié, il a été d'une grande dureté : « Le conseil d'administration de Tourisme Montréal doit se poser de sérieuses questions sur la crédibilité de M. Lapointe sur la scène internationale », a-t-il déclaré.

Mais jeudi, le conseil a réitéré sa confiance en son PDG et a renouvelé son mandat.

Renouvellement ou pas, selon une source proche de M. Lapointe, le PDG se préparerait à tirer sa révérence après 15 ans à la tête de l'organisation. Il aurait donc délibérément fait cette sortie, comme une espèce de « chant du cygne » ou de testament touristique.

Avant de prendre la tête de Tourisme Montréal, Charles Lapointe a fait une longue carrière politique sous la bannière libérale. Élu député de Charlevoix en 1974, il a ensuite dirigé divers ministères (Relations extérieures, Approvisionnements et Services, Petites entreprises et Tourisme) avant de devenir vice-président de Lavalin en 1985. M. Lapointe est PDG de Tourisme Montréal depuis 1989.

Avec la collaboration de Sara Champagne.

STATIONNEMENTS ILLÉGAUX À MONTRÉAL

La bataille se poursuit en Cour supérieure

SARA CHAMPAGNE

La lutte contre les stationnements illégaux au centre-ville de Montréal se rend en Cour supérieure : les élus de l'arrondissement de Ville-Marie entendent donner le feu vert à des poursuites judiciaires au prochain conseil d'arrondissement, prévu mardi.

Le maire de Montréal, Gérard Tremblay, avait promis d'enrayer les stationnements sauvages lors de son arrivée au pouvoir, il y a quatre ans. Sous la pression, et après de nombreuses poursuites en cour municipale, 40 propriétaires et exploitants de stationnement ont cessé leur commerce, mais il en reste toujours une vingtaine.

Afin de serrer la vis aux récalcitrants, les inspecteurs de Ville-Marie ont remis, cette semaine, des constats d'infraction de 260 $ aux propriétaires et exploitants de ces 20 stationnements. Les inspecteurs entendent retourner sur les lieux la semaine prochaine.

Le chargé de communication de l'arrondissement, Jacques-Alain Lavallée, affirme que, sous la pression municipale, six stationnements ont cessé leurs activités depuis deux semaines. L'un d'eux se trouvait en face du Centre Bell. Les autres étaient situés à l'intersection des rues Mayor et De Bleury, Sainte-Rose et Papineau, et rue de la Montagne, près de la rue Sainte-Catherine.

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite que ces terrains soient vendus pour permettre la réalisation de nouveaux projets. Quelques-uns sont notamment situés dans le Quartier des spectacles, aux abords du Spectrum ; d'autres se trouvent là où la Ville prévoit ériger le Quartier de la santé.

Comme l'a déjà mentionné *La Presse*, 500 constats d'infraction ont été remis à 29 propriétaires de stationnements depuis 2004 ; la Ville a eu gain de cause pour 199 d'entre eux. L'opération a rapporté 100 000 $ en amendes mais a coûté 400 000 $ en frais.

LA VENTE SE POURSUIT, DERNIÈRE SEMAINE !

JUSQU'À 50 % de rabais sur plusieurs articles en magasin
LA SEULE DESTINATION DE CUIR
3459869
CANAPÉ PRAGUE FAIT EN ITALIE (TAN ET BRUN)
EN SOLDE 2395 $
RÉG. 3295 $
Arte Pelle® L'ART DE VIVRE.
CENTROPOLIS
1950, avenue Pierre Péladeau
(angle St-Martin et autoroute 15), Laval
(450) 978-3030



Nul besoin de faire des pieds et des mains pour produire la déclaration T4 de votre entreprise. Il suffit d'utiliser notre outil en ligne. Voilà l'un des multiples services électroniques sécurisés et rapides offerts aux entreprises à
arc.gc.ca/serviceselectroniques
Pointez. Cliquez. Le tour est joué.
Agence du revenu du Canada Canada Revenue Agency
Canada
3452052A
3453822



PHOTO RÉMI LEMÉE, ARCHIVES LA PRESSE ©
L'hôpital Sainte-Justine projette de doubler sa superficie d'ici 12 ans. Un projet qui déroge à huit règles d'urbanisme.

Sainte-Justine en audience publique

L'hôpital projette de doubler sa superficie

SARA CHAMPAGNE

Le projet de modernisation de l'hôpital Sainte-Justine passera sous la loupe de l'Office de consultation publique de Montréal, les 19 février et 14 mars prochains. La première séance permettra à la direction de l'hôpital de présenter son projet, tandis que la seconde accueillera les commentaires, positifs ou négatifs, des groupes associatifs et des citoyens.

L'hôpital spécialisé dans les soins pour enfants prévoit doubler sa superficie au cours des 12 prochaines années dans cinq nouveaux bâtiments ou ailes. Dans l'ensemble, le projet de modernisation déroge à au moins huit règles d'urbanisme (hauteur, alignement, stationnement, coupe d'arbres, etc.).

En plus de démolir le manoir Ronald McDonald pour le rebâtir derrière, avec huit chambres de plus, il est prévu de construire un garage étagé qui fera passer à 1800 le nombre de places de stationnement. La demande future est toutefois estimée à 2300 places, selon une étude de Dessau-Soprin.

La question de la coupe d'arbres risque par ailleurs de soulever plusieurs questions aux audiences publiques en raison de la présence, à 15 endroits, d'arbres « à valeur de conservation très élevée ». Sainte-Justine entend présenter un plan de reboisement.

Par ailleurs, selon les derniers chiffres fournis par la direction des communications de l'établissement, les travaux coûteront 503 millions. Mais, dans son dernier rapport, le vérificateur général du Québec prévoyait que le projet coûterait 20 % de plus, ce qui ferait grimper la facture à 615 millions.

Le monde CHANGE avec VOUS
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
Centre universitaire de formation continue
Des programmes et des formations continues en génie, en gestion de l'ingénierie, en informatique, en technologies de l'information, et plus encore…
Visitez notre site : www.USherbrooke.ca/cufc

3457858A

Les chiens guides pour sourds ne sont pas reconnus à Montréal

Ivan Shannon se bat pour son chien

CHRISTIANE DESJARDINS



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Sourd, Ivan Shannon Moran réclame que son chien guide Tally et lui soient admis dans tous les lieux publics. « C'est humiliant de se faire refuser dans un autobus ou dans les magasins », dit-il.

Certes, Tally a une drôle de bouille pour un chien guide, mais elle ne sort jamais sans son uniforme de travail fluo et accomplit parfaitement son travail, être les oreilles de son maître, Ivan Shannon Moran, qui est sourd. Alors pourquoi M. Moran doit-il livrer un combat perpétuel pour être admis dans les lieux publics avec Tally ?

« C'est humiliant de se faire refuser dans un autobus ou dans les magasins. Je me sens comme un citoyen de deuxième classe », raconte le sexagénaire, qui ne compte plus les fois où on lui a fait des misères. Ou plutôt si, il les compte : depuis ce jour béni où il a eu Tally, il y a cinq ans, il s'est fait refuser 160 fois dans le métro, l'autobus, le train, les taxis ou les magasins.

« Les gens ne croient pas qu'il existe des chiens guides autres que ceux de Mira pour les aveugles, dit-il. Mais ce n'est pas le cas. Moi, j'ai eu le mien de la Fondation des Lions, en Ontario, et il est entraîné pour aider une personne sourde. »

M. Moran est devenu sourd subitement en 1997, en raison d'une erreur médicale pour laquelle il a d'ailleurs été indemnisé. Des surdoses d'antibiotiques l'ont plongé dans le coma et lui ont détruit l'oreille interne. Quand il s'est réveillé, il avait perdu l'ouïe. N'étant pas habitué de vivre dans le silence total, il est devenu craintif et ne sortait plus. L'implant cochléaire qu'il a obtenu lui permet d'entendre un peu, mais il a ses limites et il doit l'enlever pour dormir.

Quand il a entendu parler des chiens guides qui peuvent prévenir leur maître quand on frappe à la porte, que le détecteur de fumée se déclenche ou qu'une voiture arrive, il en a demandé un. Il a obtenu Tally en février 2002. « Je suis le premier à Montréal à avoir eu un chien guide pour les sourds, dit-il. Tally m'a redonné ma dignité. »

M. Moran ne s'attendait toutefois pas à se heurter à de si nombreuses barrières. Il traîne toujours le « permis de travail » de Tally avec lui. Mais les gens demeurent sceptiques, dit-il. Et cela prend parfois des proportions démesurées.

Il vient d'ailleurs d'intenter une poursuite de 75 000 $ contre le 2020 University et la compagnie Dollarama, pour un incident survenu le 3 février 2006. Il raconte que, ce jour-là, un gardien de sécurité lui a ordonné de sortir du centre commercial avec son chien. M. Moran lui a expliqué la situation, mais l'homme ne voulait rien entendre et l'a suivi dans le Dollarama. À cet endroit, on a refusé de le servir pour la même raison. Finalement, M. Moran dit avoir été maîtrisé et maintenu par terre par trois gardiens de sécurité. On lui a mis un genou dans le dos pour l'empêcher de se relever. Il a été humilié devant les autres clients, déplore-t-il.

Ce n'est pas le premier incident brutal qu'il a vécu. Il dit avoir déposé de multiples plaintes auprès de la STM en raison de la réaction de chauffeurs, et une poursuite contre la Ville de Montréal est toujours en cours.

« C'est garanti par la Charte des droits et libertés : je peux aller partout avec mon chien guide, sauf dans une salle d'opération. C'est la loi », conclut-il, en souhaitant que les gens soient sensibilisés à la question.

Les Éditions

gesca

sont actuellement à la recherche d'un

JOURNALISTE DE SPORT

Les Éditions Gesca publient des magazines spécialisés sur des sujets comme le sport automobile (Paddock) ou le golf (*Revue Golf – AGP International*), le hockey (*Hockey le magazine*), ainsi que la cuisine (*Ricardo*), la décoration et le bricolage (*Inspirations Manon LeBlanc*), en plus de réaliser des DVDs et d'organiser chaque année le salon *ExpoGolf*. Avec une équipe stimulante et dynamique, *Les Éditions Gesca* offrent de nombreux défis. *Les Éditions Gesca* font partie de *Gesca*, une entreprise en plein développement dont les différentes filiales publient entre autres des quotidiens, notamment *La Presse* et *Le Soleil* et des sites web d'information, avec *Cyberpresse* et ses divisions.

LE POSTE

Pour nos différents magazines de sport, vous serez appelé à rédiger des reportages et des dossiers sur le golf, le hockey, le ski et la course automobile.

LES EXIGENCES

- Détenir un Baccalauréat en journalisme;
- Posséder trois (3) à cinq (5) années d'expérience dont au moins une (1) en rédaction sportive;
- Être bilingue à l'oral et à l'écrit, avoir un bon esprit d'analyse et de synthèse et être créatif;
- Se démarquer par ses capacités à travailler dans divers milieux et sous pression;
- Posséder une bonne connaissance du domaine sportif ainsi qu'une bonne culture générale.

LA RÉMUNÉRATION

Nous offrons un **salaire concurrentiel** et une **gamme d'avantages sociaux**. Si vous êtes intéressé, faites-nous parvenir votre curriculum vitae **le plus rapidement possible** à :

Service des ressources humaines
7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec)
H2Y 1K9
rhumaines@lapresse.ca

L'emploi du masculin vise essentiellement à alléger le texte.
Nous remercions tous les candidats de leur intérêt, mais seules les personnes sélectionnées feront l'objet d'un suivi.

3457698

3459585



Serez-vous à la hauteur ?

Tournoi des mètres
Lundi et mardi 19 h 30
Jeu-questionnaire animé par Martin Drainville

3457714A

Club Med
LAROUSSE

telequebec.tv

ACTUALITÉS

Une tête dirigeante des Hells libérée

ANDRÉ CÉDILOT

Le président des Hells Angels de Trois-Rivières, Daniel Johnny Royer, vient de recouvrer sa liberté après avoir passé les six dernières années derrière les barreaux. Comme il avait écopé d'une peine de huit ans, il devra rendre des comptes à la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) jusqu'à l'automne 2009.

Au cours des deux prochaines années, le riche narcotrafiquant de 49 ans devra faire état de ses revenus et dépenses à son agent de surveillance. Il lui est aussi interdit de fréquenter les débits d'alcool, sauf les restaurants, où il risque trop de rencontrer un de ses « frères » motards ou un quelconque criminel qu'il a côtoyé dans le milieu interlope depuis 30 ans.

Arrêté lors de la désormais célèbre opération Printemps 2001, Royer a été parmi les premiers à passer aux aveux. Il s'est reconnu coupable de trafic de drogue et de gangstérisme. Selon les livres comptables des Hells, Royer était le détenteur du compte codé appartenant au chapitre de Trois-Rivières. En l'espace de cinq mois, de juillet à novembre 2000, on y a fait état de la vente de 78 kg de cocaïne.

Avec Louis Melou Roy, assassiné au milieu de l'an 2000, Royer est l'un des membres fondateurs des Hells Angels de Trois-Rivières. Après la mort du motard saguenéen – il s'agirait d'un règlement de comptes interne commandé par les Nomads –, Royer a pris les rênes du club. Il a aussi hérité d'une bonne partie du prolifique commerce de drogue du défunt. Le territoire de Roy allait du Saguenay jusque sur la Côte-Nord, en passant par Québec, Trois-Rivières et Montréal. Roy et son gang faisaient autant dans la cocaïne que le haschisch et la marijuana. Il exportait aussi du *pot* aux États-Unis.

À la fin des années 90, Royer et Melou Roy avaient écopé une amende de 20 000 $ chacun pour ne pas avoir produit de déclarations de revenus de 1990 à 1993. Le casier judiciaire de Royer remonte à 1978. Il fait état de vols, fraude, vol à main armée, recel et autres. Le plus inquiétant, c'est que Royer demeure « indifférent au sujet de l'impact sur autrui de sa vie criminelle », écrivent les commissaire dans leur rapport. Même en prison, il a été mêlé à des « rackets maison ».

De ce fait, il serait étonnant que Royer troque son écusson des Hells contre un masque de soudeur, métier qu'il a appris durant ses années d'incarcération. Cette formation lui a permis de bénéficier de permissions de sortie sans escorte pour travailler et voir sa famille. La CNLC considère néanmoins la conjointe et le beau-père de Royer comme des « sources acceptables de soutien social ».

EN BREF

Un homme tente de tuer sa mère

Un homme de 26 ans a été arrêté hier matin après qu'il eut sauvagement attaqué sa propre mère. L'événement s'est produit dans un immeuble de la rue Saint-Ambroise vers 3 h du matin, dans la nuit de jeudi à hier. L'homme, qui habite avec sa mère, l'aurait battue avec un objet contondant, lui infligeant plusieurs blessures sérieuses, dont des fractures au visage, aux bras et au crâne. La police a été dépêchée sur les lieux grâce à un appel au 911. La mère, âgée de 53 ans, a été transportée à l'hôpital. « On craignait pour sa vie, mais je suis heureux de dire qu'elle est maintenant hors de danger, dit Robert Mansueto, porte-parole du SPVM. Elle est actuellement maintenue dans un coma artificiel. » Selon le SPVM, le jeune homme sera prochainement accusé de tentative de meurtre.
Mario Girard

Un Américain meurt en motoneige

Un Américain de 51 ans, William Randall, est mort dans une collision frontale entre deux motoneiges jeudi soir, alors qu'il circulait dans un sentier régional près de Saint-Ambroise, au Saguenay. Selon l'attaché aux affaires publiques de Saguenay, Bruno Cormier, l'Américain était seul sur son véhicule et en suivait un autre lorsqu'il est entré en collision avec une motoneige conduite par un Jonquiérois âgé de 41 ans. William Randall est mort sur le coup. L'homme de Jonquière a été gravement blessé. Il a d'abord été conduit au Complexe hospitalier de la Sagamie avant d'être transféré à Québec. Il souffre d'un traumatisme crânien, et les prochaines heures vont être déterminantes.
Presse Canadienne

L'Hôpital juif devrait dédommager un ambulancier

Yvon Verreault, un ambulancier qui avait été expulsé de l'Hôpital général juif de Montréal parce qu'il voulait manger un spaghetti non casher dans une zone casher, devrait recevoir une compensation de 10 000 $ a rapporté le réseau TVA hier soir. Selon la Commission des droits de la personne, l'hôpital a manqué à son obligation d'accommodement raisonnable.
Presse Canadienne

COLLÈGE LASALLE

« Une formation sans compromis »



Portes ouvertes!

Samedi 3 février 2007, de 10 h à 16 h

Mardi 6 février 2007, de 11 h à 20 h

Choisissez votre DEC!

Mode · Informatique · Sciences et techniques humaines · Gestion internationale · Hôtellerie et tourisme

*Cours de jour ou du soir, en français ou en anglais.

Le Centre de formation des adultes offre également une gamme de formations intensives subventionnées, AEC, de jour ou du soir, dans les domaines mentionnés.

514 939-2006
1-800-363-3541
2000, rue Sainte-Catherine Ouest
Montréal (Québec) H3H 2T2
www.clasalle.com

ATWATER GUY

3454810A 3454817

Kaymed
Un lit pour la vie
Réagit Réconforte Rajeunit

Nos heures de travail sont plus longues et nos nuits, plus courtes. Sans un sommeil réparateur, notre corps ne peut tenir le rythme très longtemps.Un sommeil de qualité est primordial pour refaire notre plein d'énergie.





Nouveau au Québec et directement d'Irlande.



Kaymed, 40 ans d'expertise médicale et chef de file technologique en matière de sommeil.

Nahtajo
Brossard • 450 445-1216

Matelas Bonne Nuit
Granby • 450 375-5073

Centre Chiro Express
Montréal • 514 875-0202

La Massagerie
Montréal • 514 529-6153

Tout pour le dos
Montréal • 514 383-0595

Multi Matelas St-Cyr
Repentigny • 450 582-0637

Multi Meubles Gilles Boisvert
Sherbrooke • 819 563-4743

Multi Meubles Serge Prévost
Ste-Agathe-des-Monts • 819 326-3442

Multi Meubles Clavel
St-Jérôme • 450 438-3678

Boutique Michel Bourgeois
Ste-Marceline
1 888 797-5522

Multi Meubles Sevigny
Weedon • 819 877-2897

3457025A

Canapés SOLDE Chaud

EN FOLIE ! Chaud

Économisez sur tous nos mobiliers de salon... Même les commandes spéciales !

COMPLÉTEZ VOTRE DÉCOR tout en épargnant 10% additionnel sur tous les produits accessoires pour la salle de séjour! extra 10%



Toscana Canapé composable en cuir et microfibre
SOLDE 2 999$



Santana Canapé en cuir
SOLDE 1 099$



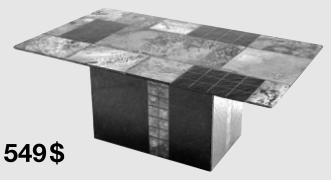
Levanzo Canapé en cuir
SOLDE 1 899$



Loretto Canapé composable en cuir 4 pièces
SOLDE 4 499$



Pienza Canapé composable en cuir
SOLDE 2 199$



Amalfi Table à café
SOLDE 549$



Pienza Table à café
SOLDE 499$

style&nouveautés



Oliviero Unité murale
SOLDE 1 699$



Alonza Fauteuil pivotant
SOLDE 899$



Romeo Fauteuil
SOLDE 499$

mobilia POUR LE STYLE

EN SEMAINE, TOUS NOS MAGASINS SONT OUVERTS JUSQU'À 21 H !

MONTREAL 514.284.MOBI
625, de Maisonneuve O.

POINTE-CLAIRE 514.695.8880
Méga Centre des Sources: 2345, Aut.40

ST-LEONARD 514.253.1070
6855, Jean-Talon E.

BROSSARD 450.462.1264
8505, boul Taschereau O. MOBILIA & THOMASVILLE

LAVAL 450.687.1447
Centre Décor 440: 3916, Aut. 440 W.

ST-HUBERT 450.443.5557
1515, boul des Promenades

*Détails en magasin. Offre non assujettie aux soldes antérieurs. Les prix sont en vigueur pour une durée limitée. Les illustrations peuvent légèrement différer des articles visés. Février 2007.

Venez nous visiter www.mobilia.ca

3456244A

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur **cyberpresse.ca/monde**

LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS
Exécutions suspendues

Le gouverneur démocrate du Tennessee a décidé hier de suspendre pendant trois mois toutes les exécutions prévues dans son État. Il souhaite revoir le procédé des exécutions par injection. Il s'agit du quatrième État américain à agir ainsi en raison du débat sur le bien-fondé de l'injection mortelle comme méthode d'exécution. Celle-ci consiste en l'administration de trois produits : le premier endort, le deuxième paralyse et le dernier arrête le coeur. Si le premier est mal administré, les deux suivants sont très douloureux. – AFP

IRAK
Hélicoptère abattu

La section irakienne d'Al-Qaeda a revendiqué l'attaque contre un hélicoptère américain Apache, qui s'est écrasé hier dans la région de Taji, au nord de Bagdad. Un communiqué, dont l'authenticité ne peut être établie, promet un film de l'opération. Un responsable américain de la Défense a confirmé la perte d'un hélicoptère AH-64 Apache, apparemment à la suite de tirs ennemis. Il n'a pas été en mesure de dire ce qu'il était advenu des deux membres de l'équipage. – AFP

RUSSIE
Neige jaune sans danger

Une neige d'une couleur jaune à orange, à l'odeur de moisi, tombée sur plusieurs villages de Sibérie occidentale est sans danger pour la santé humaine, a annoncé la direction régionale du ministère des Situations d'urgence. L'indice de toxicité de la neige serait dans les limites de la norme, sauf dans le cas du fer. Selon les autorités, la cause la plus probable de cette neige est « un rejet d'usines métallurgiques ». – AFP

RD-CONGO
Près de 100 morts

Les violences qui ont secoué la province du Bas-Congo pendant plusieurs jours après des élections locales contestées ont fait une centaine de morts et une trentaine de blessés, ont annoncé des organisations humanitaires. Des manifestations violentes, réprimées par les forces de sécurité, ont éclaté lundi et ont duré plusieurs jours. Les manifestations ont eu lieu à l'appel du groupe Bundu Dia Kongo, qui soutient l'opposant Jean-Pierre Bemba, candidat malheureux à la présidentielle l'an dernier. – AP

AFGHANISTAN
Progrès des talibans

Les autorités afghanes ont annoncé avoir perdu le contrôle de la localité de Musa Qala dans le sud du pays, après une attaque perpétrée dans la nuit de jeudi à vendredi par les talibans. Une certaine confusion régnait toutefois puisque le ministère de la Défense britannique contestait que la ville ait été perdue par les autorités afghanes. L'automne dernier, selon un accord très controversé, des chefs tribaux ont accepté que les talibans quittent ce district si les soldats britanniques de l'OTAN faisaient de même. – AFP

PROCHE-ORIENT
Le Quartette soutient Rice

Le Quartette pour le Proche-Orient a apporté hier son soutien aux efforts de Washington en faveur de la paix israélo-palestinienne et réaffirmé les conditions préalables à une levée de l'embargo financier imposé au Hamas. Réunis à Washington au moment où de nouvelles violences embrasent les Territoires, les chefs de la diplomatie du Quartette (États-Unis, Union européenne, Russie et ONU) ont apporté leur soutien à l'initiative de la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, pour accélérer le plan de paix international visant à créer un État palestinien. – AFP

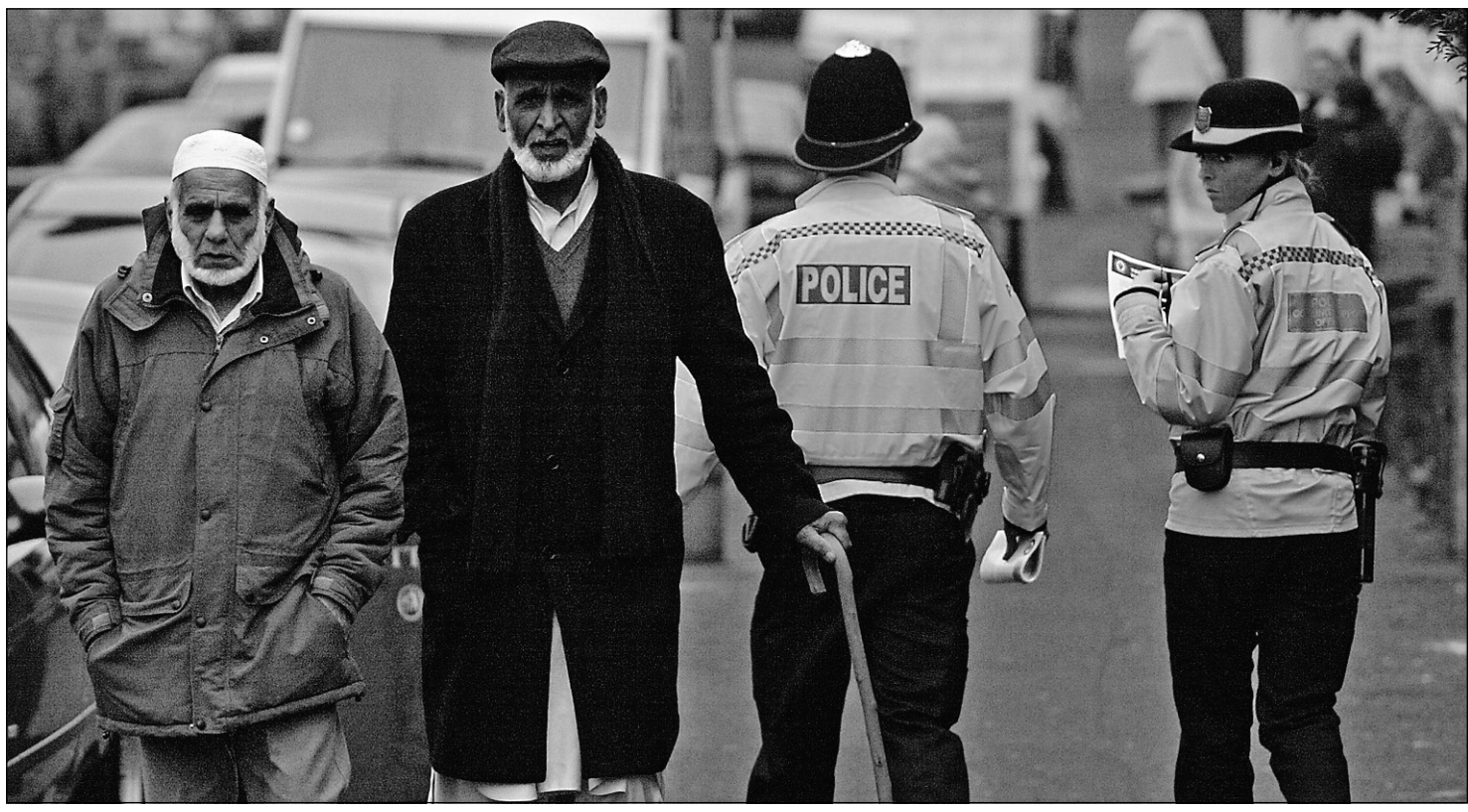


PHOTO PAUL ELLIS, AFP

La présence de policiers distribuant des tracts multilingues n'a pas suffi à rassurer les résidants d'origine pakistanaise de Birmingham. Plusieurs ont affirmé à *La Presse*, hier, être victimes de persécution.

Opération antiterroriste en Grande-Bretagne

Malaise à Birmingham

MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

BIRMINGHAM — Choc. Colère. Méfiance. Ces mots sont sur toutes les lèvres des musulmans de Birmingham depuis l'arrestation de neuf suspects mercredi dernier.

Les Britanniques d'origine pakistanaise rencontrés par *La Presse* hier refusaient de croire à la thèse d'un complot terroriste. Encore moins à un acte aussi barbare que la décapitation filmée d'un soldat britannique d'origine musulmane. Ils s'estiment plutôt victimes d'une chasse aux sorcières dictée par l'ordre du jour politique du gouvernement Blair.

Dans le quartier d'Alum Rock, où les policiers passaient au peigne fin les maisons de deux suspects, la vie reprenait son cours normal hier. Du moins en apparence. Car chez le barbier, les restos de viande halal et les boutiques de hidjabs, les clients ne discutaient que des raids de mercredi. Malgré les tracts multilingues distribués jeudi par des policiers voulant calmer le jeu, les résidants se disaient toujours victimes de persécution.

Mohammed Riaz, un restaurateur, s'inquiétait de l'impact sur le moral de la communauté. « Même si les suspects sont innocents, le mal est fait. Il y a déjà eu d'autres opérations antiterroristes dans le coin mais aucune de cette ampleur. Les gens interrogés par le passé ont toujours été relâchés. Ce sera encore le cas cette fois-ci, mais les policiers le feront en douce, sans alerter les médias », prédit l'homme de 37 ans.

Au coin de la rue Jackson, la petite épicerie où travaille Amjad Mahmoud, un des suspects, était placardée de planches de bois. Sur la devanture défraîchie, les mots « Khan General Store » étaient grossièrement peints en noir.

« Son père est mort d'inquiétude, explique Shankat Ali, un ami de la famille. La police refuse de lui dire quoi que ce soit sur les preuves qui pèsent contre son fils. » Adil Hussain, un adolescent coiffé d'une casquette, affirmait de son côté que son frère de 19 ans venait de quitter l'armée britannique par peur de représailles. « Il a décidé de tout lâcher quand il a appris que le complot visait des soldats musulmans! »

Une mauvaise nouvelle pour l'armée britannique, elle qui multiplie les opérations de charme auprès des jeunes musulmans depuis le début de la guerre en Irak. Ceux-ci représentent seulement 0,3 % des soldats britanniques.

Quelle intégration?

Plusieurs musulmans affirmaient que cette opération servait d'écran de fumée face aux ennuis de Blair. Le premier ministre a été interrogé il y a une semaine par Scotland Yard, qui enquête sur le financement douteux de son parti.

« N'est-ce pas un drôle de hasard que la nouvelle soit sortie le même jour que les arrestations? » faisait remarquer Mohammed, un chauffeur de taxi barbu qui a voulu taire son nom de famille.

Les Anglais d'Alum Rock, eux, exprimaient un tout autre ras-le-bol. Alors que Birmingham est vanté par les politiciens comme un modèle de multiculturalisme – un habitant sur cinq est musulman –, les blancs minoritaires des quartiers ethniques dressent un portrait bien différent.

Stephen Scott sert une majorité de clients pakistanais dans son restaurant de *fish and chips*. Il ne compte toutefois pas un seul ami musulman. « Les tensions sont plus vives depuis trois ou quatre ans », dit-il.

De son côté, Paul Smith n'était pas étonné des perquisitions policières. « Il y a un gros problème d'intégration! Les musulmans ne se mêlent pas aux autres communautés, que ce soit nous, les hindous ou les sikhs. Il y aura des émeutes, si ça continue comme ça », prévient l'ancien travailleur communautaire.

Tahir Abbas, professeur à l'université de Birmingham, confirme que les groupes ethniques vivent en vase clos. « Les divisions entre les communautés crèvent les yeux. C'est un peu la faute au gouvernement, qui dirige les immigrés vers les mêmes arrondissements défavorisés. Il n'y a pas un endroit au monde où le multiculturalisme a réussi », croit l'expert en relations ethniques.

Même s'il doute de la culpabilité des suspects, il admet qu'une minorité de jeunes se radicalise. « Certains prédicateurs fondamentalistes ont été invités par des mosquées à Birmingham. Mais les jeunes n'ont qu'à regarder les bulletins d'informations ou à surfer sur Internet pour nourrir leur colère. »

La semaine dernière, un sondage a confirmé cette tendance en révélant entre autres choses que 13 % des musulmans britanniques âgés de 16 à 24 ans admirent des organisations comme Al-Qaeda.

UNE TAUPE CHEZ LES SOLDATS?

Les présumés terroristes de Birmingham ont réussi à obtenir les noms et les adresses de 25 soldats britanniques musulmans. C'est ce qu'a affirmé le quotidien *The Times* hier en précisant que le ministère de la Défense était sur le pied d'alerte afin de retracer la « taupe » qui aurait livré ces informations confidentielles. On en savait d'ailleurs un peu plus sur les suspects hier. Trois d'entre eux ont été identifiés par la presse britannique. Il s'agit d'Azzar Iqbal, propriétaire d'une pizzeria, Amjad Mahmoud, épicier et père de deux enfants et Zahour Iqbal, un enseignant et père de famille de 29 ans. Le *Evening Standard* a publié une photo de ce dernier en train de jouer au cricket. Les perquisitions dans 18 maisons et commerces se poursuivaient à Birmingham. L'imam de la principale mosquée, la deuxième au pays, a profité de la prière du vendredi pour demander aux 2000 fidèles présents de « contrôler » leur colère.
— Mali Isle Paquin, ollaboration spéciale

TURQUIE / Assassinat du journaliste Hrant Dink

La publication de « photos souvenirs » fait scandale



PHOTO AFP

Cette photo datée du 21 janvier montre le jeune Ogun Samast, un drapeau turc dans les mains. Les autorités locales sont dans l'embarras depuis la découverte de ces « souvenirs » captés par des policiers en compagnie de l'accusé.

D'APRÈS AFP

ISTANBUL — Les forces de sécurité turques ont été de nouveau mises dans l'embarras hier dans l'enquête sur le meurtre du journaliste d'origine arménienne Hrant Dink, avec la publication de « photos souvenirs » montrant des policiers et des gendarmes posant avec le tueur présumé.

Sur des images et des photos publiées par les médias, on voit le jeune suspect, visiblement fatigué et incrédule, déployant un drapeau turc, en compagnie de deux agents de sécurité décontractés.

Ils posent devant un calendrier sur lequel figure la citation suivante du fondateur de la Turquie, Mustafa Kemal Atatürk: « La terre de la mère-patrie est sacrée. Elle ne peut être abandonnée à son sort. » La scène se passe à Samsun, ville portuaire du nord du pays, où Ogun Samast, un adolescent de 17 ans qui a avoué avoir tué le journaliste le 19 janvier à Istanbul, a été arrêté le lendemain.

Le procureur de Samsun a indiqué à l'agence Anatolie qu'une enquête visant la police et la gendarmerie, corps d'armée qui dépend du ministère de l'Intérieur, avait été ouverte sur cet incident.

Quatre gendarmes et quatre policiers de Samsun impliqués dans ce scandale ont ensuite été démis de leurs fonctions, a rapporté Anatolie, citant des sources du ministère de l'Intérieur.

La police est déjà sous le feu d'allégations selon lesquelles elle aurait été informée il y a un an d'un projet d'assassinat du journaliste, détesté par les cercles nationalistes en raison de ses remarques sur le génocide arménien sous l'Empire ottoman, mais n'y a pas donné suite. La presse libérale et le principal parti d'opposition au Parlement ont réclamé la tête du ministre de l'Intérieur et du chef de la police stambouliote, les accusant de n'avoir pas protégé M. Dink. Ce dernier avait écrit dans son journal, *Agos*, avoir reçu des menaces de mort. Hier, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a clairement rejeté cette éventualité.

Dans ce nouveau scandale, les journaux s'en sont pris aux forces de sécurité de Samsun pour avoir présenté le jeune assassin présumé comme un « héros ». « Il ne manquait plus que de donner un baiser sur le front de l'assassin », martelait le quotidien *Radikal* tandis que, pour le journal *Vatan*, « ces images sont encore plus graves que le meurtre lui-même ».

MONDE

RWANDA

Une demande d'asile qui crée la controverse en France

MARC THIBODEAU

PARIS — La France, qui est accusée par le Rwanda d'avoir soutenu le génocide de 1994, acceptera-t-elle d'accorder l'asile à la veuve de l'ex-président hutu Juvenal Habyarimana ?

Agathe Habyarimana avait été « exfiltrée » du petit pays d'Afrique centrale par des soldats français alors que débutait le massacre de centaines de milliers de Tutsis et de Hutus modérés. Après avoir vécu pendant des années dans la clandestinité avec la protection du gouvernement hexagonal, elle a présenté en 2004 une demande visant à régulariser sa situation.

L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) lui a opposé une fin de non-recevoir en janvier en soulignant qu'il y avait de « sérieuses raisons » de croire qu'elle avait participé « en tant qu'instigatrice ou complice à la commission du crime de génocide ».

L'une des filles de M^me^ Habyarimana, Rose-Marie, qui habite à Ottawa, a évoqué en réaction au jugement la possibilité que sa mère demande l'asile politique au Canada.

Sa cause a néanmoins été portée en appel devant la Commission française de recours des réfugiés, qui doit rendre sa décision à la mi-février. Lors d'une journée d'audience la semaine dernière, le rapporteur de la commission, Jan Kosmaluk, a affirmé que M^me^ Habyarimana était « au cœur du régime qui a planifié le génocide ».

La principale intéressée affirme qu'elle n'a jamais joué le moindre rôle politique au Rwanda et évitait toute conversation à ce sujet avec son mari, tué lors d'un attentat ciblant l'avion présidentiel le 6 avril 1994. « Tout ce qui a été dit est faux, tout est mensonge, fabriqué par les opposants. C'est pour ça que je n'ai pas peur d'en parler », a déclaré M^me^ Habyarimana, qui nie avoir contribué au financement de médias rwandais ayant incité les Hutus à s'en prendre aux Tutsis.



PHOTO RICARDO GANGALE, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

L'autel dévasté de l'église de Ntarama, où plus 5000 villageois ont péri en 1994. Le génocide a fait plus d'un demi-million de victimes en 100 jours.

Ses avocats ont fait valoir qu'elle ne faisait l'objet d'aucune plainte en France et n'était pas recherchée par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), chargé de juger les responsables du génocide.

Sharon Courtoux, de Survie, une association française s'étant donné pour objectif « d'assainir » les relations entre la France et l'Afrique, estime qu'il est « risible » d'affirmer que la femme du président hutu se contentait de « faire du jardinage et de s'occuper des enfants ». « Il est à peu près certain qu'elle n'est pas pour rien dans cette affaire (le génocide) », dit-elle.

L'exfiltration de M^me^ Habyarimana dans les jours suivants l'attentat contre son mari constitue, selon la porte-parole de Survie, un « geste symbolique au plus haut point » qui témoigne de l'étroitesse des liens existant à l'époque entre le régime hutu et la France.

La cause de la veuve de l'ex-président hutu survient alors que les relations entre les deux pays sont au plus bas. Kigali, en réponse à une enquête judiciaire française imputant à l'actuel président, le Tutsi Paul Kagame, la responsabilité de l'attentat contre Juvenal Habyarimana, a rompu les relations diplomatiques avec Paris à la fin de novembre Le régime rwandais soutient que l'armée française a sciemment appuyé les dirigeants hutus de l'époque, une accusation énergiquement rejetée par la France.

Belgrade rejette le nouveau plan pour le Kosovo

AGENCE FRANCE-PRESSE

PRISTINA — Le médiateur de l'ONU Martti Ahtisaari a présenté hier un plan qui ouvre la voie à une forme de souveraineté pour le Kosovo, provoquant un rejet de Belgrade sans même avoir évoqué l'indépendance, réclamée par les Kosovars albanais.

Les leaders serbes et kosovars albanais ont interprété de la même manière les propositions que M. Ahtisaari a présentées successivement à Belgrade et Pristina, estimant qu'elles conduiraient à terme à une indépendance du Kosovo.

« Le plan Ahtisaari ouvre la possibilité d'un Kosovo indépendant (...) la Serbie et moi-même, en ma qualité de président, n'accepterons jamais l'indépendance du Kosovo », a dit le président serbe Boris Tadic, considéré comme un réformateur pro-européen.

Le premier ministre serbe sortant, Vojislav Kostunica, a qualifié d'« illégitime » le plan de M. Ahtisaari, qu'il a accusé d'avoir « clairement outrepassé son mandat ».

Pour sa part, le président kosovar Fatmir Sejdiu a déclaré que la proposition du médiateur de l'ONU « aboutira à un État indépendant du Kosovo », en soulignant que les leaders kosovars l'acceptaient et présenteraient « très rapidement » commentaires et suggestions.

M. Ahtisaari a pourtant pris soin de ne pas utiliser le mot « indépendance » pour ne pas irriter Belgrade et donner ainsi une chance à de nouvelles négociations entre responsables serbes et kosovars albanais. « Nous avons l'intention d'inviter les parties à de nouvelles consultations (...) un compromis est important et ce n'est qu'après que je finaliserai ma proposition pour le Conseil de sécurité » de l'ONU, a-t-il dit à Belgrade. Mais il s'est déclaré pessimiste sur la possibilité d'un compromis. « Je ne suis pas terriblement optimiste. La position des deux parties est tout à fait claire », a-t-il déclaré en conférence de presse à Pristina.

ON DIT BIEN DES CHOSES SUR LE COÛT DES MÉDICAMENTS D'ORDONNANCE.

MAIS QUEL EST LE COÛT RÉEL DE CES MÉDICAMENTS ?



Moins de 10 cents de chaque dollar consacré aux soins de santé au Québec[1] !

Considérons maintenant comment ils contribuent à réduire…

- **les taux de mortalité :**
  le nombre des décès attribuables aux crises cardiaques a diminué de 64 % ; les décès liés à la bronchite, l'asthme et l'emphysème sont aujourd'hui 71 % moins nombreux ; et le taux de mortalité associé au VIH / sida a chuté de 78 %[2].

- **le nombre d'hospitalisations :**
  diabète – baisse de 39 % ; maladies respiratoires – baisse de 44 % ; maladies du foie – baisse de 31 %[2].

Nous croyons que, lorsque votre médecin vous prescrit un médicament d'origine breveté, il s'agit là d'un bon investissement dans votre santé et votre qualité de vie. Et vous ?

R&D MC

Les compagnies de recherche pharmaceutique du Canada

www.canadapharma.org

Références : 1. Calcul de Rx&D basé sur des données de l'Institut Canadien D'information sur la santé, IMS Health Canada et CEPMB, rapports publiés en 2006.
2. Sur une période de 20 ans. Source : Eco-Santé OCDE, rapport publié en 2006.

3457056A

3458614

ANGLAIS

CONVERSATION OU ANGLAIS DES AFFAIRES
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue

À temps partiel et semi-intensif
matin, après-midi, soir, samedi
1 à 7 fois/sem. • 375 $/45 h*

COURS INTENSIF
de jour, 25 h/semaine
165 $ à 183 $/semaine*

*matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 $

Formation en Entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues

Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3e étage, Montréal
(514) 278-5309 www.converlang.com
Laurier

3451472 3460571

PROMOTION

SALON CHALETS ET MAISONS DE CAMPAGNE

UN CAHIER SPÉCIAL À NE PAS MANQUER
LE SAMEDI 10 FÉVRIER DANS
LA PRESSE

3455050

CONGRÈS MONDIAL CONTRE LA PEINE DE MORT

La volte-face d'un procureur texan

MARC THIBODEAU

PARIS — Sam Millsap n'a pas exactement le profil type des participants au troisième Congrès mondial contre la peine de mort, qui débutait jeudi à la Cité internationale universitaire de Paris.

« Je suis comme l'âne à deux têtes que tout le monde veut voir à la foire », souligne en riant cet avocat du Texas, qui toise ses interlocuteurs d'un air sévère. Un air qui a sans doute beaucoup servi à l'époque où il agissait à titre de procureur pour la Ville de San Antonio, au début des années 80.

« Dans le cadre de mon travail, j'ai obtenu que huit ou neuf personnes soient condamnées à mort et elles ont toutes été exécutées », souligne en entrevue M. Millsap, aujourd'hui opposant convaincu de la peine de mort.

« Je suis comme l'âne à deux têtes que tout le monde veut voir à la foire. »

Sa « conversion » a été longue puisqu'il affirme n'avoir pratiquement jamais pensé à cette question dans les 15 ans qui ont suivi son passage à la pratique privée.

La multiplication des tests d'ADN démontrant l'imperfection du système judiciaire ainsi que la révélation, par des étudiants de Chicago, que plusieurs hommes ont été injustement condamnés à mort ont d'abord secoué ses convictions. Mais le coup de grâce est venu de la démonstration, par un journal de Houston, qu'un homme exécuté à l'issue d'une cause chapeautée par M. Millsap lui-même était innocent.

« Ça m'a brisé le cœur... Je n'aurais jamais dû demander la peine capitale dans cette cause, mais j'étais jeune. J'avais 34 ans à l'époque », indique l'avocat, qui s'oppose à la peine de mort pour des raisons techniques liées à l'imperfection du système judiciaire et non pour des raisons morales.

La morale a d'ailleurs peu à voir avec la baisse du nombre d'exécutions observée aux États-Unis depuis cinq ans (56 en 2006, en baisse de 45 % par rapport à 1999). Comme pour M. Millsap, ce sont surtout les inquiétudes sur le système judiciaire qui expliquent la tendance, relève Frank Baumgartner, professeur de sciences politiques à l'Université de Pennsylvanie. Le géant américain, qui compte encore 3000 personnes dans les « corridors de la mort », demeure une cible de choix pour les opposants à la peine capitale.

On compte aujourd'hui 122 pays sur 196 qui ont aboli la peine capitale ou qui ont cessé d'exécuter les condamnés.

Selon Pierre Bannister, coordonnateur de la campagne contre la peine de mort d'Amnistie internationale, le contexte est propice pour réaliser des percées en Afrique et en Asie. La Chine, qui exécuterait environ 10 000 personnes par an, demeure un défi de taille. L'organisation Ensemble contre la peine de mort a indiqué qu'elle entendait lancer une pétition pour convaincre le pays d'adopter un moratoire sur les exécutions avant les Jeux olympiques. Les organisations contre la peine de mort espèrent obtenir des Nations unies, d'ici quelques années, l'adoption d'une résolution réclamant un moratoire universel, premier pas vers l'abolition pure et simple des exécutions.

Irak : le pire est à venir

D'APRÈS L'AFP

WASHINGTON — Le renseignement américain a affirmé hier que la situation risque de se dégrader encore en Irak si rien n'est fait pour arrêter les violences entre les communautés chiite et sunnite.

Au cours des 12 à 18 prochains mois, il est possible que « la situation sécuritaire continue de se détériorer à un rythme comparable à celui de la fin de l'année 2006 », selon un rapport réalisé par les 16 agences contribuant au renseignement américain.

Le document estime qu'un retrait rapide des troupes américaines, réclamé par l'opposition démocrate, serait catastrophique: « Si un retrait rapide avait lieu, nous estimons que les forces de sécurité irakiennes ne survivraient probablement pas en tant qu'institution nationale non confessionnelle. » Le résultat serait « une violence croissante et un désordre politique », une possible intervention de voisins de l'Irak et des attaques accrues par Al-Qaeda à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

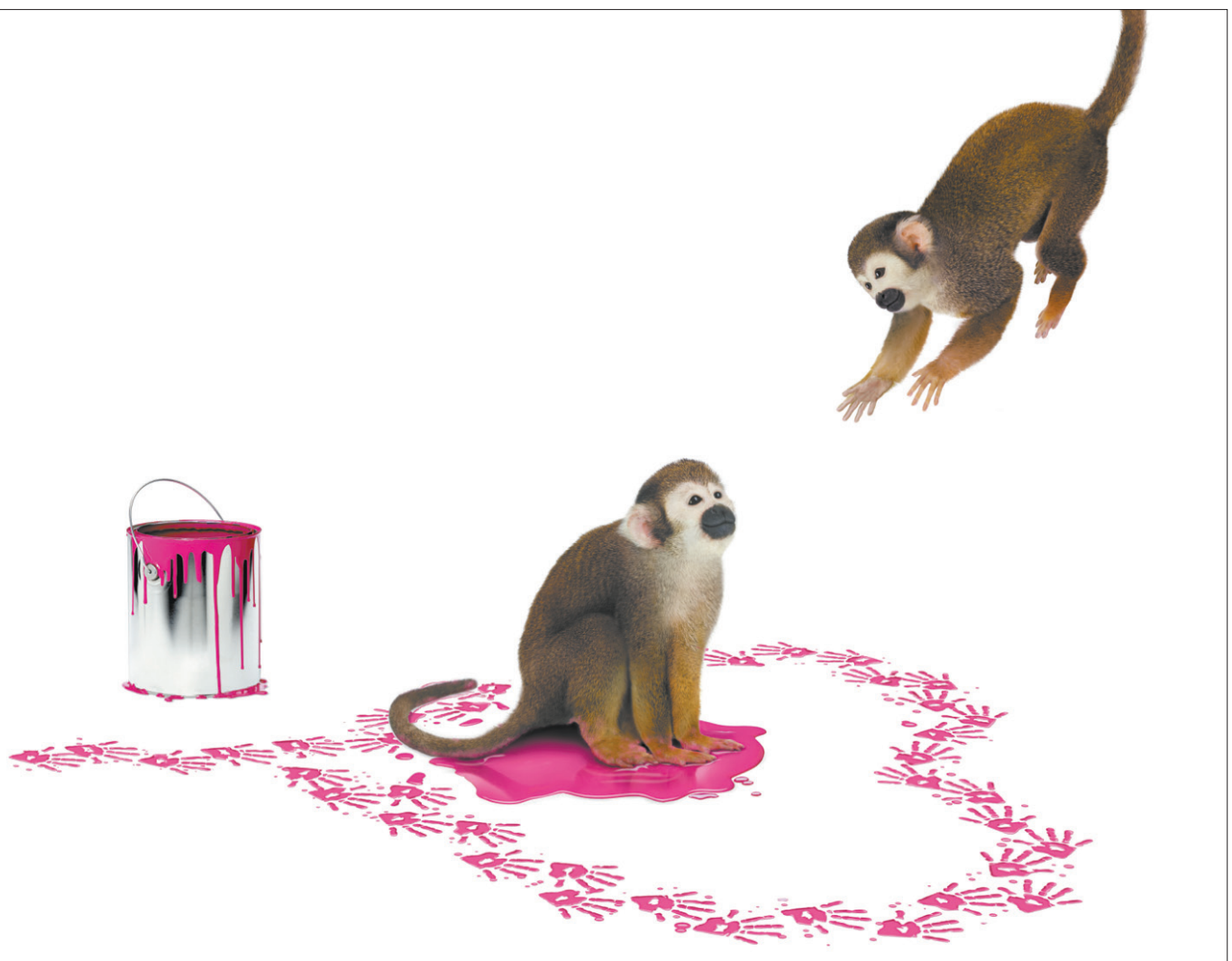
Le rapport est pessimiste sur la capacité des forces de sécurité irakiennes d'assumer davantage de responsabilités dans les 12 à 18 prochains mois – la période couverte par l'analyse – et fait état de signes de « guerre civile ».

Cela semble ainsi contredire les affirmations de la Maison-Blanche, qui refuse de qualifier la situation en Irak de guerre civile. « La communauté du Renseignement juge que l'expression «guerre civile» ne représente pas de manière adéquate la complexité du conflit en Irak. Cependant, l'expression «guerre civile» décrit de manière correcte des éléments clés du conflit en Irak », souligne le document, en citant les violences confessionnelles, la mobilisation des communautés chiite et sunnite et des déplacements de population.

Le rapport indique par ailleurs que l'intervention de l'Iran et de la Syrie dans les affaires irakiennes « n'est probablement pas un facteur majeur de violences » à cause de la dynamique propre aux affrontements confessionnels irakiens. « Toutefois, le soutien iranien meurtrier à des groupes précis de militants chiites irakiens intensifie clairement le conflit en Irak. »

Quant à la Syrie, elle donne refuge à des nostalgiques du régime de Saddam Hussein et n'en fait pas assez pour stopper l'entrée des combattants étrangers en Irak, précise-t-on.

Depuis le lancement, début janvier, d'un nouveau plan pour l'Irak, George W. Bush ne cesse de répéter sa détermination à employer tous les moyens nécessaires pour protéger les soldats américains des agissements iraniens en Irak. Le secrétaire à la Défense, Robert Gates, a indiqué hier que le renforcement de la présence militaire américaine dans le golfe Persique constitue un message aux amis et aux « adversaires potentiels » des États-Unis, tout en réfutant que ces derniers préparent une guerre contre l'Iran.



Mettez de la couleur dans votre vie de couple.

À la Saint-Valentin, offrez un sans-fil EUPHORIK^MC couleur. De plus, optez pour les Forfaits Partagez Flexibles^MC et échangez vos minutes à partir de 35 $ par mois.*



LG 245
Phototeléphone
0 $† chacun
(avec une entente de services de 2 ou 3 ans)



LG Chocolate
Phototeléphone, musique, télé, vidéo
79,99 $† chacun
(avec une entente de services de 3 ans)



Samsung A720
Phototeléphone, musique, télé, vidéo
99,99 $† chacun
(avec une entente de services de 3 ans)

Le solde prend fin le 14 février.

TELUS
le futur est simple^MD

3459098A

BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL
Carrefour Angrignon
Centre commercial Le Boulevard
Centre Domaine
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Galeries Lachine
Les Jardins Dorval
Mail Cavendish
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
5554, av. de Monkland
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
6146, boul. Henri-Bourassa Est
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
Communications MOBILENET inc.
5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
Communications Métropolitaine
8780, boul. Saint-Laurent, local 1
Instant Page
1682, av. Mont-Royal Est
Globe Mobilité
6652, rue Saint-Hubert

Dollard-des-Ormeaux
La Zone SCP
3349B, boul. des Sources

LaSalle
Cellulaire Plus
7575, boul. Newman

Saint-Laurent
PC Page Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville
Digital Radio Communication Inc.
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Boisbriand
2400, boul. du Faubourg
(dans le Home Depot)

Lachenaie
aut. 40/aut. 640

Laval
Carrefour Laval
Centre Laval
Laval Est (aut. 19/aut. 440)
Contact Com D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Digital Radio Communication inc.
Méga-centre Notre-Dame
2304, autoroute 13 Sud
Proxi Telecom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
Raytech Électronique
1451, boul. des Laurentides
SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Mascouche
Méga-centre Mascouche
117, Montée Masson

Repentigny
Galeries Rive Nord
Technicomm
346, rue Notre-Dame, local C

Rosemère
Place Rosemère
Contact Com. D.L.
Communications
259, boul. Labelle, local 102

Saint-Jérôme
Carrefour du Nord

Terrebonne
Galeries de Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe
Cellulaire Plus
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise

Sorel
Promenades de Sorel

Victoriaville
La Grande Place des Bois-Francs

RIVE-SUD
Mail Champlain
Place Longueuil
Promenades Saint-Bruno

Belœil
Cellulaire Plus
559, boul. Laurier

Brossard
Quartier DIX30
9380, boul. Leduc

Candiac
D2 Technologie Inc.
69, ch. Saint-François-Xavier

Greenfield Park
Proxi Telecom Inc.
3814, boul. Taschereau

Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails à telusmobilite.com

FUTURE SHOP · BUREAU EN GROS · BEST BUY · Dumoulin · BRAULT & MARTINEAU · WAL-MART · Zellers

* Une combinaison minimum des forfaits Partagez 15 et Partagez 20 est requise. Tous les membres abonnés à un forfait Partagez doivent être inscrits au même compte et résider dans la même province. Les taxes, les frais d'interurbain et d'itinérance, le temps d'antenne additionnel, les frais pour les services payables à l'usage, les frais mensuels d'accès au réseau et les frais mensuels pour le service d'appel d'urgence 911 évolué sont en sus par utilisateur. Les tarifs peuvent être modifiés sans préavis. † Offre valable jusqu'au 14 février 2007. Les prix et la disponibilité peuvent varier. Prix net en vigueur à la signature d'une entente de services de 2 ou 3 ans après rabais obtenu en magasin ou crédit porté au compte et affiché sur votre prochain relevé mensuel de TELUS. © 2007 TELUS.



L'AUTO

LUNDI DANS LA PRESSE

MATCH ENTRE AUTOMOBILES INTERMÉDIAIRES

3450348A

LE CANADA EN AFGHANISTAN



44 MORTS

DEPUIS LE DÉBUT DE LA MISSION CANADIENNE EN AFGHANISTAN, **44 SOLDATS ONT PERDU LA VIE**. NOUS REVENONS ICI SUR CES PERTES AINSI QUE SUR D'AUTRES ASPECTS ESSENTIELS DE LA PRÉSENCE DU CANADA.

LA CAUSE DES DÉCÈS

Attaques suicide	11
Attaques à la roquette	7
Embuscades au lance-grenade propulsé par une roquette	1
Attaques des insurgés, échanges de feu, attaques au combat	7
Explosion d'une bombe en bordure de la route ou d'une mine terrestre	7
Engins explosifs improvisés	1
Incident de tir ami et accident de tir	6
Accidents de la route	4

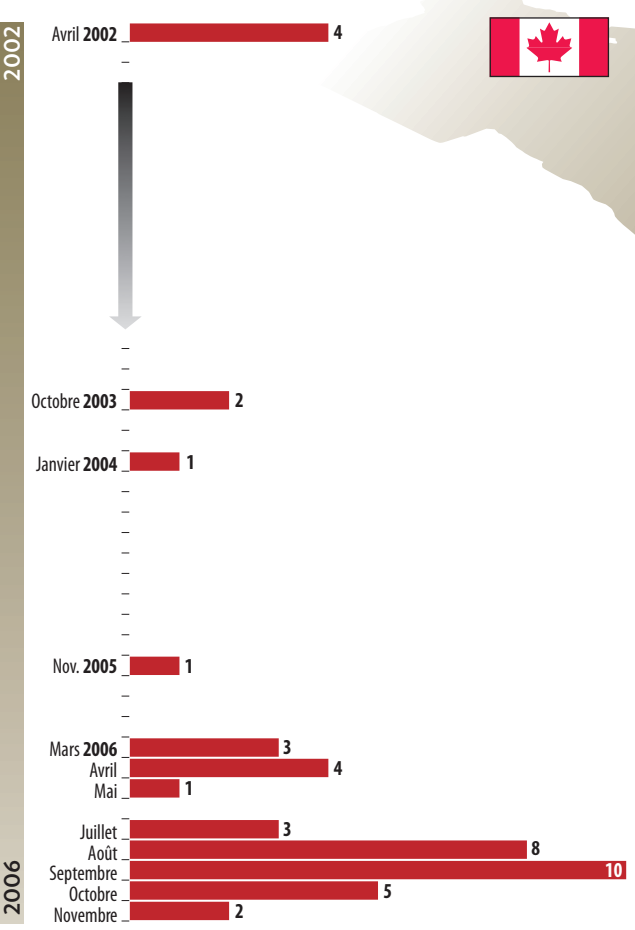
ILS AVAIENT...

ILS SONT NÉS...

ILS ÉTAIENT...

Soldats	10	Sergents	6
Bombardier	1	Adjudants	2
Cavalier	1	Adjudants-chefs	1
Caporaux	19	Lieutenant	1
Caporaux-chefs	2	Capitaine	1

ILS SONT MORTS EN...

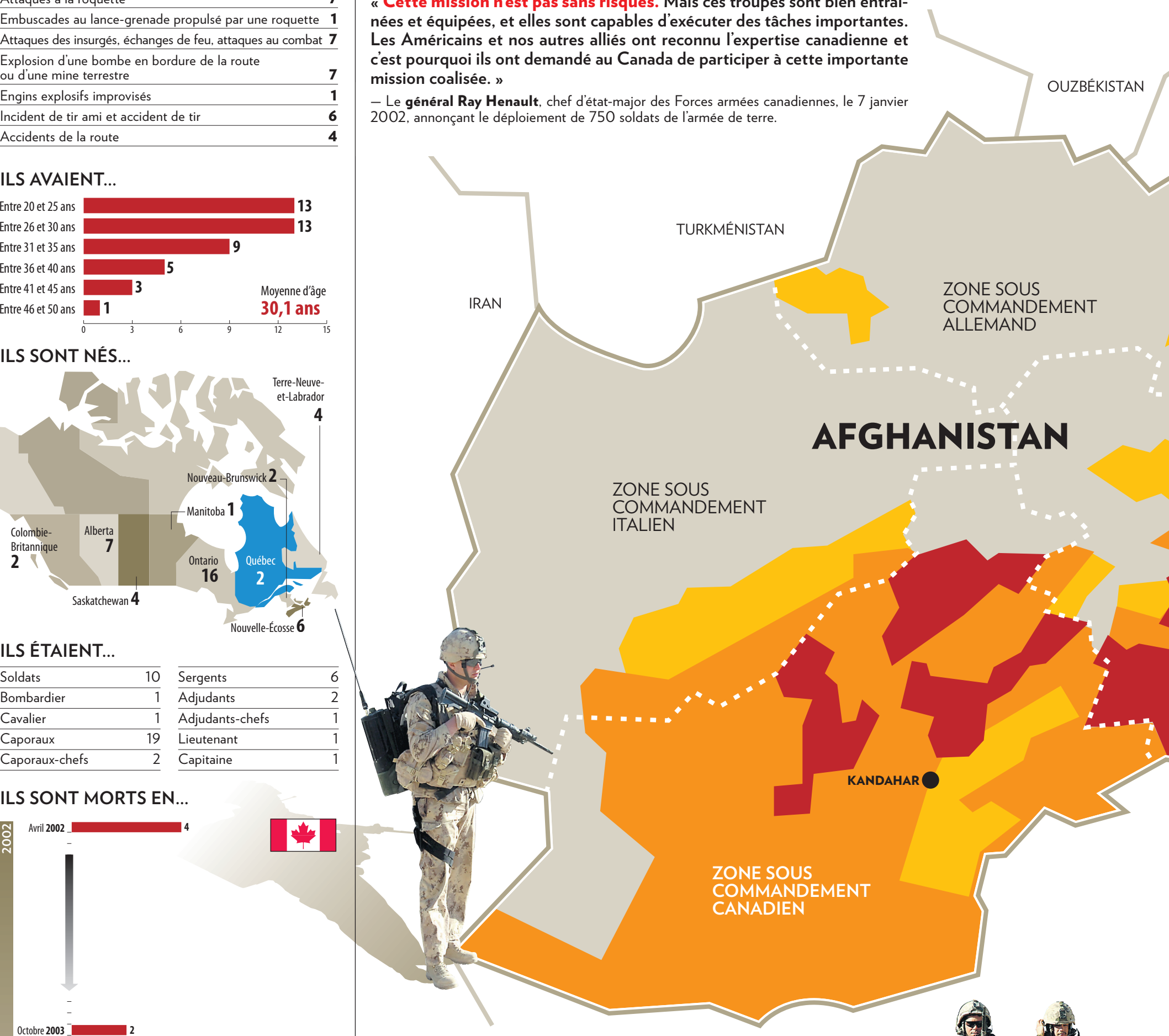


CINQ ANS DE GUERRE

TEXTES ET RECHERCHE **D'ANDRÉ DUCHESNE**, GRAPHISME **ANDRÉ RIVEST**

« Cette mission n'est pas sans risques. Mais ces troupes sont bien entraînées et équipées, et elles sont capables d'exécuter des tâches importantes. Les Américains et nos autres alliés ont reconnu l'expertise canadienne et c'est pourquoi ils ont demandé au Canada de participer à cette importante mission coalisée. »

— Le **général Ray Henault**, chef d'état-major des Forces armées canadiennes, le 7 janvier 2002, annonçant le déploiement de 750 soldats de l'armée de terre.



LA PRÉSENCE CANADIENNE EN CHIFFRES

40

Selon des chiffres obtenus par *La Presse* grâce à la Loi sur l'accès à l'information, **le Canada a capturé et transféré 40 prisonniers afghans** entre janvier 2002 et avril 2006. Les prisonniers ont été remis aux autorités américaines ou afghanes.

Selon un bilan non officiel de la revue militaire *Esprit de corps*, **au moins 273 militaires canadiens ont été blessés depuis le début de la mission**. Ce total remonte à octobre dernier. Peu de militaires ont été blessés depuis ce temps.

273

Nombre approximatif de **militaires canadiens actuellement en service** dans le pays.

2500



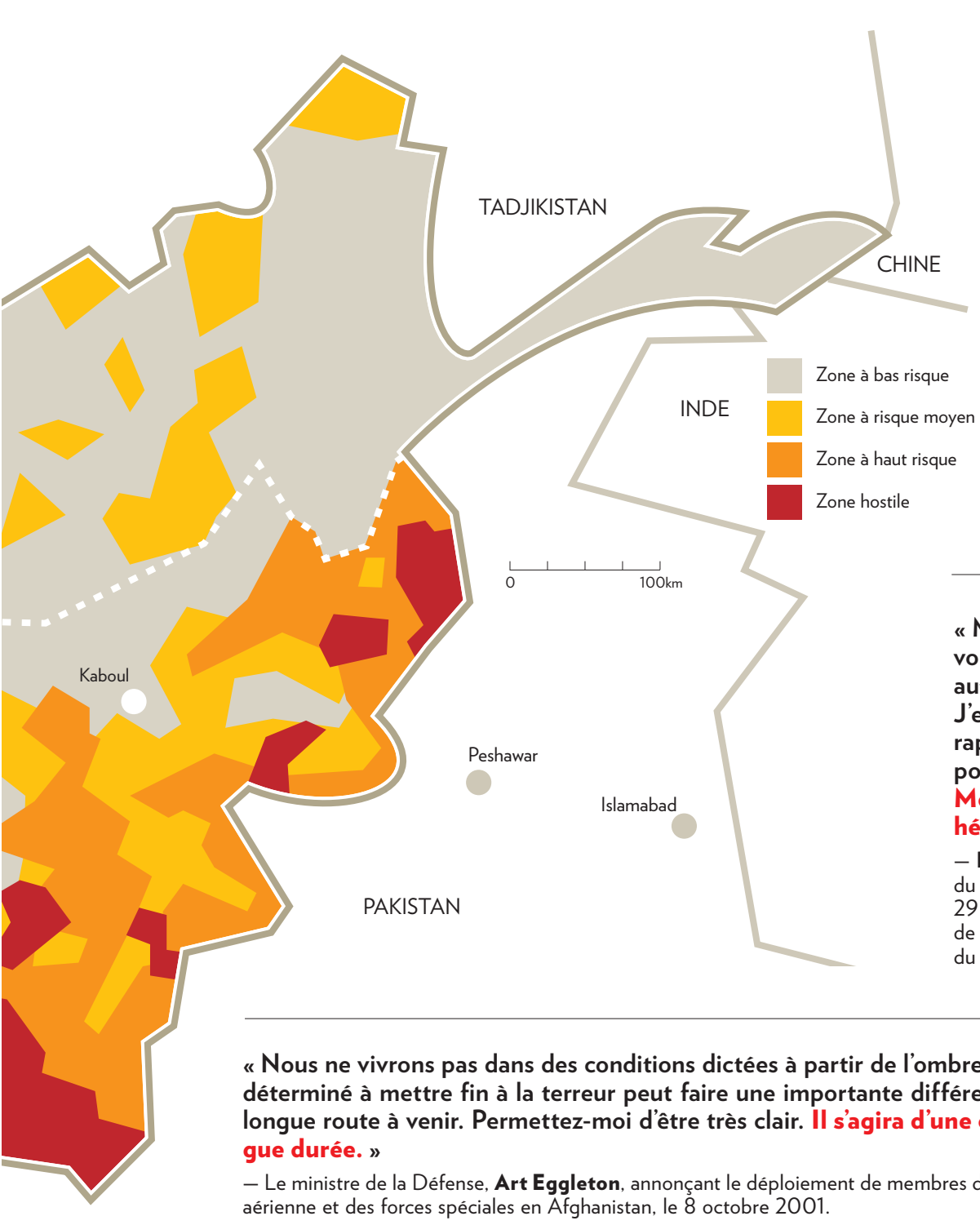
Nombre de **soldats canadiens ayant servi en Afghanistan** depuis le début des opérations.

149 Le 17 mai 2006, 149 députés de la Chambre des communes ont voté en faveur de la motion du gouvernement conservateur visant à prolonger jusqu'en janvier 2009 la mission canadienne dans le pays; 145 députés ont voté contre.

LE CANADA EN AFGHANISTAN



LE 3 FÉVRIER 2002, LES PREMIERS MEMBRES D'UN CONTINGENT DE 750 SOLDATS DE L'ARMÉE DE TERRE CANADIENNE ARRIVAIENT EN AFGHANISTAN DANS LE CADRE DE LA GUERRE AU TERRORISME. À L'EXCEPTION DE QUELQUES DIZAINES DE MILITAIRES DE LA FORCE OPÉRATIONNELLE INTERARMÉES 2, IL S'AGISSAIT DU PREMIER DÉPLOIEMENT DE TROUPES AU SOL. CINQ ANS PLUS TARD, ALORS QUE **44 SOLDATS SONT MORTS AU COMBAT** ET À QUELQUES MOIS DE L'ENVOI DE 2000 MILITAIRES DE VALCARTIER À KANDAHAR, LA MISSION CANADIENNE DIVISE L'OPINION PUBLIQUE. **BILAN**.



« Marc a toujours voulu aider les gens autour de lui. J'espère qu'on se rappellera de lui pour cela. Moi, c'était mon héros. »

— **Richard Léger**, père du sergent Marc Léger, 29 ans, tué au cours de l'attaque fratricide du 18 avril 2002.

« Nous ne vivrons pas dans des conditions dictées à partir de l'ombre. (...) Chaque pays déterminé à mettre fin à la terreur peut faire une importante différence au cours de la longue route à venir. Permettez-moi d'être très clair. Il s'agira d'une campagne de longue durée. »

— Le ministre de la Défense, **Art Eggleton**, annonçant le déploiement de membres de la marine, de la force aérienne et des forces spéciales en Afghanistan, le 8 octobre 2001.

« Cette erreur nous rend mal à l'aise. Nous allons tout faire pour éviter que cela ne se reproduise jamais. »

— L'ambassadeur des États-Unis au Canada, **Paul Cellucci**, le 18 avril 2002, à la suite du tir d'un pilote d'un chasseur américain F-16 qui a causé la mort de quatre soldats canadiens près de l'aérodrome de Kandahar.

« Lorsque les talibans ou Al-Qaeda sont sortis d'Afghanistan, ils ont attaqué les tours jumelles (du World Trade Center), et dans ces tours se trouvaient 25 Canadiens. Le précédent gouvernement et ce gouvernement ne laisseront pas des Canadiens se faire tuer sans répliquer. »

— Le ministre de la Défense **Gordon O'Connor**, le 21 janvier 2007. Sa déclaration, interprétée comme un signe que le Canada est en Afghanistan en guise de représailles aux attentats du 11 septembre 2001, a soulevé un tollé.

1 000 000 000 $

Depuis le début de l'opération *Liberté immuable* (*Enduring Freedom*) amorcée par les États-Unis le 7 octobre 2001 en Afghanistan, le Canada a associé un volet humanitaire à son intervention militaire. Le pays s'est engagé à investir près de **un milliard de dollars en 10 ans** pour la reconstruction de l'Afghanistan, la réduction de la pauvreté et le renforcement de la gouvernance.

10 000 000 000 $

Estimation des coûts de la mission canadienne en Afghanistan de 2001 à 2009 selon un calcul de *La Presse* à partir de données tirées de documents de la Défense nationale. Selon ces documents, les coûts additionnels imputables à la mission pour la période allant de la fin 2001 à la fin de l'année financière 2006 sont de 2,5 milliards.

802

Le 21 octobre 2003, **le Canada a confié un contrat de 126 millions de dollars à Mercedes Benz Canada** pour 802 véhicules blindés G-Wagon. Une partie de ceux-ci remplaceront les véhicules non blindés Iltis utilisés en Afghanistan. En fait, le Canada a accéléré l'attribution de ce contrat à la suite de la mort de deux soldats, le 2 octobre 2003, alors que leur véhicule Iltis avait roulé sur une mine.

4 000 000 $

Selon des documents obtenus grâce à la Loi sur l'accès à l'information par le réseau de télévision Global et *La Presse*, c'est la somme déboursée par la Défense nationale pour l'aménagement, l'ouverture et les coûts d'exploitation de la première année de la bannière **Tim Hortons à Kandahar**. Pour les années subséquentes, les coûts d'exploitation seraient au minimum de 2 millions.



PHOTO FORCES ARMÉES CANADIENNES

Dernier hommage aux soldats Albert Storm et Robert Girouard, tués le 27 novembre 2006 dans un attentat suicide.

DIX DATES IMPORTANTES SUR LA PRÉSENCE CANADIENNE EN AFGHANISTAN

ANDRÉ DUCHESNE

11 septembre 2001

Attentats terroristes contre les États-Unis. La réplique américaine s'amorce le 7 octobre avec l'opération *Enduring Freedom* en Afghanistan. Le premier ministre canadien Jean Chrétien déclare que le Canada participera à la lutte contre le terrorisme aux côtés des États-Unis. Une première action militaire est annoncée le 8 octobre 2001 avec l'envoi d'une frégate dans le golfe Arabo-Persique.

7 janvier 2002

Le ministre canadien de la Défense nationale, Art Eggleton, annonce l'envoi d'un contingent de 750 militaires dans la région de Kandahar. Les premiers avions transportant les troupes y atterrissent le 3 février 2002.

18 avril 2002

Le Canada perd ses quatre premiers soldats en Afghanistan à la suite d'un tir ami effectué par un avion de chasse américain.

21 mai 2002

Le ministre Art Eggleton annonce qu'après la mission de six mois commencée en février, le Canada retirera les 750 soldats de son armée de terre en Afghanistan. Le pays poursuivra cependant sa participation dans d'autres secteurs.

12 février 2003

Le ministre John McCallum annonce le retour de forces terrestres en Afghanistan. Elles seront déployées à Kaboul et regroupées au camp Julien, qui restera ouvert jusqu'au 29 novembre 2005. D'août 2003 à novembre 2005, plus de 6000 membres des Forces canadiennes y auront séjourné.



PHOTO FORCES ARMÉES CANADIENNES

Un soldat du 22e Régiment, en patrouille dans les rues de Bazaar-e-Panjwaii, près de Kandahar.

20 janvier 2004

C'est au tour des militaires de l'armée de terre de la base de Valcartier d'être déployés. Un premier détachement de 125 soldats s'envole de l'aéroport de Québec et sera suivi par quelque 1800 autres militaires rattachés à la garnison québécoise. Au terme de leur mission, les «Vandoos» ne comptent aucune perte de vie.

13 février 2005

Au terme d'une réunion de l'OTAN, le représentant canadien Bill Graham laisse entendre que le Canada enverra 500 militaires de plus en Afghanistan et que l'ensemble du contingent sera déplacé de Kaboul à Kandahar.

15 janvier 2006

Le diplomate canadien Glyn Berry meurt dans un attentat.

17 mai 2006

Grâce à l'appui de 25 députés libéraux, le gouvernement Harper reçoit de justesse (149 / 145) l'assentiment de la Chambre des communes pour prolonger de deux ans le mandat des troupes canadiennes en Afghanistan.

2 septembre 2006

Début de l'opération *Méduse* dans les districts de Panjwayi et de Zhari, à l'ouest de Kandahar. Dix soldats canadiens mourront au cours des combats contre les insurgés en septembre et cinq autres en octobre.

RETOUR À KANDAHAR

Notre journaliste **Michèle Ouimet** avait séjourné en Afghanistan en 2003. Quatre ans plus tard, elle trace un sombre portrait de Kandahar.



UN REPORTAGE EXCLUSIF À LIRE **DEMAIN** DANS *LA PRESSE*



ON PEUT
VOUS AIDER

C’est aujourd’hui que se prépare votre retraite

À votre retraite, le coût de la vie n’aura rien à voir avec celui d’aujourd’hui. Profitez de nos solutions de financement* REER et de nos solutions de placement afin de planifier une retraite à la hauteur de vos attentes. Informez-vous auprès de nos conseillers.

1 888 TELNAT-1 (1 888 835-6281) www.bnc.ca/reer_quiz

BANQUE NATIONALE

LA PREMIÈRE BANQUE AU QUÉBEC

1er mars 2007 : date limite pour cotiser à un REER pour l’année 2006. *Sous réserve de l’approbation de crédit de la Banque.

3455029A

3455081